

هكزاس الشعل

«Initiatives» : 9 pages

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14882 7 F

MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1992

Sidas

La sixième journée mondiale du sida organisée à l'initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est l'occasion de mesurer combien, depuis son apparition en 1981, cette maladie est devenue une pathologie changeante et multiforme. Tout comme l'on parle des maladies cardio-vasculaires, il faudra bientôt se résoudre à parler «des» sida tant les caractéristiques de l'épidémie varient d'un pays à l'autre.

Quel de commun, en effet, entre l'épidémie en France - qui, pour l'essentiel, sévit dans quelques communautés à risque - et l'épidémie africaine ou asiatique qui a d'ores et déjà contaminé plusieurs dizaines de millions de personnes du fait d'une transmission beaucoup plus fréquente par voie hétérosexuelle ? Les constats réitérés des échecs de la prévention recouvrent en réalité de grandes disparités socio-économiques et sociologiques. Même si l'on assiste, ici ou là, à des phénomènes de reprise épidémique dans certaines communautés homosexuelles, il faut rappeler que celles-ci ont été les premières, dans les pays industrialisés, à mettre en place - souvent sans l'aide des pouvoirs publics et en opposition avec les autorités religieuses - des campagnes de prévention réellement efficaces.

PARALLÈLEMENT, on découvre dans ces mêmes pays les dramatiques conséquences de l'absence de véritable politique de prévention vis-à-vis des toxicomanes.

Dans les pays en voie de développement, hormis quelques rares pays africains qui ont courageusement décidé de regarder le mal en face, la plupart se résignent à vivre la progression de l'épidémie comme une nouvelle fatalité.

Au-delà de son cortège de souffrances et de morts, les conséquences de cette pandémie qui aurait déjà touché dans le monde plus de douze millions de personnes - et aurait tué de un à deux millions de personnes selon les estimations - ne se bornent plus aux aspects sanitaires et sociaux. Il faut, dès à présent, en mesurer la dimension économique. En 1991, le coût total du sida a été estimé dans le monde à 250 milliards de francs (soit 2 % des dépenses mondiales de santé). Il sera, en l'an 2000, selon les hypothèses les moins alarmistes, de 740 milliards de francs. D'autres projections font état d'un chiffre huit fois plus élevé.

UNE telle catastrophe représente pour l'industrie du médicament et du vaccin un extraordinaire défi qui ne pourra être relevé qu'en respectant, lors des phases de mise au point et d'expérimentation, des procédures scientifiques et éthiques extrêmement rigoureuses. Il ne sert à rien de créer de fausses illusions en mettant à la disposition des malades, comme cela est déjà arrivé, des produits qui n'ont pas fait leurs preuves.

Dans l'immédiat, tous les dispositifs de traitements restent inefficaces, on ne peut que soulager une meilleure prise en charge des patients à l'hôpital et à domicile, une amélioration des conditions d'accueil et de fin de vie et un accroissement du nombre des personnels médicaux et para-médicaux, dont beaucoup sont à bout de forces. Du point de vue de la santé publique, plutôt que de relancer sans cesse le débat sur le dépistage systématique de toute la population, mieux vaudrait affiner les études épidémiologiques de manière à définir au plus vite des stratégies de prévention réellement adaptées aux groupes les plus menacés.

M0147 - 1202-0 - 7.00 F

Les réformes devant le Congrès des députés

M. Eltsine cherche un compromis avec les conservateurs

Le Congrès des députés de Russie, qui doit durer neuf jours, s'est ouvert, mardi 1^{er} décembre à Moscou, dans une atmosphère de désillusion à l'égard des réformes engagées par le président Boris Eltsine. Faute d'adversaire crédible d'envergure nationale, M. Eltsine n'est pas menacé par une éventuelle offensive des conservateurs ; mais il ne pourra sans doute pas éviter de faire de nouvelles concessions aux partisans d'une économie dirigée s'il veut obtenir des députés le renouvellement de ses pouvoirs spéciaux.

MOSCOU
de notre correspondant
«N'avez aucune crainte, j'ai été élu par le peuple, personne ne peut rien contre moi», confiait récemment Boris Eltsine à un interlocuteur inquiet des menées de l'opposition. Depuis qu'il s'est débarrassé de M. Gorbatchev et préside seul aux destinées de la Russie, M. Eltsine s'est toujours comporté en homme assuré d'être le plus fort et convaincu d'être le seul à pouvoir conduire son pays vers un avenir meilleur. Il ne semble pas imaginer un seul instant qu'il puisse trébucher, voire chuter sur l'obstacle qui se dresse aujourd'hui devant lui, le Congrès des députés, qui s'est ouvert mardi 1^{er} décembre au Kremlin.

A peu près personne, à vrai dire, ne croit que le président russe puisse sortir vaincu d'un Congrès présenté il y a quelques semaines encore par ses amis «libéraux» comme une terrible épreuve de force, un Congrès de tous les dangers où le sort de la réforme économique, voire de la démocratie, ne tiendrait qu'à un fil.

Les messages de soutien envoyés aussi bien par le futur président américain, Bill Clinton, que par George Bush, sont donc bienvenus, mais peut-être légèrement déplacés.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 5

TF1 en son donjon

Les accusations de Pierre Berton contre Patrick Poivre d'Arvor, les attaques de journaux et chaînes concurrentes, ont renforcé le syndrome de citadelle assiégée à TF1. Dans ses nouveaux locaux fonctionnels de Boulogne, les journalistes du «premier média de France» récusent la thèse du seul «complot» politique, fomenté par le pouvoir. Mais les luttes entre les rangs derrière le journaliste PPD, analysent les luttes de pouvoir internes et externes, et, pour certains, mettent en cause les dérives de «l'information spectacle». Un débat qui est loin de se limiter à l'audiovisuel et à la vedettisation.

Lire page 22 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA et d'YVES-MARIE LABÉ

Lire également page 2 les points de vue de Guy Lochard : «Les risques du professionnalisme» ; de René Finkelstein : «Tous vendus», et de Françoise Chendernagor : «Qui gardera nos gardiens?»

Les paysans à Strasbourg

Quelque 40 000 agriculteurs européens ont participé à une manifestation qui a été marquée par quelques incidents.

De la Somalie à l'ex-Yugoslavie

M. Bernard Kouchner plaide pour un «droit d'urgence».

La mort de Jorge Donn

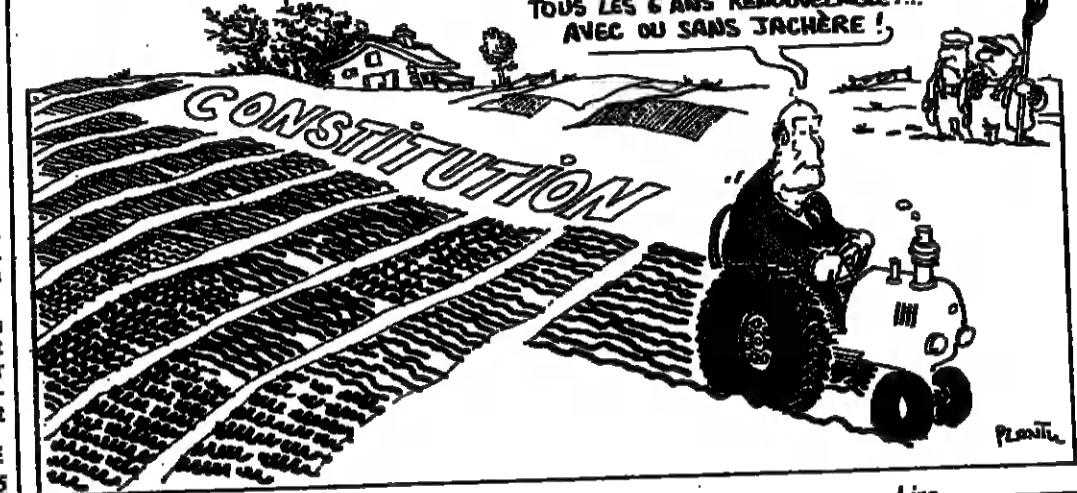
Le danseur emblème de Béjart s'est éteint à l'âge de quarante-cinq ans.

SCIENCE ♦ MÉDECINE
■ Les apprentis sorciers de Chicago. ■ Le vaccin universel. ■ Les longues marches des manchots empareurs. ■ Les dents de la neige. ■ De l'influence de la Lune sur le boson Z. ■ Le polignot du torero.
pages 15 à 17.
Le sommaire complet se trouve page 30

La révision des institutions proposée par le chef de l'Etat

M. Mitterrand place une future cohabitation sous le signe du débat constitutionnel

M. Mitterrand a rendu publiques, lundi 30 novembre, les propositions de réforme de la Constitution qu'il a adressées, le même jour, aux présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel. Le chef de l'Etat prévoit de les soumettre à un comité consultatif, dont la composition doit être fixée par le conseil des ministres mercredi 2 décembre. L'opposition avait refusé par avance de participer à ce comité. Elle critique une réforme qui, à ses yeux, ne vient pas à son heure. Le calendrier annoncé par M. Mitterrand prévoit qu'il saisira le Parlement d'un projet de loi constitutionnelle au début de la prochaine législature. Cette question interférera donc dans les relations entre la future majorité parlementaire, un éventuel gouvernement de cohabitation et le président de la République.



Prééminence

par Thierry Bréhier
Si ce n'est pas la V^e République que M. François Mitterrand a portée, lundi 30 novembre, sur les fonts baptismaux, les institutions qu'il a dessinées à grands traits ne ressemblent guère à celles qui régissent la France depuis 1958. C'est une véritable marche arrière qu'en fait il propose : un retour à un régime parlementaire «rationnel», qu'avaient cru inventer les rédacteurs de la Constitution initiale de la V^e République, mais qui n'a, en réalité, jamais été appliqué : d'abord du seul fait de la personnalité du général de Gaulle, puis à cause du bouleversement entraîné par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, enfin du fait de la conversion de la classe politique française au système majoritaire, sous la contrainte du mode de scrutin législatif.

Depuis plus de trente ans, les Français vivent sous un régime institutionnel hybride, mi-parlementaire mi-présidentiel. M. Mitterrand ne modifie en rien cette ambiguïté, même s'il recuse une évolution vers un système présidentiel classique, même s'il affirme que le régime est et doit demeurer «parlementaire».

Lire la suite page 12

- Lire
- Le texte intégral des propositions de réforme des institutions de M. Mitterrand
 - Le jeu et la chandelle par ALAIN ROLLAT
 - Georges Pompidou et le mandat présidentiel par PATRICK JARREAU
 - L'opposition refuse d'entrer dans le mécanisme de la réforme par OLIVIER BIFFAUD pages 10 à 12 et 30
 - Optique par DANIEL SCHNEIDERMAN page 29

Philippe Alexandre



«Il arrive qu'un livre de cuisine en dise plus que bien des livres d'histoire.»

Thierry Pfister

Grasset

Woody et les atomes

Avec «Maris et femmes», Woody Allen exécute une cruelle et drolatique expérience de physique des sentiments

par Jean-Michel Frodon

Il y a quelque chose d'inquiétant dans la régularité de Woody Allen à livrer un film chaque année. Ce rythme de phénomène météorologique, de curée primeur ou de manufacturier fiable dérange notre habitude de considérer un artiste comme un être livré par nature au doute, à l'angoisse de la page ou de l'écran blanc, œuvrant dans l'impondérable et l'imprévisible, à mille encaillures des plannings de livraisons industrielles - à fortiori de la part de cet auteur qui ne cesse de se représenter en angoissé chronique, incertain de ses buts et de ses moyens.

On s'inquiète aussi pour lui, le cinéaste : peut-il à nouveau séduire et intéresser, donner envie de le suivre sur un air de Gershwin ou de Cole Porter dans un nouveau tour de cette piste aux étoiles du spectacle, aux malaises de la vie, aux tourments de l'amour et aux fidélités de la morale, qu'il a si soigneusement balisée et arpentée ? La rançon de cette inquiétude est non seulement le bonheur, mais la surprise d'être une fois de plus ravi par le dé-

nier-né. C'est le cas, au plus haut point, de ce millésime 92, d'hilarant bouquet et de longue finesse, opus 22 de Woody Allen réalisateur.

«Maris et femmes» est construit sur un motif commun à bon nombre de ses films : un couple, un groupe, un élément perturbateur. Le couple est composé de l'écrivain et professeur de littérature Gabe Roth (Allen) et de son épouse Judy (Mia Farrow), le groupe consiste en leurs amis Jack et Sally (Sidney Pollack et Judy Davis) augmenté de la nouvelle compagne de Jack (Lysette Anthony) et d'un collègue de Judy (Liam Neeson), et l'élément perturbateur est une fraîche et brune poupée de porcelaine, judicieusement prénommée Rain (Juliette Lewis), élève et groupe de Gabe.

Ce dispositif pourrait être celui d'une expérience de physique sur la fission des solides. Un choc initial, l'annonce par Jack et Judy de leur séparation concertée, déclenche une réaction en chaîne dans cet univers d'intellectuels juifs new-yorkais sûrs de leur statut professionnel, sentimental et social.

Lire la suite page 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p ; Italie, 2,20 L ; Japon, 2,20 ¥ ; Liban, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,80 FS ; USA (hors AL), 2 \$; USA (interal), 2,50 \$.

SERBIE : l'élection présidentielle du 20 décembre

M. Panic est le seul concurrent sérieux de M. Milosevic

La candidature surprise du premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, à l'élection présidentielle du 20 décembre en Serbie (le Monde du 1^{er} décembre) a redonné un souffle nouveau à une campagne électorale dont l'issue semblait certaine. L'homme fort de Belgrade, M. Slobodan Milosevic, dont la politique a contribué à l'embrasement de l'ex-Yougoslavie et a valu à la Serbie d'être soumise à un embargo international, était assuré de la victoire face à une opposition désemparée et impuissante à offrir une véritable solution alternative au nationalisme intransigent du président serbe.

BELGRADE

de notre correspondant

Après la confirmation, mardi 1^{er} décembre, de la candidature de M. Panic, qui jouit d'une forte popularité dans l'opinion publique pour avoir osé affronter le régime serbe en prônant une politique de paix et de compromis dans le règlement de la crise yougoslave, la réélection du président Milosevic, qui dirige la Serbie depuis cinq ans, semble menacée. Parmi les

treize candidats à la présidentielle de Serbie, le milliardaire serbe - naturalisé américain - qui avait été rappelé en Serbie par les hommes de M. Milosevic pour prendre, en juillet dernier, la tête du gouvernement fédéral de la toute nouvelle Yougoslavie (réunie à la Serbie et au Monténégro) apparaît comme le seul rival sérieux du leader serbe.

Jusqu'au bout, M. Panic aura laissé planer le doute sur sa candidature. « Je ne veux être le candidat d'aucun parti », répondait-il inlassablement quand on l'interrogeait sur son éventuelle participation aux élections comme tête de liste de l'opposition aux législatives fédérales qui se dérouleront le même jour que le scrutin en Serbie, le 20 décembre. Appelant à voter contre M. Milosevic - dont « le régime corrompu est une tragédie pour notre pays » - M. Panic n'avait donné son appui à aucune formation de l'opposition. Lorsqu'il avait entamé, il y a deux semaines, une véritable campagne en sillonnant la province serbe, rencontrant des chefs d'entreprise et des paysans, visitant écoles et usines, il n'avait à aucun moment proposé de recueillir les signatures nécessaires à sa candidature. Il semblait se contenter d'expliquer la politique de son gouvernement, la réduction de l'espérance de vie, le soutien de l'opinion publique pour être réélu par le futur Parlement fédéral.

au poste de premier ministre yougoslave.

Cependant, vendredi 27 novembre, moins de trois jours avant la clôture des listes électorales, le « Parlement des étudiants », issu des manifestations estudiantines de juin dernier organisées pour obtenir la démission de M. Milosevic, décidait d'imposer un adversaire de poids à l'actuel président serbe en proposant, de leur propre chef, la candidature de M. Panic. En moins de vingt-quatre heures, ils ont rassemblé dans les rues de Belgrade les 10 000 signatures exigées pour le dépôt d'une candidature. « Nous devons faire quelque chose pour faire échouer la réélection de Slobodan Milosevic, après le refus catégorique de M. Cosic (le président de la fédération yougoslave) de se présenter; il ne nous restait plus qu'à convaincre M. Panic », explique l'un des étudiants instigateurs de cette action. Dimanche en fin de journée, le premier ministre yougoslave paraissait sa candidature.

Espoirs et tensions

Si cette candidature a fait naître un léger espoir parmi les partisans d'une politique de paix, elle risque de provoquer de nouvelles tensions sur la scène politique serbe, où s'est engagée depuis déjà quelque mois une lutte entre le premier ministre yougoslave et le tout-puissant président de Serbie. Les premiers effets ne se sont pas fait attendre. En quarante-huit heures, la candidature de M. Panic a entraîné la démission de trois ministres fédéraux proches de M. Milosevic. Pour M^{me} Radmila Milentijevic, ministre sans portefeuille chargée notamment des relations extérieures, M. Panic est un « agent de l'étranger » qu'elle accuse de « ne pas servir les intérêts du peuple serbe ». Le ministre yougoslave de l'économie, Nikola Sainovic, ancien ministre serbe, reproche à M. Panic de brader l'indépendance du pays au profit de puissances étrangères. Enfin, le vice-premier ministre, Oskar Kovac, un économiste membre du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, s'est dit contrarié de démissionner puisque son parti présentait son propre candidat, en l'occurrence M. Milosevic. Face à

ces démissions en série, qui visent manifestement à affaiblir le pouvoir fédéral à trois semaines des élections, M. Panic a dénoncé « les efforts de M. Milosevic pour saper son gouvernement » par « crainte » de le voir devenir « un puissant rival » lors du scrutin.

M. Milosevic, qui s'est livré à plusieurs démonstrations de force contre son rival, pourrait chercher à l'évincer par tous les moyens avant le 20 décembre. La commission électorale, étroitement contrôlée par M. Milosevic, a d'ailleurs contesté la candidature de M. Panic, une loi promulguée il y a à peine un mois par le Parlement serbe prévoyant que seules les personnes domiciliées depuis au moins un an en Serbie ont le droit de briguer la présidence. M. Panic a quitté Belgrade en 1956 et n'est rentré qu'en juillet dernier. Il a joint à son dossier un certificat de domicile daté du 28 novembre dernier, qualifié de non recevable. La commission électorale a jusqu'au 5 décembre pour se prononcer sur la validité de la candidature de M. Panic.

Le président de la Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, qui avait évoqué la semaine dernière ses « profonds désaccords » avec M. Milosevic, a refusé de se prononcer sur la candidature de son premier ministre. Or la position de M. Cosic, qui jouit d'une grande popularité en Serbie, sera déterminante pour l'issue du scrutin. D'autant plus que les abstentionnistes et les indécis représentent, selon les sondages, près de 50 % du corps électoral.

FLORENCE HARTMANN

La Grande-Bretagne accueillera 4 000 réfugiés de Bosnie. - La Grande-Bretagne accueillera quatre mille réfugiés supplémentaires de Bosnie, a annoncé, lundi 30 novembre, le ministre britannique de l'Intérieur. Un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a indiqué que la Grande-Bretagne devenait ainsi, après l'Allemagne, le pays qui avait offert le plus de places aux réfugiés de l'ex-Yougoslavie. Il a ajouté que le HCR avait déjà trouvé des pays d'accueil pour 4 300 des 6 600 anciens détenus des camps de Bosnie. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : mis en cause par la presse populaire

Le chancelier de l'Echiquier devra s'expliquer sur la gestion de ses finances personnelles

M. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier, est la cible d'une campagne de presse lancée par les journaux populaires : il semble que le « grand argentier » britannique connaisse autant de difficultés à gérer son budget personnel que l'économie.

LONDRES

de notre correspondant

Il y a quelques mois, c'est la mort dans l'âme que M. John Major, après avoir défendu bec et ongles, avait dû se résoudre à sacrifier son ami David Mellor, alors ministre chargé du patrimoine national, victime d'un « sex scandale ».

Aujourd'hui, un autre ministre est sur la sellette, M. Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier. Le premier ministre a affirmé avec la dernière énergie qu'il était hors de question de donner satisfaction à la « meute » journalistique de la presse populaire qui réclame la tête de M. Lamont, c'est-à-dire son renvoi du gouvernement. C'est la seconde fois en quelques mois que le chancelier fait figure d'homme à abattre. Réputé responsable de l'humiliante sortie de la livre sterling du système monétaire européen (SME), il avait survécu grâce au soutien de M. Major. Cette fois, la campagne le visant est plus personnelle et, apparemment, décisive. Depuis qu'il habite la résidence officielle du 11, Downing Street (la porte voisine de celle du premier ministre), le chancelier a loué son appartement personnel à une « thérapeute sexuelle », M^{me} Sara Dale, laquelle exerceit son activité à domicile.

Lorsque la chose fut connue, il y a un an, M. Lamont réussit à obtenir l'expulsion de sa locataire, au prix de frais de justice élevés : 23 000 livres (environ 189 000 F). Avec ses émoluments de ministre (43 000 F de salaire de base), le

chancelier ne pouvait faire face à une telle dépense. Le Trésor est donc venu à son secours, épongeant 4 700 livres, le reste (18 300 livres) étant pris en charge par des « organes » internes du Parti conservateur. M. Lamont a pris soin de préciser qu'il n'avait rien demandé à personne, et que l'argent public n'avait été utilisé que pour protéger sa réputation ministérielle, la livre sterling, dit-on, ne pouvant que « plonger » davantage s'il s'avérait que le « grand argentier » était sans un sou...

Dans le « rouge » pour 470 livres

Or, ces derniers jours, le Sun a publié des relevés bancaires « priori confidentiels » de la banque NatWest, montrant que l'un de ses clients, M. Lamont, est coutumier des découverts bancaires. Ayant déjà reçu à cinq reprises des lettres recommandées pour avoir dépassé le montant de dépenses autorisé, de 2 000 livres, de sa carte de crédit, il serait cette fois dans le « rouge » pour 470 livres. Downing Street a indiqué que cette situation, explicable par la charge de travail du chancelier, allait être immédiatement corrigée. Bref, M. Lamont est devenu la tête de turc de la bien-nommée « presse de caniveau » et du Parti travailliste.

L'hypothèse d'un remaniement du gouvernement au tout début de l'année, qui permettrait de confier à M. Lamont un poste ministériel moins exposé, prend donc corps. D'autant que, d'ici là, ses ennemis ne vont pas disparaître : le National Audit Office, qui est l'organisme de contrôle de la gestion des fonds publics, a décidé, lundi 30 novembre, de lancer une enquête sur le bien-fondé de cette dépense de 4 700 livres destinée à protéger la crédibilité - passablement ternie - de M. Lamont.

LAURENT ZECCHINI

Violation du cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine

Le cessez-le-feu conclu entre Croates et Serbes bosniaques - dont les musulmans craignent de faire les frais - n'a pas été suivi d'effet, lundi 30 novembre. De violents combats se sont poursuivis toute la journée et toute la nuit dans le nord de la Bosnie, où les Serbes tentent d'élargir un corridor reliant la Serbie aux zones qu'ils contrôlent en Croatie. Des milliers de réfugiés bosniaques, dont des dizaines d'habitants de la ville de Zepa, ont été évacués vers les camps de réfugiés de la région de Tuzla, à l'est de la ville.

manes concentrées sur le mont Igman, à 5 kilomètres au sud-ouest de Sarajevo, se préparaient à lancer une offensive pour briser le siège de la capitale, selon des informations concordantes recueillies lundi dans la ville. « Environ 15 000 hommes sont rassemblés sur le mont Igman, équipés entre autres de plusieurs dizaines de pièces d'artillerie et tanks, de type T-74, T-55 et Leopard 1 », a notamment indiqué à l'AFP une source bien informée de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). - (AFP, Reuters)

POINT DE VUE

Le droit d'urgence

par Bernard Kouchner

PARCE que des hordes de très jeunes Somaliens incontrôlés menacent les volontaires, pillent les convois et affament leur propre population, la communauté internationale enfin réagit. Parce que des soldats des Nations unies sont réduits à l'impuissance et attaqués eux-mêmes, l'ONU s'efforce enfin de voir son autorité bafouée. Le gouvernement américain, après d'autres pays, a proposé au secrétaire général, M. Boutros-Ghali, de garantir militairement la distribution alimentaire en Somalie.

Cet enchaînement des faits, des initiatives et des réactions constitue bien l'engrenage humanitaire que nous avons décrit et proposé depuis plusieurs années. Si les appels des volontaires français du courage humanitaire, travaillant sur place depuis le début de la guerre, n'avaient pas été si forts, si nous n'avions pas organisé cette immense force du geste des petits Français dans les écoles, si les médias n'avaient pas été alertés par ce tapage, si les images n'avaient pas été aussi insupportables, au dernier étage de la maison de verre de Manhattan se serait-on ému ?

En Somalie, nous croyons à une intervention armée et salvatrice de la communauté internationale et la France, qui y aura tant contribué, s'en réjouit. Depuis de longs mois, à l'appel de l'ambassadeur Sahnoun, nous avons organisé un pont aérien pour nourrir tous les jours 35 000 petits affamés ; grâce aux hôpitaux français, nous avons ouvert une pharmacie centrale ; nous avons fait parvenir déjà quatre bateaux de nourriture ; c'était beaucoup, c'était insuffisant, même si les petits paquets de riz des enfants français parviennent bientôt à sauver des enfants somaliens dont mille continuent de

mourir chaque jour. Nous avons amené nos partenaires européens et fait doubler la contribution de la CEE. Nous avons effectué quatre démarches pressantes auprès du secrétaire général de l'ONU. Et nous avons presque désespéré, bien que tous ces gestes aient été utiles. Pendant ce temps, on brocardait l'action humanitaire que l'on confondait avec une politique jugée trop timide. C'était injuste et faux. L'évolution du droit international et des consciences la prouve. Les critiques et les sarcasmes contre l'action humanitaire exprimaient des rancœurs, mais révélaient surtout le désarroi et l'impuissance des imaginations devant l'insupportable. Périphéries qu'il convient d'oublier, car le chemin sera long et il y aura d'autres revers.

Agir avant les déchaînements de haine

La communauté internationale se mobilise pour Mogadiscio et la force armée, à peine évoquée, fait déjà hâter les chefs des bandes somaliennes. Agir dans la corne de l'Afrique, constitue une étape vers la naissance d'une force internationale de protection que la France a proposé.

On ne peut pourtant sauver des vies en Somalie sans réclamer la même exigence pour la Bosnie-Herzégovine. Nous espérons qu'il s'agit d'un vrai changement d'attitude et que l'on s'indigne aussi, à l'ONU, de la situation en Bosnie, à Sarajevo, à Mostar, à Gradacac, à Gorazde, avant qu'il ne soit trop tard. Et il est déjà bien trop tard.

A Genève, à Bruxelles, comme à New-York, de la résolution 752 en 1991 sur la Bosnie à la proposition de Roland Dumas de pour-

suites personnelles pour crime contre l'humanité qui préfigure un droit international pénal, les initiatives de la diplomatie française n'ont pas manqué.

Un jour, on comprendra enfin qu'il convient de prévenir les guerres et d'agir avant les déchaînements de haine et les meurtres de masse. Cela s'appellera peut-être le droit d'urgence démocratique. Cela s'appellera peut-être le droit d'urgence internationale. En attendant cette mutation, qui mettra des années à se réaliser, sous les yeux des soldats de l'ONU qui enragent, s'achève l'horrible chasse aux musulmans d'Europe et se complète la purification ethnique.

Notre pays, plus présent que tous partout, par le nombre et le courage de ses soldats aux casques bleus, attend, à l'exemple de Mogadiscio, un refus international de la cruauté et du massacre dans l'ex-Yougoslavie.

Il appartient au Conseil de sécurité d'en déterminer les moyens et la configuration. Contre l'indignité et le massacre télévisé, saluons ce sursaut, cette réaction de la conscience internationale. Bienvenu en Somalie ils s'avèrent aussi indispensables dans ce qu'il reste de la Bosnie-Herzégovine, avant que tous ne succombent.

► M. Bernard Kouchner est ministre de la santé et de l'action humanitaire.

ALLEMAGNE : M. Gregor Gysi va quitter la présidence du Parti du socialisme démocratique. - Le président du Parti communiste rénové allemand, le PDS, M. Gregor Gysi, a annoncé, lundi 30 novembre, qu'il quitterait son poste en janvier prochain, notamment en raison des difficultés qu'il éprouve à changer en profondeur le mouvement héritier

SUÈDE

Incidents entre racistes et antiracistes STOCKHOLM

de notre correspondant

Le 30 novembre, anniversaire de la mort au combat, en 1718, du roi Charles XII, est devenu l'occasion, pour les racistes et antiracistes suédois, de se livrer à des affrontements en règle. Cette année, à Stockholm, les forces de l'ordre avaient décidé que les fidèles du souverain tué en Norvège, membres de groupes d'extrême droite comme les « démocrates de Suède » et « Résistance aryenne blanche », manifesteraient les premiers... et leurs adversaires ensuite. Neuf cents policiers n'ont pu cependant empêcher les bagarres rocheuses de part et d'autre. Une cinquantaine de manifestants des deux bords ont été appréhendés. A Lund, dans le sud du pays, en revanche, la « chaîne humaine » déployée par les contre-manifestants a réussi à stopper la retraite aux flambeaux traditionnelle des amis de Charles XII qui ont été transportés ailleurs dans des autobus de la police.

Crise économique et chômage aidant, la Suède, pays de grande immigration, n'échappe pas elle non plus à la montée des tendances extrémistes, du racisme et de l'antisémitisme. La profanation, il y a quelques jours, de tombes dans un cimetière juif, a apporté de nouveaux éléments d'inquiétude. « La distance entre les menaces et leur mise à exécution » se réduit de plus en plus, constatait dimanche le ministre de l'immigration, M^{me} Birgit Friggebo, lors d'une manifestation contre l'antisémitisme organisée dans la capitale.

F. N.

du SED de M. Erich Honecker. Le président du PDS a été vivement critiqué au cours des dernières semaines pour avoir couvert un des responsables de son parti, André Brice, il savait en effet que ce dernier avait collaboré pendant vingt ans avec l'ancienne police secrète de RDA (Stasi), mais avait gardé le silence. - (AFP)

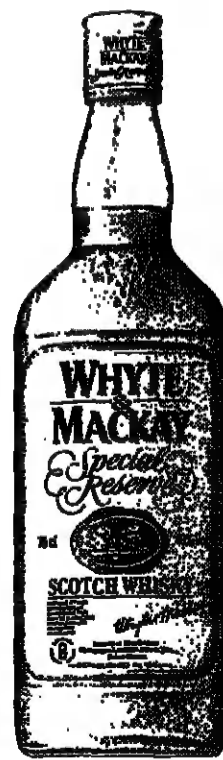
L'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Ne dites jamais à un Ecossais qu'il est Anglais. De même ne lui proposez pas d'importer quel scotch.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais

L'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Si vous ne reconnaissez rien sur cette page, c'est probablement que vous n'êtes pas écossais.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecossais



4 Le Monde • Mercredi 2 décembre 1992 •

LA PAGE ECONOMIQUE

OFFRES CITROËN DU 1^{er} AU 24 DECEMBRE



L'automobile redémarre.

L'ESSENTIEL

8000^F

sur l'ensemble
de la gamme catalysée.

41900^F

pour la nouvelle
CITROËN AX Escapade.

61900^F

pour la
CITROËN ZX Reflex 1,1 i.

6000^F

sur toute la gamme
diesel et utilitaires.

TRIBUNE LIBRE

L'automobile redémarre.

La marque aux chevrons dit non au pessimisme ambiant, oui à la qualité de la vie. CITROËN va de l'avant et le prouve. Il dévoile dans ces colonnes une panoplie de moyens impressionnants pour mieux satisfaire sa clientèle. Plus que jamais CITROËN joue l'environnement. Sans sacrifier la qualité et l'équipement de ses modèles, CITROËN multiplie l'effet de l'aide fiscale et fait réaliser de substantielles économies. Vive la relance et bravo CITROËN.

CITROËN AX DIESEL
UN NOUVEAU
RECORD D'ECONOMIE
3,3 litres aux 100 km à 90 km/h*

Grâce à sa nouvelle conception mécanique et à la structure de ses pneus "verts" spécialement étudiée par Michelin pour CITROËN (plus faible résistance au roulement), la CITROËN AX Diesel a été harmonieusement conçue pour vous permettre de consommer moins. Car finalement, la meilleure façon de moins polluer, n'est-ce pas de consommer moins ?

* Consommations Utac : 4,8 l à 120 km/h et 4,5 l en parcours urbain.

FRANCE

**Citroën quadruple
l'aide fiscale de
l'Etat sur l'ensemble
des Citroën
catalysées.**

6000^F
+
2000^F

Nous vous rappelons que
l'aide fiscale est appliquée

aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 litres, pour favoriser l'équipement de pots catalytiques. Vous n'avez que jusqu'au 31 décembre 1992 pour profiter de cette aide. Dans un souci de respect de l'environnement, CITROËN ajoute 6000^F

aux 2000^F de l'Etat. C'est une économie totale de 8000^F sur l'achat d'une CITROËN catalysée immatriculée avant le 25 décembre 1992.

8000^F

SPECIAL DIESEL

**Citroën vous offre 6000^F sur
l'ensemble de ses modèles.**

CITROËN vous permet de réaliser une économie de 6000^F sur l'achat d'un modèle équipé d'une motorisation diesel.

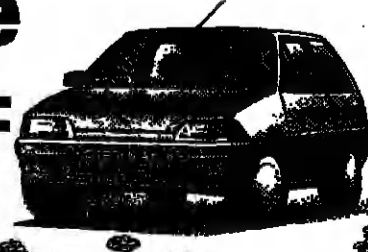
Contrairement aux idées reçues, un moteur diesel moderne pollue moins qu'un moteur essence non catalysé. Là encore, c'est

donc pour favoriser l'environnement que CITROËN incite les Français à rouler en diesel par cette nouvelle mesure d'encouragement.

UN EVENEMENT AUTOMOBILE

**Nouvelle Citroën
AX Escapade**

41900^F



La CITROËN AX Escapade 3 portes est peut-être l'événement automobile de cette fin d'année, moteur injection dépollué, trois couleurs: blanc banquise, rouge furio et bleu saphir,

un intérieur personnalisé. Il ne vous en coûtera que 41900^F pour acquérir cette merveille. En effet, grâce à la multiplication par 4 de l'aide fiscale, CITROËN vous fait faire une écono-

mie de 8000^F et vous la propose à 41900^F au lieu de 49900^F (prix tarif du 1^{er} décembre 92). On aurait tort à ce prix-là de se priver d'une belle "escapade".

Citroën ZX

**Rallye Raid,
après sa victoire
à Pékin, en route
pour l'Afrique.**

Après sa victoire dans le Paris-Pékin la CITROËN Rallye Raid s'aligne pour la 15^e édition dans la course Paris-Dakar. Ne manquez pas le départ le 1^{er} janvier 1993.



SPECIAL CITROËN ZX REFLEX

Chère la Citroën ZX?
Sûrement pas à

61900^F

61900^F pour ce prix vous serez propriétaire d'une CITROËN ZX REFLEX 1,1 i. avec un moteur injection, pot catalytique, essieu arrière à effet autodirectionnel programmé, deux rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur, sièges enveloppants avec appuie-tête...

Et là encore, bénéficiez d'une économie non négligeable de 8000^F grâce à la multiplication par 4 de l'aide fiscale, CITROËN vous la propose à 61900^F au lieu de 69900^F (prix tarif au 24.09.1992).



CITROËN C15

**Petit prix pour
grand volume.**

41341^F HT (ou 49030,40^F TTC), c'est le prix auquel vous est proposé ce professionnel infatigable de 475kg de charge utile au lieu de 46400^F HT (tarif du 24 septembre 92: 55030,40^F TTC).

Offres réservées aux particuliers non cumulables avec d'autres offres commerciales, valables sur l'achat d'un véhicule neuf livré et immatriculé avant le 25.12.92, dans tous les points de vente participant à l'opération.

مركز التفتيش

EUROPE

RUSSIE : les réformes devant le Congrès des députés

M. Eltsine cherche un compromis

Suite de la première page

Les enjeux réels sont plutôt d'un autre ordre. Il s'agit de savoir quelles concessions nouvelles M. Eltsine est prêt à faire aux partisans d'une économie dirigée et puissamment subventionnée, après s'être engagé, sans le dire, sur ce chemin dès la fin du printemps dernier. C'est le seul moyen pour lui d'obtenir le soutien de l'Union civile et plus généralement du centre pour ce qui constitue sa préoccupation essentielle : obtenir le renouvellement d'une partie au moins des pouvoirs d'exception que lui avaient accordés les députés au mois de novembre 1991, et qui viennent précisément à expiration le 1^{er} décembre.

M. Eltsine s'est préparé à cette échéance en usant d'une tactique à peu près identique à celle qui avait été la sienne à la veille du précédent Congrès, celui d'avril dernier. Pendant des semaines, sinon des mois, il a soufflé le chaud et le froid, juré un jour qu'il ne céderait jamais à la moindre pression et annoncé le lendemain qu'un compromis s'imposait, affirmé qu'il ne tolérerait aucun marchandage sur les fauteuils ministériels et expliqué dans le même souffle que certains ministres seraient remplacés, mais « de manière planifiée ».

Pour quelques bavures de plus

Bref, il a donné le tournis à tout le monde, puissamment aidé dans cette manœuvre par les déclarations également contradictoires de ses amis et de ses ennemis. La touche finale à ces préparatifs a consisté à changer, comme avant le précédent Congrès, les attributions de certains de ses plus proches collaborateurs, sans que cela change apparemment grand chose à leur rôle réel : M. Gerasimov-Bourbovski a été plus secrétaire d'Etat, mais chef des conseillers du président.

Le problème, pourtant, est que le procédé a déjà servi, qu'à peu près

plus personne n'est dupe de cette petite comédie, et que M. Eltsine lui-même s'est un peu embrouillé dans les ficelles qu'il tirait. Ainsi, le limogeage brutal du directeur de la télévision centrale, Egor Jakovlev, a beaucoup choqué les amis « libéraux » du président, au point que M. Eltsine s'est décidé à faire, partiellement, machine arrière. Recevant lundi les principaux rédacteurs

conflits ethniques, la seconde version indique que M. Jakovlev est relevé de ses fonctions « en raison de sa nomination à un autre poste ». La nature du poste n'est pas précisée, mais, à en croire certains journaux, il pourrait tout simplement s'agir d'un retour, avec un autre titre, à la direction de la télévision.

Concilier l'inconciliable

M. Eltsine, cela commence à se savoir, n'est pas à un « outkase » près, et ce comportement mi-autocratique, mi-brouillon, ne choque

doute à donner l'impression que M. Eltsine a un peu perdu la main.

Mais il y a plus grave : un an et un mois ont passé depuis que le président russe a annoncé qu'il « faisait le sacrifice de sa popularité » pour lancer la réforme économique. Ce sera douloureux, avait-il alors prévenu, mais en six mois la situation sera stabilisée et, en un an, les choses commenceront à aller mieux. L'échéance est dépassée, et pour la grande majorité de la population russe, rien d'autre n'est venu que la douleur. La lumière n'est toujours pas au bout du tunnel, et il est même douteux qu'un peu de clarté, en matière économique, ne soit apparue à l'issue du présent Congrès.

« Rien, de toute façon, ne changera »

On en aurait pourtant le plus urgent besoin. Après la rigueur monétaire des premiers mois, on a recommencé à subventionner massivement les entreprises, avant de repartir à nouveau de zéro, et personne ne sait plus très bien où on en est, sinon que la production continue à baisser (20 % en un an, selon le ministre des finances), et que le rouble continue sa chute. Que le gouvernement et le Congrès se renvoient la responsabilité de la situation actuelle, que les libéraux et les contristes s'efforcent de trouver un « compromis » entre des programmes essentiellement contradictoires, laisse le public largement indifférent.

Le réel danger pour Boris Eltsine n'est pas d'être mis en échec par les députés ou de perdre une partie de ses pouvoirs, il est de perdre sa crédibilité. Les réflexions qu'on entend un peu partout sont de plus en plus désabusées, et tournent autour du thème « rien, de toute façon, ne changera ». Un autre thème, ravageur, apparaît de plus en plus dans les commentaires de la presse : Boris Eltsine est en train de reprendre le chemin qui fut celui de Mikhaïl Gorbatchev, il hésite et cherche à concilier l'inconciliable.

Pas plus qu'il y a un an ou six mois, l'actuel président russe n'a aujourd'hui d'adversaire à sa mesure. Sinon le temps, l'usure, et le doute.

JAN KRAUZE

ESPAGNE : un garde civil tué à Madrid

L'ETA a de nouveau frappé dans la capitale

MADRID

de notre correspondant

L'explosion d'une voiture piégée, lundi 30 novembre, en début d'après-midi, dans un faubourg de Madrid, a causé la mort d'un garde civil en retraite et blessé trois autres personnes, dont une grièvement. La déflagration s'est produite au moment où un sous-lieutenant de soixante-quatre ans et un caporal de quarante-cinq ans passaient à côté du véhicule contenant environ 30 kilos d'explosifs et de la mitraille. Le caporal, dans un état critique, a dû être amputé du pied gauche. Deux passants ont été plus légèrement blessés. L'explosion a vraisemblablement été déclenchée à distance.

Cet attentat est le premier commis dans la capitale depuis pratiquement six mois. Le 9 juin, une autre voiture piégée avait sauté au passage d'une fourgonnette de la Guardia civil, blessant treize personnes. Un mois plus tard, le 10 juillet, l'ETA, le mouvement séparatiste basque, avait proposé au gouvernement une trêve de deux mois en échange de l'ouverture de négociations politiques dans un pays neutre. Cette offre était intervenue quinze jours avant l'ouverture des Jeux olympiques de Barcelone. Le gouvernement l'avait repoussée et les JO se sont déroulés sans incident.

Les attentats ont repris le 17 août, une semaine après la fin des Jeux olympiques, avec l'assassi-

nat de deux gardes civils au Pays basque. Le dernier en date a été commis le 30 septembre : un employé du téléphone a été « exécuté » à bout portant. L'enquête a démontré qu'il s'agissait d'une erreur sur la personne.

Depuis le début de l'année, vingt-six personnes ont été tuées lors d'actions de l'ETA. Un chiffre nettement inférieur aux quarante-cinq victimes de l'année 1991. L'organisation indépendantiste avait pourtant décidé d'utiliser le chantage lors de cette année riche en événements internationaux pour arracher des concessions politiques au pouvoir. Cependant, les arrestations – notamment celles effectuées en France – le renforcement de la sécurité et l'affaiblissement du mouvement ont permis au gouvernement de relever le défi lancé par l'ETA de faire de 1992 une année décisive pour obtenir du gouvernement des négociations sur l'indépendance du Pays basque.

Si les autorités admettent qu'elles ont gagné face au chantage terroriste, elles reconnaissent que la lutte est loin d'être terminée et que l'ETA peut encore frapper, comme elle vient d'en faire une nouvelle fois la démonstration. Le ministère de l'Intérieur estime que ce dernier attentat est l'œuvre d'un commando itinérant, mais que rien ne prouve que le mouvement ne soit pas parvenu à reconstituer un noyau actif dans la capitale.

MICHEL BOLE-RICHARD

o TADJIKISTAN : force multinationale de maintien de la paix. – La Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont décidé, lundi 30 novembre, d'envoyer, au sein de la CEI, une force de maintien de la paix au Tadjikistan, où les combats semblent se poursuivre en dépit du cessez-le-feu conclu la semaine dernière par les chefs de guerre. Les effectifs de cette force, qui comprendra notamment la 201^e division russe déjà stationnée au Tadjikistan, n'ont pas été précisés. – (AFP, Reuters.)

o RUSSIE : près d'un demi-million de réfugiés. – La Russie compte actuellement 470 000 réfugiés, c'est-à-dire des gens ayant fui des zones de combats, a annoncé lundi 30 novembre le chef du service central des migrations, M^{re} Tatiana Reguent. Ces réfugiés viennent surtout du Tadjikistan, du Dniestr et d'Abkhazie ; en deux semaines de conflit entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie, 50 000 personnes ont fui cette région du Caucase. – (Icar-Tass, AP.)



MIQUE
BRE

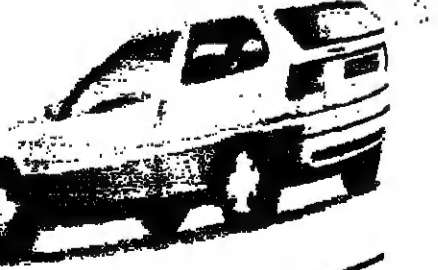
marre

Citroën ZX
Rallye Raid,
après sa victoire
à Pékin, en route
pour l'Afrique.

SPECIAL CITROËN
ZX REFLEX

Chère la Citroën ZX
Sûrement pas à

61900F



CITROËN C15
Petit prix pour
grand volume.



Le Groupe d'Entreprises présidé par Jacques Grosman
intervient depuis 40 ans sur le marché des collectivités publiques et privées.
Il a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 550 millions de francs et emploie 500 salariés.

Le groupe GIFCO va célébrer cet anniversaire
le 3 décembre
avec plus d'un millier de ses partenaires professionnels.

Dans les circonstances actuelles, cette manifestation dynamique
exprimera activement notre volonté commune
de surmonter, ensemble, les difficultés du marché, nourries par la crise économique.

groupe gifco

PLURIS



AFRIQUE

SOMALIE : parmi cinq « options »

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'oriente vers une intervention sous commandement américain

Le secrétaire général des Nations unies est formel : pour empêcher la mort de centaines de milliers de Somaliens, il faut utiliser la force militaire. Dans un rapport présenté au Conseil de sécurité lundi 30 novembre, M. Boutros Boutros-Ghali estime qu'il n'y a pas d'autre alternative que le recours à la force dans un pays où près de mille personnes perdent la vie chaque jour. Un projet de résolution américain devait être remis, mardi, aux membres du Conseil et pourrait faire l'objet d'un vote dès mercredi.

NEW-YORK (Nations unies)

Correspondance

Bien que ce ne soit pas officiel, les membres du Conseil de sécurité sont réticents à l'idée que la force d'intervention en Somalie soit pla-

cée sous commandement américain. M. Boutros-Ghali, comme plusieurs membres du Conseil (en particulier les Européens), aurait préféré un contrôle direct de l'ONU. Mais « le commandement américain est plus réaliste », explique l'ambassadeur français, M. Jean-Bernard Mériem.

Dans son rapport, M. Boutros-Ghali énumère néanmoins cinq options pour faire face à la situation en Somalie :

1. Intensification des efforts pour le déploiement des « casques bleus », sans changer le mandat de l'ONUSOM (la petite force déjà sur place), avec l'accord des factions en présence.

2. Retrait total de l'ONUSOM : dans ce cas-là, les agences humanitaires devraient discuter elles-mêmes avec les différentes factions.

3. Menace d'usage de la force par l'ONUSOM.

4. Opération militaire sous commandement des États y participant.

5. Opération militaire sous commandement de l'ONU.

Le secrétaire général rejette d'emblée les trois premières de ces options, qu'il juge « irréalistes ». A propos des deux dernières, il informe le Conseil de sa rencontre, mercredi dernier, avec le secrétaire d'État américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger, lequel aurait proposé l'envoi de trente mille soldats américains en Somalie « sous commandement américain ».

Pour M. Boutros-Ghali, si le Conseil de sécurité opte pour cette solution, le mandat devrait être donné pour une période limitée et les pays concernés devraient fournir « régulièrement » des rapports sur leur activité. L'objectif étant uniquement « le règlement des problèmes immédiats de sécurité et le désarmement des factions ». Au sujet de la dernière option (le déploiement d'une force multinationale sous commandement de l'ONU), le secrétaire général souligne que l'organisation internationale n'a pas la « capacité » d'entreprendre une telle opération, et que

les États membres devraient alors fournir les effectifs.

Selon le porte-parole du département d'État à Washington, M. Richard Boucher, « le but [des États-Unis] est la protection des convois humanitaires et non pas l'installation d'un gouvernement à Mogadiscio ». Une déclaration contestée par plusieurs personnalités diplomatiques et politiques, dont M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain : « Une opération militaire ne peut se déterminer uniquement sur des impulsions humanitaires, dit-il. Il sera très difficile pour des troupes américaines de quitter la Somalie. Sommes-nous prêts à y rester indéfiniment ? ». Enfin, une question est de plus en plus souvent posée par les pays islamiques : « La souffrance des dizaines de milliers de personnes en Bosnie-Herzégovine ne requiert-elle pas la même ingérence militaire ? »

AFSANÉ BASSIR POUR

AFRIQUE DU SUD

Une organisation d'extrême gauche revendique l'attentat contre des Blancs

Un correspondant anonyme, se réclamant de l'Armée de libération du peuple d'Anzanie (APLA), a revendiqué, lundi 30 novembre, l'action de commando menée, samedi, par de jeunes Noirs contre un club de golf à King-William's-Town, où quatre Blancs ont été tués et dix-sept autres personnes blessées (le Monde du 1^{er} décembre).

L'APLA est la branche « militaire » du Congrès pana-africain (PAC), mouvement noir d'extrême-gauche, écartelé entre une éventuelle participation aux négociations politiques et une radicalisation vers l'action armée. Bien qu'ayant pignon sur rue le PAC, à

la différence de l'ANC (Congrès national africain), n'a jamais formellement suspendu sa lutte armée. Ces derniers mois, l'APLA avait revendiqué plusieurs meurtres de policiers.

Le secrétaire général du PAC - parti dont le slogan est « Un colon, une balle » - M. Benny Alexander, a mis en doute la véracité de la revendication. Mettant en regard la « remise-ménage » suscitée par l'affaire de King-William's-Town et les meurtres dont les Noirs sont, dans l'anonymat, les victimes quotidiennes, M. Alexander n'en a pas moins souligné que le risque de terrorisme contre les Blancs était réel. - (AFP).

ANGOLA : dégradation de la situation militaire. - Un haut responsable militaire, le général Higinio Carneiro, a démenti, lundi 30 novembre, la prise par l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) des villes de Uige et de Negage (à 300 kilomètres au nord de Luanda), soumises depuis la veille à une forte pression des troupes de M. Jonas Savimbi. Le mouvement rebelle avait assuré lundi avoir pris le contrôle de ces villes. Par ailleurs, la radio gouvernementale a fait état de mouvements de troupes de l'UNITA autour de la ville de Dondo, à quelque 150 kilomètres au sud-ouest de Luanda. Le Conseil de sécurité de l'ONU a renouvelé lundi le mandat de la Mission de vérification des

Nations unies en Angola (UNAVEM II) jusqu'au 31 mai prochain. - (AFP, Reuter.)

SAHARA OCCIDENTAL : impossible dialogue à Gênes. - Le concile des chefs de tribus du Sahara occidental qui avait convoqué, à Gênes, la représentation spéciale de l'ONU, M. Yacoub Khan, pour tenter de régler le différend qui oppose le Maroc au Front Polisario, n'a pu se réunir comme prévu, lundi 30 novembre, en raison de divergences à propos de la représentation des deux parties. Les chefs des tribus devaient examiner les critères de recensement du corps électoral qui sera appelé à participer au référendum d'autodétermination, sans cesse repoussé. - (AFP).

ASIE

CAMBODGE

Les Nations unies décident d'appliquer des sanctions aux Khmers rouges

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté, lundi 30 novembre, une résolution en faveur de sanctions économiques limitées visant les zones cambodgiennes tenues par les Khmers rouges. Leur application dépend de la bonne volonté de la Thaïlande, qui n'est pas acquies.

Le Conseil s'en est remis au CNS (Conseil national suprême du Cambodge) pour étendre aux pierres précieuses l'interdiction d'exportation déjà applicable, en théorie, aux bois abattus dans les zones khmères rouges. Un document vidéo qui circule de Phnom-Penh montre que la déforestation pratiquée autour de Pailin, O.G. des Khmers rouges, est impressionnante.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le Conseil a adopté lundi une résolution instaurant des sanctions économiques pour les régions sous contrôle du « Parti du Kampuchéa démocratique », et exigeant que les Khmers rouges, qui tiennent sous leur coupe environ 13 % de la population cambodgienne, « respectent immédiatement » les engagements qu'ils ont pris au titre des accords de Paris de 1991, sous peine d'être exclus des premières élections libres organisées en 1993 dans le pays.

Selon le document 792, approuvé lundi par quatorze pays membres sur quinze (la Chine s'est abstenue), le Conseil appelle « les pays concernés » à empêcher la livraison de produits pétroliers à destination des zones contrôlées par

toute partie cambodgienne ne respectant pas les dispositions militaires des accords de Paris.

Le Conseil apporte en outre son soutien à la décision prise le 22 septembre par le CNS, présidé par le prince Sihanouk, visant à suspendre les exportations de bois à partir du territoire cambodgien, « afin de protéger les ressources naturelles du pays ». Le Conseil demande aussi au CNS d'étudier l'application d'une interdiction identique pour les exportations de minerais et de pierres précieuses en provenance de ces mêmes régions.

Le Conseil a invité l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) à établir des points de contrôle frontaliers, et a demandé aux États voisins de « coopérer pleinement à [leur] établissement et [leur] fonctionnement ». Cette formule vise la Thaïlande, qui tarde à arrêter le trafic de rubis, de saphirs et de bois auquel se livrent, de part et d'autre de la frontière, des militaires et hommes d'affaires thaïs, en liaison avec les Khmers rouges auxquels ils offrent ainsi une assistance (évaluée à 300 millions de dollars par an) vitale pour leur effort de guerre.

L'abstention chinoise

Au cas où ces dispositions ne suffiraient pas, le Conseil se réserve le droit d'étudier « des mesures appropriées » - tel le gel des avoirs détenus par le « Parti du Kampuchéa démocratique ». Tout en condamnant les « récentes violations du cessez-le-feu » par les Khmers rouges, la résolution réaffirme que des élections « libres et équitables » se tiendront, comme prévu, avant mai 1993 dans toutes les zones auxquelles l'APRONUC aura accès au 31 janvier prochain.

Justifiant son abstention, le représentant chinois a estimé que le texte du Conseil constituait « un écart » trop important par rapport aux accords, du fait notamment qu'il prévoit l'éventualité d'« élections tripartites », en l'absence des Khmers rouges. Pékin a toujours eu une attitude hostile à l'application de sanctions.

L'ambassadeur américain s'est félicité de ce que le scrutin présidentiel devra être mené conjointement à l'élection d'une Assemblée constituante. Son homologue français a souligné que cette résolution n'excluait aucun des signataires des accords. Mais il a appelé, une fois de plus, les Khmers rouges à faire preuve de retenue et à s'engager dans la voie de la coopération.

SERGE MARTI

BIRMANIE : M^{me} Suu Kyi a commencé une grève de la faim. - L'opposante birmane, prix Nobel de la paix 1991, M^{me} Suu Kyi, a commencé une grève de la faim, a annoncé lundi 30 novembre à Oxford son mari, M. Michael Aris. « Je crains que, bientôt, elle n'ait plus les moyens de survivre », a précisé l'unitariste britannique. M^{me} Suu Kyi, quarante-sept ans, est assignée à résidence dans la capitale birmane depuis juillet 1989. M. Aris justifie son pessimisme en expliquant que son épouse estime que continuer de se nourrir ne sert désormais qu'à « prolonger sa détention ». - (AFP, Reuter.)

CORÉE DU SUD : les suites de l'affaire du Boeing de la KAL

La boîte noire remise à Séoul par M. Eltsine est incomplète

La Corée du Sud envisage de geler son aide à Moscou après que le président russe Boris Eltsine ait remis à Séoul, lors de sa récente visite officielle, une « boîte noire » incomplète du Boeing 747 de la KAL détruit en vol en 1983 par la chasse de l'URSS, a indiqué, lundi 30 novembre, la presse coréenne. Un responsable des affaires étrangères a confirmé que Séoul réagirait s'il apparaissait que c'est « délibérément » que M. Eltsine a remis au président Roh Tae-woo des enregistrements incomplets. Mais il est encore « prématuré », a ajouté cette source, d'étudier un tel gel.

Le 28 novembre, le vice-ministre des transports, M. Chang Sang-hyun, révélait qu'il manquait un document crucial : l'enregistrement des paramètres de vol, indispensable pour savoir pourquoi l'équipage avait pénétré dans l'espace soviétique. En outre, selon la presse, les autres éléments de la boîte noire - les bandes enregistrant les conversations de l'équipage - ne sont pas intelligibles : elles seraient des copies des originaux. - (AFP, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

Un jeune néonazi inculpé de meurtre

Le parquet fédéral a annoncé, lundi 30 novembre, l'arrestation et l'inculpation d'un jeune néonazi, Lars C., âgé de dix-neuf ans, soupçonné d'être le principal auteur de l'incendie criminel qui avait fait trois morts, deux femmes et une fillette turques, dans la nuit du 22 au 23 novembre à Möln, près de Lübeck. Il aurait agi avec un complice, qui n'a pas encore pu être identifié.

Le procureur fédéral, M. Alexander von Stahl, a annoncé que le jeune homme avait été inculpé de meurtre, de tentative de meurtre et d'incendie volontaire. Son arrestation a pu être opérée sur les indications d'un témoin. La police allemande avait offert une prime de 170 000 F à toute personne fournissant des indices décisifs, et la firme automobile Opel, qui emploie de nombreux Turcs, avait de son côté ajouté 340 000 F à cette prime.

Cinq autres personnes ont été interpellées dans la nuit de dimanche à lundi près de Lünebourg, dans le nord du pays, après avoir été surprises à lancer des cocktails Molotov contre un foyer d'immigrés. - (AFP, Reuter.)

CONGO

Plusieurs morts à Brazzaville lors de manifestations

L'épreuve de force entre le régime du président Pascal Lissoubs et la coalition de l'opposition a pris un tour dramatique, lundi 30 novembre à Brazzaville, à l'occasion de manifestations antigouvernementales. Selon des sources hospitalières, trois personnes ont été tuées et onze autres blessées, dont dix grièvement ; pour l'opposition, le nombre de morts s'élève à huit.

Selon M. Diop Miasamoud, le porte-parole de l'opposition, trois personnes ont été tuées par des policiers en civil qui ont ouvert le feu « à bout portant » sur des manifestants, près du centre culturel français, et cinq autres personnes ont été tuées par les tirs de militaires, membres des forces de sécurité du président.

L'opposition avait lancé des appels à la « désobéissance civile » et à l'organisation de journées « villes mortes », pour contraindre M. Lissoubs à revenir sur sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale et à nommer un nouveau premier ministre. Le général Raymond Damasse Ngollo, ministre de la défense, a annoncé que des poursuites seraient engagées con-

tre les militaires qui ont tué des manifestants. Selon lui, des « éléments incontrôlés » ont tiré « deux fois sur la foule sans que l'ordre n'ait été donné ». - (AFP, Reuter.)

HAÏTI

Plus de quarante réfugiés haïtiens ont péri en mer

Plus de quarante boat people haïtiens sont morts noyés, après que leur embarcation de fortune eut sombré au nord-ouest de l'île caribbe, a raconté, lundi 30 novembre, un survivant qui a réussi à regagner Haïti à la nage. L'embarcation surchargée était parti de Gonâves (175 kilomètres de Port-au-Prince), s-t-il confié à Radio Tropique.

Par ailleurs, 321 Haïtiens, qui avaient eux aussi tenté de gagner la Floride, ont été interceptés par la garde côtière américaine au cours du week-end et refoulés lundi à Port-au-Prince. Depuis que le président Bush a décidé le rapatriement automatique de tous les boat people haïtiens en mal, près de 5 000 personnes ont été ainsi ramassées dans leur pays. - (UPI, AFP.)

IRAN

Selon la CIA, Téhéran pourrait développer une arme nucléaire d'ici à l'an 2000

Un rapport de la CIA, cité lundi 30 novembre par le New York Times, indique que l'Iran pourrait produire un armement nucléaire d'ici à l'an 2000. Selon des membres du gouvernement américain, indique le journal, ce rapport reprend les thèses présentées en mars dernier au Congrès par le directeur de la CIA, M. Robert Gates. Mais d'autres spécialistes du renseignement ne partagent pas l'avis de l'agence, précise le New York Times.

L'ambassadeur d'Iran à l'ONU, M. Kamal Kharazi, a démenti, dans une déclaration à la chaîne de télévision CNN, que son pays ait un programme nucléaire militaire. « L'Agence internationale de l'énergie atomique n'en a trouvé aucun élément », a-t-il affirmé. - (AFP, Reuter.)

Rectificatif. - Une erreur a introduit un contresens dans la réponse de M. Mitterrand à notre collaborateur Plantu lors de sa conférence de presse du samedi 28 novembre à Amman (le Monde du 1^{er} décembre). Le chef de l'Etat avait déclaré : « Vous auriez été bien inspiré de me demander plus tôt (et non pas « plutôt ») de régler vos légendes. »

MODE MASCULINE

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques Vente sans intermédiaire

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms). Les collections 93 au prix du dégriffé.

du 38 au 64
atelier de retouches
ouvert du lundi au samedi, de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)
M^{re} Bourse - Tél. : 42-96-99-04

recommandé par Paris pas cher

LE MONDE diplomatique

Seizième volume de la collection « Manière de voir »

EST-CE LA FIN DU RÊVE AMÉRICAIN ?

Au terme de douze ans de confrontation avec l'Union soviétique et de tentatives pour crayonner leur destin économique, les États-Unis ont gagné la première bataille et perdu la seconde.

Être la seule superpuissance ? L'Amérique y est certes parvenue, mais dans quel état ? Sur les décombres financiers et sociaux de douze ans de néolibéralisme et de déréglementation, l'architecte du « nouvel ordre mondial » se prépare, sous la pression de l'opinion, à privilégier sa reconstruction interne. Quels sont ses atouts internationaux ? Quels sont ses handicaps structurels ? Où en est le rayonnement de sa culture ?

« Manière de voir » fournit les repères de l'action du prochain hôte de la Maison Blanche.

ÉTATS-UNIS, FIN DE SIÈCLE

EN VENTE DANS LES

مركز العمل

Journée mondiale de lutte contre le sida

1^{er} décembre 1992
Les communautés s'engagent :

Nous voulons lutter aux côtés de ceux qui sont malades et avec ceux qui partagent leur vie. Nous voulons nous opposer à l'ignorance, la crainte, la discrimination, les préjugés et la haine. Les actions des individus, chacune de leurs décisions, chacune des choses qu'ils réalisent, peuvent avoir une portée qu'ils ne soupçonnent pas. L'avenir dépend de ce qui sera accompli et vécu avec humanité.

Se sont engagées avec nous de multiples communautés :

Des associations de lutte contre le sida, et de personnes atteintes.
Des associations homosexuelles.
Des associations de lutte contre la toxicomanie.
Des associations et des comités de prévention.
Des associations caritatives.
Des hôpitaux.
Des établissements scolaires et universitaires.
Des communautés religieuses.
Des municipalités.
Des conseils généraux et régionaux.
Des ministères.
Des services extérieurs de l'Etat (affaires sociales, justice, jeunesse et sports, intérieur, tourisme, etc.).
Des délégations interministérielles.
Des chefs d'entreprises.
Les médias.
Des personnalités du monde artistique, culturel, scientifique, politique, syndical, sportif, intellectuel, de la recherche.
Des milliers de professionnels, de bénévoles qui luttent contre la maladie et des millions d'hommes, de femmes et de jeunes...

AGENCE FRANÇAISE DE

... lutte contre le sida ...

2, rue Auguste-Comte 92170 Vanves

POLITIQUE

M. François Mitterrand fait connaître

« Assurer un meilleur équilibre des de l'indépendance des magistrats et

Le « couperet » de l'article 49-3

L'absence d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale pendant cette législature, pour la première fois sous la V^e République, a contraint les trois premiers ministres successifs, M. Michel Rocard, M^{me} Edith Cresson et M. Pierre Bérégovoy, à recourir d'avantage à l'engagement de la responsabilité de leur gouvernement, aux termes de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, pour faire adopter leurs projets de loi, rendant ainsi plus aigus les critiques sur cette disposition « couperet ». De juin 1989 à avril 1991, M. Rocard l'a utilisé sur treize textes (1) ; M^{me} Cresson sur quatre, de mai 1991 à avril 1992 ; depuis cette date, M. Bérégovoy a dû s'y résoudre à deux reprises.

La nature et l'importance des projets de loi sur lesquels les premiers ministres ont engagé leur responsabilité ont fait de cet article un instrument essentiel de gouvernement depuis 1988 : quatre lois de finances sur cinq — dont celle contenant les dispositions relatives à la contribution sociale généralisée (CSG), en novembre 1990 — et les lois de finances rectificatives, la loi sur la communication (réforme du Conseil supérieur de l'audiovisuel et création de la présidence commune A2-FR3), la programmation militaire, la réforme

hospitalière, la réforme du statut de la région fluviale ou, encore, l'assurance-maladie. Le débat parlementaire, cependant, a toujours été conduit à son terme, et ce n'est qu'après l'examen de l'ensemble des articles que le chef de gouvernement, constatant l'absence de majorité, est venu déposer le « 49-3 ».

Cet article, qui oblige les députés à choisir entre l'acceptation « passive » (sans vote) d'un texte ou l'adoption d'une motion de censure renversant le gouvernement, peut être le dernier recours en cas de crise grave et de conflit entre le gouvernement et sa majorité. Depuis le début de la V^e République, neuf des treize premiers ministres ont eu besoin de cet article. M. Michel Debré et Georges Pompidou en ont usé deux fois ; MM. Raymond Barre et Pierre Mauroy a cinq reprises chacun ; M. Laurent Fabius, une fois (il l'a utilisé le 4-3) ; M. Jacques Chirac, sept fois.

P. R.-D.

(1) Compte non tenu des lectures successives d'un même texte.

Le champ du référendum

Selon les termes de l'article 11 de la Constitution, ne peuvent être soumis à référendum que les projets de loi qui portent sur l'organisation des pouvoirs publics et ceux qui approuvent un accord de Communauté ou autorisent la ratification d'un traité comportant des incidences sur le fonctionnement des institutions.

M. François Mitterrand avait tenté d'élargir ce champ référendaire, en 1984, pour sortir de la querelle scolaire. Le 29 juin de cette année-là, le Sénat adopte une motion visant à soumettre le projet de loi d'Alain Savary à référendum. L'Assemblée nationale rejette cette motion le 6 juillet. Le 12, le président de la République décide le retrait du projet de loi et contre-attaque. Alors qu'il avait indiqué un an plus tôt, en mai 1983, lors du pèlerinage de Solothurn, qu'il ne disposait pas « de la majorité nécessaire pour engager une réforme de la Constitution », M. Mitterrand annonce qu'il va saisir le Parlement d'un projet de révision constitutionnelle afin de

permettre au président de la République, « lorsqu'il le jugera utile et conforme à l'intérêt du pays, de consulter les Français sur les grandes questions qui concernent ces biens précieux, inaliénables, que sont les libertés publiques ».

En application de l'article 89 de la Constitution, le texte de loi permettant de faire approuver par référendum (l'article 11) les projets de loi « concernant les garanties fondamentales des libertés publiques », est soumis au Sénat, qui le repousse une première fois le 8 août, puis, de nouveau, le 5 septembre, après le vote positif de l'Assemblée nationale le 25 août. Prenant acte de son échec, M. Mitterrand déclare, le 6 septembre, que « la suite n'est pas du tout que tout référendum soit impossible ». Il l'a démontré le 6 novembre 1988, pour les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, et le 20 septembre dernier, pour la ratification des accords de Maastricht.

G. P.

La saisine « directe » du Conseil constitutionnel

Le 14 juillet 1989, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, le président de la République, reprenant une idée exprimée dans *Le Monde*, en mars, par M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, exprime le souhait que la saisine de cette instance soit élargie aux simples citoyens (1). En avril 1990, le Parlement est saisi d'un projet de révision constitutionnelle présenté par le premier ministre, M. Michel Rocard. A l'Assemblée nationale, où les socialistes ne disposent que d'une majorité relative, le projet est adopté le 26 avril grâce aux centristes, favorables à la réforme, et en dépit de l'hostilité des communistes et de la majorité du RPR et de l'UDF, où l'on se refuse à offrir une victoire à M. Mitterrand.

L'étape du Sénat, qui a les mêmes pouvoirs que l'Assemblée lorsqu'il s'agit de modifier la Constitution, est plus délicate. Hostile au projet, la majorité UDF-RPR vote, le 14 juin, un

texte augmenté de plusieurs dispositions sans lien direct avec le principe de la révision et qui sont rejetées par une nette majorité de députés à l'Assemblée nationale. En seconde lecture, le 28 juin, les sénateurs décident, cependant, de les réintroduire dans le projet du gouvernement, en prenant ainsi le risque d'adopter la responsabilité de l'échec de la procédure.

L'impasse est totale. M. Rocard se voit dans l'impossibilité de faire adopter un texte identique par les deux Assemblées, et la révision de la Constitution est enterrée. M. Mitterrand estime, le 30 novembre 1990, devant la Cour de cassation, que, « pour certains, l'opposition politique [a prévalu] sur le droit ».

G. P.

(1) Cette saisine, réservée tout d'abord aux présidents des deux Assemblées et au premier ministre, a été élargie en 1974 à soixante députés ou sénateurs.

L'Elysée a fait connaître, lundi 30 novembre au début de la soirée, les propositions de réforme de la Constitution annoncées par M. François Mitterrand le 10 novembre 1991 et dont il avait indiqué, le 9 novembre dernier, qu'il les rendrait publiques le 30 novembre au plus tard. Ces propositions sont contenues dans une lettre adressée à MM. Henri Emmanuelli, René Monory et Robert Badinter, présidents respectivement de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel. M. Mitterrand précise que ses propositions seront soumises à un comité consultatif, dont la composition doit être arrêtée au conseil des ministres le 2 décembre et dont la nomination devrait intervenir avant la fin de la semaine. Ce comité disposera de deux mois et demi, jusqu'au 15 février, pour remettre ses conclusions au chef de l'Etat, qui saisira le Parlement, alors, d'un projet de révision de la Constitution.

M. Mitterrand a adressé, lundi 30 novembre, au président de l'Assemblée nationale, à celui du Sénat et à celui du Conseil constitutionnel, la lettre suivante :

« Monsieur le Président, « J'ai l'honneur de vous adresser le texte des propositions de révision de la Constitution que j'entends soumettre à l'examen d'un comité consultatif, composé de personnalités dont la liste sera arrêtée en conseil des ministres. »

« Conformément aux engagements que j'ai pris l'année dernière, ces propositions ont pour objet d'assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, d'améliorer les garanties de l'indépendance des magistrats et de renforcer les droits des citoyens en leur permettant d'accéder au Conseil constitutionnel et en élargissant le champ du référendum. Il s'agit, d'abord, au Comité consultatif de me faire, en ces domaines, les recommandations qu'il jugera utiles. Je lui demande, aussi, ses propositions sur la suppression des dispositions qui lui paraissent aujourd'hui obsolètes au regard de l'évolution de nos institutions. »

« Au vu des conclusions du comité, qui devront me parvenir au plus tard le 15 février, je saisirai le Parlement d'un projet de loi portant révision de la Constitution. »

« Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération. »

Cette lettre est suivie des « propositions de réforme de la Constitution » que voici :

« La France, sous la IV^e République, régime d'Assemblée, a gravement souffert de la précarité de ses gouvernements. Par réaction, la V^e République a multiplié les garanties capables d'assurer l'autorité et la stabilité de l'exécutif. Mais elle n'a pu le faire qu'en réduisant à l'excès le rôle du Parlement. Une réforme de nos institutions doit donc corriger ce nouveau déséquilibre entre les pouvoirs. »

« A cette fin, l'examen sera fait, par le Comité consultatif, des compétences du président de la République, du gouvernement et du Parlement. »

« Le président de la République. « On ne reviendra pas sur l'élection du président au suffrage universel. Elle est entrée dans nos mœurs, et tout montre que le peuple français, qui l'a élue par référendum, y est plus que jamais attaché. Certaines imprécisions du texte constitutionnel de 1958 entraînent, cependant, de regrettables confusions. Ce sont celles qui ont trait aux rôles respectifs du président et du gouvernement dans la détermination de la politique de la nation et dans la conduite de la défense. Il sera utile de réviser les articles qui traitent de ces matières. »

« A cet égard, je tiens à préciser, à l'encontre de l'idée reçue, qu'il n'y a pas, qu'il ne doit pas y avoir de domaine réservé, expression employée lors de circonstances propres à la guerre d'Algérie et qui n'a aucune réalité constitutionnelle. Sans doute le président de la République tient-il de la Constitution la prééminence des lois qu'il agit des grands intérêts nationaux, au premier rang desquels la défense et les affaires étrangères. Il demeure que notre régime est un régime parlementaire, où le contrôle du Parlement doit s'exercer pleinement. »

« Le débat d'actualité ouvert dans l'opinion publique porte, en le suit, sur le mandat présidentiel. La Constitution a fixé celui-ci à sept ans et autorise son renouvellement. Dans ce dernier cas, beaucoup pensent que quatorze années, c'est trop. Georges Pompidou avait fait adopter par les Assemblées le mandat à cinq ans, renouvelable une fois. Mais il n'a pas poussé la procédure à son terme, c'est-à-dire jusqu'au vote du Congrès. De nombreuses initiatives ont repris ce projet. Diverses personnalités préfèrent un mandat de sept ans non renouvelable, et certaines d'entre elles suggèrent six ans, renouvelables une fois. Ma préférence va à un mandat d'une durée plus longue que celle d'un député et au moins aussi longue que celle d'un maire ou d'un conseiller général. N'oublions pas que le président de la République a, en raison de l'article 34 de la Constitution pour permettre au Parlement de se prononcer sur le budget social de la nation et lui donner toute compétence sur le taux des cotisations et le montant des prestations des régimes de Sécurité sociale. »

« 3. Limiter l'application de l'article 49, alinéa 3, aux lois de finances et à un petit nombre de textes par session. »

« 4. Accroître la procédure législative en autorisant les commissions des Assemblées à voter définitivement des textes législatifs, sauf si le gouvernement ou un certain nombre de membres de la commission (un cinquième, par exemple) demandent que le texte soit soumis à l'Assemblée plénière. »

« 5. Déclarer caduques les ordonnances de l'article 38 qui n'auraient pas été ratifiées par le Parlement dans l'année suivant leur dépôt devant les Assemblées. »

« 6. Assurer un contrôle plus étroit de l'activité gouvernementale, en chargeant chacune des commissions

par l'Assemblée nationale avec le complément suivant : le Conseil constitutionnel donnera publiquement son avis, avant la consultation, sur la conformité du projet de loi à la Constitution, aux lois organiques, à nos engagements internationaux et aux grands principes qui fondent nos libertés, reconnus par les lois de la République. »

« Les rapports entre le gouvernement et le Parlement »

« Pour que le Parlement exerce la plénitude de ses pouvoirs, il me paraît nécessaire que soient prises, notamment, les dispositions ci-après : »

« 1. Ouvrir aux parlementaires, à chaque session, l'ordre du jour prioritaire à un nombre donné de propositions de loi sur une liste établie par accord entre les groupes. »

« 2. Étendre le domaine de la loi prévu à l'article 34 de la Constitution pour permettre au Parlement de se prononcer sur le budget social de la nation et lui donner toute compétence sur le taux des cotisations et le montant des prestations des régimes de Sécurité sociale. »

« 3. Limiter l'application de l'article 49, alinéa 3, aux lois de finances et à un petit nombre de textes par session. »

« 4. Accroître la procédure législative en autorisant les commissions des Assemblées à voter définitivement des textes législatifs, sauf si le gouvernement ou un certain nombre de membres de la commission (un cinquième, par exemple) demandent que le texte soit soumis à l'Assemblée plénière. »

« 5. Déclarer caduques les ordonnances de l'article 38 qui n'auraient pas été ratifiées par le Parlement dans l'année suivant leur dépôt devant les Assemblées. »

« 6. Assurer un contrôle plus étroit de l'activité gouvernementale, en chargeant chacune des commissions

permanentes de chaque Assemblée (article 43 de la Constitution) de préparer un rapport d'ensemble sur l'activité des ministères pendant les deux années précédentes. Ces rapports donneraient lieu à discussions publiques. »

« Porter de six à sept, dans chaque Assemblée, le nombre des commissions permanentes, afin que l'une d'entre elles se consacre au suivi des affaires européennes. »

« Introduire dans la Constitution la création des commissions d'enquête et de contrôle, alors qu'elles ne sont prévues que par une loi ordinaire. »

« 7. S'inspirer sur le régime de la suppléance (deuxième alinéa de l'article 25 de la Constitution), pour savoir s'il convient de permettre aux membres du gouvernement de retrouver ou non, automatiquement, leur siège de député ou de sénateur à la fin de leurs fonctions ministérielles. »

« La mission du Conseil constitutionnel par les citoyens »

« Rien ne devrait, désormais, empêcher d'étendre l'examen du projet de révision que j'ai adressé au Parlement en 1990 pour permettre aux citoyens de saisir le Conseil constitutionnel s'ils estiment qu'une loi promulguée est contraire à leur liberté. Ce projet a été utilement complété par l'Assemblée nationale. Il suffirait de le reprendre tel quel. »

« Le Conseil supérieur de la magistrature »

« La Constitution a confié à l'autorité judiciaire la haute mission de protéger la liberté individuelle. De son indépendance, le président de la République est le garant, assisté dans cette fonction par le Conseil supérieur de la magistrature. Je me suis fait une règle de toujours suivre ses avis. Le moment est venu de faire un pas de plus. La composition du Conseil pourrait être modifiée.

Le Conseil supérieur de la magistrature : un symbole

Depuis 1958, les neuf membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) sont nommés par le président de la République. Cette situation est souvent jugée paradoxale au regard de l'indépendance : le CSM, qui émet des propositions ou des avis sur la nomination de tous les magistrats du siège et qui a compétence pour ces mêmes magistrats, est en prise directe sur le pouvoir exécutif.

Lorsqu'il était candidat à la présidence de la République, en 1981, M. François Mitterrand en était d'ailleurs bien conscient : dans ses cent dix propositions, il promettait que l'indépendance des magistrats serait « assurée par une réforme du Conseil supérieur de la magistrature ». Cette vague formule avait été vite oubliée : malgré quelques tentatives engagées dans les premières années du septennat par M. Robert Badinter, aucune réforme n'avait vu le jour.

Au début de son second sep-

tennat, en 1988, M. Mitterrand allait jusqu'à contester la légitimité même d'une réforme constitutionnelle du CSM : « Certains souhaitent rompre tout lien avec le chef de l'Etat, déclarent-ils lors du bicentenaire de la Cour de cassation. (...) Mais alors, je vous le demande, qui serait le garant de votre indépendance dans notre République ? Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? Sous le prétexte de protéger les magistrats contre les abus éventuels du pouvoir politique, toujours soumis au contrôle du Parlement et de l'opinion publique, on instaurerait l'emprise, sur la magistrature, de pouvoirs irresponsables. »

M. Mitterrand, qui a souligné à plusieurs reprises les problèmes de légitimité et de corporatisme qui se poseraient à un CSM uniquement composé de magistrats élus, propose, aujourd'hui, d'associer au sein du CSM des magistrats élus par leurs pairs et des personnalités choisies par le président de la République ; le

président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat. Les pouvoirs de nomination de ce CSM renouvelé seraient, en outre, étendus : il déciderait des nominations de tous les magistrats du siège, à l'exception du premier président et des présidents de chambres de la Cour de cassation et des premiers présidents de cour d'appel, nommés, eux, par le président de la République, sur proposition du CSM.

La portée de cette réforme, exigée depuis des années par tous les syndicats de magistrats, serait, en fait, plus symbolique que réelle. Depuis 1981, M. Mitterrand a toujours suivi les avis du CSM en matière de nomination. En ces temps d'affaires et de tensions entre les hommes politiques et le monde judiciaire, les symboles ont, toutefois, une grande importance.

A. C.

La Haute Cour : une exception

Réformer la Haute Cour de justice n'était pas, jusqu'à il y a peu, la préoccupation première de M. Mitterrand ni des autres responsables politiques. La mise en cause de M^{me} Georgette Duflo et de M^{me} Laurence Fabius et Edmond Hervé dans l'affaire du sang contaminé a conduit la quasi-totalité des dirigeants politiques à reconnaître la nécessité de réformer le fonctionnement actuel de la Haute Cour. La solution n'est pas facile à trouver pour éviter, tout à la fois, l'inconvénient d'une justice politique et une entorse grave à la séparation des pouvoirs qu'entraînerait l'application aux ministres de la procédure de droit commun pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions (le *Monde* du 3 novembre).

La responsabilité pénale ne doit pas, en effet, devenir une

manière détournée de mettre en cause la responsabilité politique, dont ne peuvent être jugés que les électeurs ou leurs représentants, c'est-à-dire les parlementaires. La solution proposée par le président de la République dans la plupart des démocraties occidentales (le *Monde* du 18 novembre). C'est un avant-mélange de la procédure à laquelle sont soumis tous les justiciables et de garanties spécifiques, dont continueraient à bénéficier les titulaires de charges gouvernementales.

La Haute Cour, dans son fonctionnement actuel, ne subalternerait que pour les crimes directement politiques du chef de l'Etat et des ministres. En revanche, un particulier pourrait, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, porter plainte contre un membre du

gouvernement et, semble-t-il, celui-ci ne pourrait plus échapper à sa mise en cause par la justice ordinaire. Les gouvernements continueraient, toutefois, à être protégés pour éviter qu'ils ne soient soumis à des abus procéduriers. Ce n'est plus le Parlement qui ordonnerait les poursuites, mais celles-ci devraient recevoir l'autorisation d'une « instance » qui vérifierait la « sérieuse » de la plainte, sans que la composition de cette « instance » soit précisée. De même, l'instruction ne serait pas conduite par le juge des affaires de droit commun, mais par des magistrats de la Cour de cassation. Enfin, le tribunal chargé de juger les ministres comprendrait des parlementaires et des hauts magistrats.

Th. B.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

مركز التمثيل

POLITIQUE

ses propositions de réforme de la Constitution pouvoirs, améliorer les garanties renforcer les droits des citoyens

Aux côtés des magistrats élus par leurs pairs siègeraient des personnalités choisies par les plus hautes autorités de la République : le président du Sénat, le président de l'Assemblée nationale, à qui s'ajouteraient le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat.

Une telle instance, par son pluralisme d'origine, témoignerait de sa totale indépendance. Ses pouvoirs seraient également étendus : il lui appartiendrait de décider de la nomination des magistrats du siège. Seuls, pour marquer l'émancipation de leurs fonctions, le premier président de la Cour de cassation, le premier président de la Cour d'appel, le premier président de la Cour de justice de la République sur les propositions du Conseil supérieur. Le Conseil ainsi renouvelé assurerait, comme aujourd'hui, la discipline des magistrats du siège.

La Haute Cour, juridiction politique, ne doit subsister que pour le crime de haute trahison commis par le président de la République et les crimes contre la sûreté de l'Etat commis par les ministres. Tous les autres crimes ou délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions relèveraient soit des juridictions de droit commun, soit d'une instance juridictionnelle conciliant les principes judiciaires et la séparation des pouvoirs.

Pour cette instance juridictionnelle assurée aux ministres les garanties nécessaires à un procès équitable, on pourrait admettre les règles suivantes :
a) Ne pas soumettre l'ouverture des poursuites à une décision préalable des Assemblées. Ce serait ouvrir la voie à la possibilité, pour une majorité politique, de protéger les siens et de poursuivre ses adversaires, même s'ils sont innocents.

b) Interdire qu'à la suite des plaintes avec constitution de partie civile les ministres soient constamment exposés à devoir se justifier devant les juges de leur activité ministérielle. Ce serait transformer la responsabilité politique en responsabilité pénale et entraver l'action du gouvernement. Toute plainte contre un ministre devrait donc être soumise au contrôle préalable d'une instance chargée de vérifier la recevabilité et le caractère sérieux de la plainte.

c) Donner à l'instruction toute sa valeur aux yeux de l'opinion publique en la confiant, comme

aujourd'hui, à la chambre d'accusation composée de magistrats de la Cour de cassation.

d) Eviter, quant à l'instance de jugement, la confusion entre justice administrative comme politique rendue exclusivement par les parlementaires ; et justice rendue exclusivement par les magistrats, qui, aussi compétents soient-ils, constitueraient une instance contraire au principe de la séparation des pouvoirs.

Ainsi pourrait-on remettre la juridiction à la fois de parlementaires et de magistrats, par exemple trois parlementaires (quatre par Assemblée) et quatre magistrats

de la Cour de cassation. Le premier président de cette cour présiderait la juridiction.

Le Conseil économique et social a exprimé le désir d'être distingué des comités régionaux. Je suggère de lui donner le nom de « Conseil économique et social de la République ». Ce Conseil pourrait être saisi de demandes d'avis par le Président. On modifierait l'article 70 de la Constitution en ce sens.

L'interdiction des institutions « 1. On peut se demander s'il ne faut pas intégrer dans la Constitution des institutions qui n'existent pas en 1958 et qui ont pour mission de préserver les libertés et les droits fondamentaux : médiateur, Commission nationale informatique et Libertés, Conseil supérieur de l'audiovisuel, etc.

2. De même, les principes de la décentralisation, mis en œuvre depuis 1982, pourraient conduire à retoucher les articles 72 et suivants de la Constitution, afin :

a) d'ajouter les régions et les collectivités à statut particulier à la liste des collectivités territoriales ;

b) d'affirmer qu'il n'y a pas de libre administration dans les assemblées locales électorales ;

c) d'insérer si l'Assemblée unique est compatible ou non avec le statut de département d'outre-mer ;

3. Le titre de la Constitution, ainsi que ses articles 1^{er}, 3, 11, 70, 76 à 88 et 92 seraient modifiés ou abrogés pour tenir compte de la disparition de la Communauté et des dispositions transitoires devenues sans objet.

L'article 16
J'invite le Comité consultatif à s'interroger sur les possibilités d'organisation des pouvoirs publics en cas de crise grave.

Le « budget social de la nation »

La proposition constitutionnelle visant à « permettre au législateur de contrôler le budget social de la nation et de donner toute compétence au taux des prestations des régimes de sécurité sociale » semble, au premier abord, un bon sens. Alors que le budget social de l'Etat (1 682 milliards de francs en 1991), les dépenses financières échappent en grande partie au contrôle parlementaire. Pourtant, cette proposition risque de créer une certaine confusion.

Etablir un budget social parlementaire est une idée qui n'est pas nouvelle. En 1979 et 1981, des députés RPR-UDF puis, en mai 1987, Michel d'Ornano, président (UDF) de la Commission nationale des finances de l'Assemblée nationale, avaient tenté, mais en vain, d'y parvenir. Or, un texte constitutionnel du Parlement sur la maîtrise des dépenses et des dépenses de retraite, d'allocation-maladie ou d'allocations familiales est contradictoire avec le principe juridique du « Sécu », géré en principe par le patronat et les syndicats. Même si, dans la pratique, c'est bien le gouvernement qui prend les grandes décisions (tels que le financement de la protection sociale est assuré à 90 % par des cotisations), instituer un budget social parlementaire n'est pas officiellement le projet.

Adopté lors du dernier conseil des ministres, le Fonds de « Solidarité » (Le Monde du 28 novembre) permettant de financer - par le biais, notamment, de la CSG (contribution sociale généralisée) - les dépenses de sécurité sociale correspondant à la solidarité nationale tend à effacer la « responsabilité » des partenaires sociaux.

La but de l'opération est de les amener à assurer eux-mêmes l'équilibre des dépenses de retraite, comme ils le font dans les régimes complémentaires. Les réformes suggérées par M. Mitterrand en ont été éloignées.

Il est vrai que les parlementaires ont une compétence pour agir sur le montant des prestations... mais seulement lorsque le gouvernement leur en offre la possibilité. Ce ne sont pas les députés - qui, en désespoir de cause, ont tenté de lancer, avec des collègues de l'opposition, une « pétition nationale » pour obtenir de M. Pierre Bérégovoy la création d'une prestation en faveur des personnes âgées dépendantes - qui peuvent dire le contraire.

J.-M. B.

Lire en pages 12 et 13 le texte de nos informations et nos commentaires sur les propositions de réforme constitutionnelle faites par le Président de l'Etat.

Une assemblée unique dans chaque DOM ?

La question de savoir si l'Assemblée unique est compatible ou non avec le statut de département d'outre-mer, soulevée par M. Mitterrand, renvoie à un point qui avait été soulevé avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, en 1981. La cinquante-huitième des cent dix propositions du candidat François Mitterrand prévoyait en effet, dans chacun des départements d'outre-mer, l'institution d'une « assemblée départementale » à la proportionnelle et responsable de la vie locale de chaque département.

Il s'agissait d'un conseil général ou d'un conseil régional - ou de superposer sur le même territoire géographique, puisque les anciennes colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) présentent la caractéristique, depuis

l'application de l'outre-mer des lois de décentralisation, d'être des régions monodépartementales.

La proposition de M. Pierre Mauroy s'était engagée dans le sens d'une telle réforme, mais le Conseil constitutionnel s'y était opposé, en 1982, en estimant que les régions d'outre-mer ne devaient pas, sur ce terrain institutionnel, bénéficier d'un statut dérogatoire au statut des régions métropolitaines. Dans chacun des DOM cohabitait donc, actuellement, un conseil général et un conseil régional, ce qui ne passait sans grosses difficultés pour la gestion des affaires locales, surtout quand ces deux assemblées sont dirigées par des majorités politiquement opposées.

A. R.

AUJOURD'HUI VOTRE PERMIS DE CONDUIRE PASSE A 12 POINTS.

-6 POINTS:

- Homicide ou blessures involontaires entraînant une incapacité totale de travail de plus de trois mois.
- Conduite en état d'alcoolémie.
- Refus de se soumettre à des vérifications d'alcoolémie.
- Délit de fuite.
- Refus d'obtempérer, d'immobiliser son véhicule ou de se soumettre à des vérifications.
- Entrave ou gêne à la circulation.
- Usage volontaire de fausses plaques d'immatriculation, défaut volontaire de plaques et fausses déclarations.
- Conduite en période de suspension de permis.

-4 POINTS:

- Blessures involontaires entraînant une incapacité totale de travail n'excédant pas trois mois.
- Non respect de la priorité.
- Non respect de l'arrêt imposé par le panneau « stop » ou par le feu rouge fixe ou clignotant.
- Dépassement de 40 km/h ou plus de la vitesse maximale autorisée.
- Circulation la nuit ou par temps de brouillard en un lieu dépourvu d'éclairage public, d'un véhicule sans éclairage, ni signalisation.
- Marche arrière ou demi-tour sur autoroute.

-3 POINTS:

- Circulation sans motif sur la partie gauche de la chaussée.
- Franchissement d'une ligne continue seule ou quand elle n'est pas doublée par une ligne discontinue du côté de l'usager.

Dans le cas où plusieurs infractions sont constatées en même temps, le cumul des points enlevés est de 8 ou 8 points maximum.

LE PERMIS A 12 POINTS

Le permis à 12 points est accordé à ceux qui ont obtenu le permis de conduire par la voie normale. Si vous avez déjà perdu des points, le cumul des points enlevés est de 8 ou 8 points maximum.

UN NOUVEAU BAREME

Ce nouveau barème sera appliqué à toutes les infractions commises à partir du 1^{er} décembre et à toutes celles commises avant cette date.

DES RESULTATS IL COMPTENT

Durant l'été 1992, 400 vies ont été épargnées et 6000 blessés évités. C'est le meilleur bilan obtenu par plus de 30 ans, grâce à un changement de comportement des conducteurs. Ces résultats sont encore rehaussés par le fait que beaucoup d'infractions ont été évitées.

- Changement important de direction sans que le conducteur soit assuré que la manœuvre est sans danger pour les autres usagers.
- Dépassement de la vitesse maximale autorisée compris entre 30 km/h et moins de 40 km/h.
- Pour les conducteurs titulaires d'un permis de conduire depuis moins d'un an, dépassement de moins de 40 km/h de la vitesse maximale autorisée.
- Dépassement dangereux.
- Arrêt ou stationnement dangereux.
- Stationnement sur la chaussée la nuit ou par temps de brouillard, en un lieu dépourvu d'éclairage public, d'un véhicule sans éclairage ni signalisation.
- Circulation sur bande d'arrêt d'urgence.

-2 POINTS:

- Dépassement de la vitesse maximale autorisée compris entre 40 km/h et moins de 50 km/h.
- Accélération de l'allure par le conducteur d'un véhicule sur le point d'être dépassé.
- Circulation ou stationnement sur le terre-plein central d'autoroute.

-1 POINT:

- Dépassement de la vitesse maximale autorisée de moins de 20 km/h.
- Maintien des feux de freinage gérant pour les conducteurs en situation inverse malgré leurs appels de phares.
- Chevauchement d'une ligne continue seule ou quand elle n'est pas doublée par une ligne discontinue du côté de l'usager.

(* Il y a chevauchement lorsque la ligne continue n'est pas franchie par la totalité du véhicule).

sécurité routière

SAVOIR CONDUIRE, C'EST SAVOIR... VIVRE

INFORMEZ-VOUS

Un dépliant est à votre disposition. Vous pouvez vous le procurer en tapant sur votre téléphone 3615 CODE ROUTE. Vous pouvez aussi l'obtenir en nous retournant ce coupon réponse à : BP 81 - 93364 Neuilly Plaisance Cedex.

Prénom/Nom

Adresse

Code postal/Ville

POLITIQUE

Les propositions du président de la République sur la réforme de la Constitution

Le « domaine réservé »

Le 15 novembre 1992, à Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, maire de la ville, député de la Cinquième circonscription nationale, déclare, en conclusion des premières élections nationales de l'Union pour la nouvelle République (UNR), le parti gaulliste : « Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté franco-africaine, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. »

Voilà, un an après la fondation du parti gaulliste, ce que Chaban-Delmas, député de la Cinquième circonscription nationale, déclare, en conclusion des premières élections nationales de l'Union pour la nouvelle République (UNR), le parti gaulliste : « Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. »

Cinq mois d'article 16

Dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 avril 1961, Jacques Chaban-Delmas, député de la Cinquième circonscription nationale, déclare, en conclusion des premières élections nationales de l'Union pour la nouvelle République (UNR), le parti gaulliste : « Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. »

Le conseil des ministres, réuni, décide d'urgence pour circonscrire le mouvement en Algérie avant qu'il ne se propage. Un an après, le 23 avril 1962, le général de Gaulle, président de la République, déclare, en conclusion des premières élections nationales de l'Union pour la nouvelle République (UNR), le parti gaulliste : « Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. Le président de la République doit être le garant de la République, la communauté des Français, la communauté des Français du monde. »

même - présidentielle ou parlementaire - du régime français par la Constitution du 4 octobre 1958, qui, dans son article 5, définit le rôle du président de la République. On le voit, d'ailleurs, dans les débats qui ont précédé, quelques jours plus tard, la 27 novembre, la première motion de censure déposée par la gauche contre le gouvernement de M. Michel Debré et qui ne recueillera que 120 voix, alors que 277 étaient nécessaires pour son adoption.

Les discussions ont porté, essentiellement, sur les relations entre l'exécutif et le législatif. M. Chaban-Delmas avait traduit notamment la conception que le général de Gaulle avait de la fonction présidentielle. Quelque temps après le congrès de Bordeaux, de Gaulle avait, en effet, décrit un schéma, comme il le fera à plusieurs reprises ensuite, en disant : « La politique est une affaire de la République, elle est une affaire de la République, elle est une affaire de la République. »

A. P.

Le jeu et la chandelle

par Alain Rollat

Les mitterrandistes disaient que les propositions de réforme de la Constitution présentées par le président de la République étaient le résultat d'un « jeu de chandelle ».

Le fait est que, après avoir été le plus implacable des censeurs des institutions de la V^e République, à l'époque où il qualifiait de « dictature » le régime voulu par le général de Gaulle, M. François Mitterrand aura su mettre leur stabilité au service des valeurs républicaines, en se mouvant parfaitement dans les habits de son fondateur - au point de paraître parfois plus gaullien que l'original - pour autant se rendre, plus que tout autre, conformément à ses engagements, à inviter aujourd'hui le Parlement à prendre certaines précautions pour éviter que, d'urgence, ce système de fabrication du « pouvoir personnel » ne devienne, en d'autres termes, une machine infernale.

Les mitterrandistes y verront, au mieux, une manœuvre de diversion destinée à écarter les problèmes et à semer le doute sur la validité de l'opposition aux décisions législatives sous le couvert d'une réforme pleine de faux-semblants. Ils verront, au pire, à l'échec, puisque la tâche en musique des propositions dépendra, en définitive, de la majorité et du nouveau gouvernement au tande-

main du scrutin de mars 1993. Ils ne manqueront pas de pointer d'appui pour objecter que, si la prise de garanties constitutionnelles pour l'avenir de la République apparaît désormais aussi impérieuse, M. Mitterrand eût été bien inspiré de s'en occuper plus tôt, en tout cas sans attendre douze ans pour passer de la parole aux actes comme il y invitait déjà le Parlement, en 1984, quand il proclamait à l'adresse des gaullistes : « Il faut choisir. Ou bien il convient de fonder un régime présidentiel honnête et authentique qui donne autorité et stabilité au chef de l'État tout en valorisant le rôle du Parlement, ou bien il convient de revenir aux sources d'un régime parlementaire adapté aux besoins modernes. Il faut en revenir à un régime de liberté et d'équilibre et en finir avec cette vision nous faites en 1958 n'est qu'un régime d'autorité et d'irresponsabilité (1). »

Bonne et mauvaise foi...

A chacun sa part de bonne et de mauvaise foi.

M. Mitterrand a trop souvent souligné lui-même que, dans l'action politique, la sincérité n'intéresse pas l'habileté pour qu'on ne relève pas que, si son initiative s'inscrit en effet dans le droit fil de convictions personnelles exprimées de longue date

aujourd'hui la question d'arriver à un régime moins présidentiel et plus parlementaire, elle n'en demeure pas moins portuse de certaines arrière-pensées dans la perspective d'une nouvelle cohabitation que le président de la République attend de pied ferme.

En témoignent sans aucune ambiguïté, d'une part, son injonction au futur comité consultatif - dont la composition doit être arrêtée mercredi 2 décembre par le conseil des ministres, - qui devra présenter ses conclusions « au plus tard le 15 février », afin que le Parlement puisse être saisi d'un projet de loi portant révision de la Constitution dès le renouvellement de l'Assemblée nationale, et, d'autre part, sa prudence sur la durée du mandat présidentiel, l'expression de sa simple « préférence » pour un mandat de six ans le mettant provisoirement à l'abri des sommations de l'opposition, qui fera tout pour le conduire à s'appliquer toute réduction éventuelle. S'il entend bel et bien clarifier les règles du jeu, ce n'est sûrement pas à son détriment. Le subtil distinguo opéré entre le « domaine réservé », jugé obsolète, et le « domaine partagé », appelé à constituer le nouveau dogme dans le partage des tâches au sommet de l'exécutif, selon les explications fournies lundi soir sur Europe 1 par M. Michel Charasse, n'efface pas

la « préférence » du président de la République, notamment en matière de défenses et de politique étrangère. Le « domaine suprême », que dénonçait naguère l'auteur du Coup d'État permanent, subsiste donc.

Parallèlement, les représentants de l'opposition ont trop souvent et trop abusivement accusé M. Mitterrand d'être « monarchique » dans son exercice du pouvoir pour qu'on ne dise pas qu'ils feraient preuve d'incohérence, voire d'irresponsabilité, s'ils persistaient dans le refus de s'avancer sur les pistes ouvertes par le président de la République, exprimé depuis lundi soir par la plupart d'entre eux au motif que ces voies comportent diverses chausse-trappes.

Si vraiment tout le monde s'accorde à constater, au-delà des divergences d'approche, que la renouveau en question du fonctionnement des institutions ne saurait être exclus de la réflexion globale qu'impose la collectivité nationale le crédit affectant depuis quelques années, en France, à la fois le rôle des partis politiques et celui des corps intermédiaires, la seule bonne interrogation consisterait peut-être à admettre que le jeu, cette fois, malgré tout, en vaut la chandelle.

(1) Journal officiel, débats parlementaires, Assemblée nationale, 24 avril 1964.

L'avis d'un des conseillers du chef de l'État

M. Charasse : une « clarification »

M. Michel Charasse, conseiller (PS) du Président de la République, a participé à l'élaboration des propositions présidentielles et qui, lundi soir, 11 novembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a affirmé : « C'est un travail important, c'est l'élaboration d'un projet de loi portant révision de la Constitution. Le projet de loi portant révision de la Constitution est un travail important, c'est l'élaboration d'un projet de loi portant révision de la Constitution. Le projet de loi portant révision de la Constitution est un travail important, c'est l'élaboration d'un projet de loi portant révision de la Constitution. »

Selon l'ancien ministre du budget, le chef de l'État « souhaite » les « exécutifs » de la V^e République, car il « estime » le Parlement, un régime parlementaire, est « excessivement » censuré. Les aspects les plus importants du projet de loi portant révision de la Constitution sont : la clarification des compétences respectives du président de la République et du premier ministre et « les avancées très importantes » du domaine des « libertés », en évoquant « la confirmation de l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature » et de l'autorité judiciaire, « la possibilité plus grande de réformer » le référendum « un nombre de » les « libertés » et la saisine du Conseil constitutionnel par les

M. Charasse a ajouté qu'une éventuelle nouvelle cohabitation se passerait « difficilement », en expliquant qu'il n'existe pas de « domaine réservé » du président, mais « un domaine partagé » avec le gouvernement, que la révision constitutionnelle devrait clarifier. « Il n'y a pas de » de la précédente cohabitation, il n'y en aurait pas plus pour la » si devait arriver, a-t-il déclaré. C'est « légende » considérer la cohabitation en 1976 n'a pas permis au gouvernement de fonctionner. Tout s'est passé « sous » tout le temps, et le choix des Français » qui concerne la majorité politique de l'Assemblée nationale a été « scrupuleusement respecté ». « Il est bien » le président » pas agir sans l'accord du gouvernement dans les domaines de la défense ou la politique étrangère. Ce que le président souhaite, c'est « ces discussions » pour que cela soit plus clair. »

L'ancien ministre du budget a souligné que, d'une façon générale, le projet de révision vise à « remettre les principes à leur place ». « Dans » le régime parlementaire, c'est le régime réaffirmé », a ajouté M. Charasse, précisant que le projet, en forme définitive, devrait être « prêt » être discuté « de la prochaine législature » par le Parlement.

Prééminence

Suite de la première page

Seuls le Portugal et l'Italie ont voté à l'unanimité l'élection du chef de l'État au suffrage universel et la responsabilité du gouvernement devant le Parlement; les trois dernières décennies ont prouvé que cette délicate conciliation n'est possible qu'en France.

Pour rendre toute son efficacité à la réforme de 1962, M. Mitterrand convie, comme il l'a fait, à un « jeu de chandelle », qu'il n'est pas possible d'analyser en vote populaire auquel le parti gaulliste est particulièrement attaché. Il s'agit, en fait, d'un jeu de chandelle, qu'il n'est pas possible d'analyser en vote populaire auquel le parti gaulliste est particulièrement attaché. Il s'agit, en fait, d'un jeu de chandelle, qu'il n'est pas possible d'analyser en vote populaire auquel le parti gaulliste est particulièrement attaché.

Rééquilibrer les pouvoirs est le maître-mot de la lettre de M. Mitterrand. Mais, concrètement, ce ne peut être pour lui au détriment des pouvoirs du chef de l'État, auquel, par son refus de la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, il veut conserver son rôle d'« arbitre » non concerné par les changements de ce mandat. Le projet de loi portant révision de la Constitution, qui a été adopté par le Parlement, est un jeu de chandelle, qu'il n'est pas possible d'analyser en vote populaire auquel le parti gaulliste est particulièrement attaché.

Bien au contraire, M. Mitterrand souhaite que la future loi fondamentale confirme la « prééminence » du président de la République, « des lors qu'il s'agit des grands intérêts nationaux ». Il s'agit, en fait, d'un jeu de chandelle, qu'il n'est pas possible d'analyser en vote populaire auquel le parti gaulliste est particulièrement attaché.

La réduction de la durée du mandat du président de la République, fixée à sept ans en 1976 pour des raisons d'opportunité, est envisagée depuis qu'en 1973 Georges Pompidou avait entrepris de la ramener à cinq ans. Il est clair, en effet, que « la règle du septennat ne correspond plus au rôle que le président de la République joue dans la définition des orientations générales de la politique nationale », selon l'exposé des motifs du projet de loi constitutionnelle soumis aux députés en septembre 1973.

Voilà l'Assemblée nationale et au Sénat, ce projet n'avait pas réuni, cependant, assez de voix pour être assuré du soutien des trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès. L'opposition de gauche, mais aussi la majorité des centristes et quelques gaullistes avaient voté contre.

et confié au chef de gouvernement la responsabilité de la « défense nationale ». Il s'agit donc bien de conforter le pouvoir présidentiel, à la veille d'une cohabitation annoncée. D'autant qu'à travers la construction européenne le président, qui s'accorde un droit de contrôle sur la diplomatie, peut évaluer la plausibilité des sujets intérieurs.

Une procédure étrange Il est quand même un rééquilibrage que le président de la République réclame : il est au bénéfice du Parlement, et aux dépens du gouvernement. Renforcer les pouvoirs de l'Assemblée nationale et du Sénat, sérieusement brisés en 1958, est une vieille revendication des parlementaires. Les solutions que préconise M. Mitterrand paraissent, pourtant, s'attaquer plutôt à la prééminence qu'au cœur du problème.

Dans ce domaine, toutefois, deux suggestions sont fortes : obliger la mise en œuvre des dispositions prises par ordonnance par le gouvernement, après que le Parlement lui en a donné le droit, alors qu'actuellement il suffit qu'il soit déposé au Parlement pour être promulgué (ce qui revient à rendre difficilement applicable cette procédure); il faut aussi, à l'article 3, même si le régime

Pompidou y avait, en conséquence, renoncé. Depuis lors, l'hypothèse de reprendre la procédure interrompue il y a maintenant dix-neuf ans a été régulièrement évoquée. M. Mitterrand se réfère, dans ses propositions, à la tentative de 1973, mais, en tout état de cause, intégrée dans une réforme plus ample de la Constitution, la réduction de la durée du mandat ne pourrait être accomplie comme un simple achèvement, au Congrès, de la révision entamée par Pompidou.

La question de la durée idéale divise les responsables politiques. Partisan d'un mandat de cinq ans renouvelable une fois ou d'un septennat non renouvelable dans son programme (les cent dix propositions) de 1981, le chef de l'État affirme maintenant sa préférence pour une durée « au moins aussi

tation de cette disposition est probablement injustifiée; elle a été inventée, en 1958, par les ministres de la IV^e République qui avaient trop souffert du refus de l'Assemblée nationale de leur donner les moyens de gouverner.

Quant à la procédure retenue par M. Mitterrand, elle est étrange. En fait, il avait le choix entre deux procédés : soit, comme le lui suggèrent une partie de son entourage, laisser une pleine autonomie de suggestion au comité consultatif qui va être mis en place, soit exiger directement le champ d'investigation de celui-ci. La première solution lui aurait permis de « dépolitiser » le débat constitutionnel. La seconde, qu'il a donc choisie, lui donne le moyen de mettre en exergue un certain nombre de projets de réforme qui ne peuvent que gêner l'actuelle opposition : le droit de saisine du Conseil constitutionnel, le changement des statuts des suppléments, sans parler de la réduction du mandat présidentiel.

Surtout le président de la République, en annonçant que l'Assemblée nationale élue en mars trouvera sur son bureau un projet de réforme constitutionnelle, contraint la future majorité à se préoccuper d'un projet de loi portant révision de la Constitution, M. Mitterrand serait « en mesure » de soumettre le référendum.

Cette tentative du chef de l'État à toutefoits des limites. Pour mener à bien une révision constitutionnelle, il a besoin du contresens et, même, de la collaboration du premier ministre. Le projet d'un gouvernement de droite aura donc, constitutionnellement, les moyens d'empêcher le président de gauche de la République de remporter une victoire morale et politique. Le projet de réforme sera, à l'évidence, une des « chausse-trappes » de la cohabitation programmée, voire son premier champ de bataille.

THÉRIER BRÉHIER

Georges Pompidou et le mandat présidentiel

La réduction de la durée du mandat du président de la République, fixée à sept ans en 1976 pour des raisons d'opportunité, est envisagée depuis qu'en 1973 Georges Pompidou avait entrepris de la ramener à cinq ans. Il est clair, en effet, que « la règle du septennat ne correspond plus au rôle que le président de la République joue dans la définition des orientations générales de la politique nationale », selon l'exposé des motifs du projet de loi constitutionnelle soumis aux députés en septembre 1973.

Voilà l'Assemblée nationale et au Sénat, ce projet n'avait pas réuni, cependant, assez de voix pour être assuré du soutien des trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès. L'opposition de gauche, mais aussi la majorité des centristes et quelques gaullistes avaient voté contre.

Pompidou y avait, en conséquence, renoncé. Depuis lors, l'hypothèse de reprendre la procédure interrompue il y a maintenant dix-neuf ans a été régulièrement évoquée. M. Mitterrand se réfère, dans ses propositions, à la tentative de 1973, mais, en tout état de cause, intégrée dans une réforme plus ample de la Constitution, la réduction de la durée du mandat ne pourrait être accomplie comme un simple achèvement, au Congrès, de la révision entamée par Pompidou.

La question de la durée idéale divise les responsables politiques. Partisan d'un mandat de cinq ans renouvelable une fois ou d'un septennat non renouvelable dans son programme (les cent dix propositions) de 1981, le chef de l'État affirme maintenant sa préférence pour une durée « au moins aussi

longue » que celle d'un mandat de cinq ans, de conseiller général ou de conseiller régional. On éviterait ainsi, estime-t-il, la transformation de la V^e République en un régime présidentiel à l'américaine, le mandat des députés et celui du chef de l'État étant de longueur égale et appelés à coïncider.

L'idée d'un septennat renouvelable une fois avait été avancée par M. Valéry Giscard d'Estaing dans son ouvrage *Deux Français* paru en 1984. M. Jacques Chirac, parti du RPR, partisan d'un quinquennat renouvelable une fois, a réagi, lui, en quinquennat renouvelable une fois. M. Laurent Fabius envisageait, lui, une durée de six ans.

P. J.

Le Monde ÉDITIONS

LA REPUBLIQUE MENACÉE

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

JUSTICE

Un tribunal
de grande instance de Chambéry

**La directrice d'une clinique
condamnée pour avoir refusé
l'admission d'un séropositif**

CHAMBERY

de correspondant

Poursuivie pour « discrimination » (1), M^{me} Collette Poirier, directrice d'une clinique privée de Chambéry (Savoie), a été condamnée, lundi 30 novembre, par le tribunal de grande instance de Chambéry à 30 000 F d'amende (dont 15 000 F avec sursis) pour avoir refusé d'accueillir dans son établissement un patient séropositif. Ce dernier a obtenu 10 000 F de dommages et intérêts, la Ligue des droits de l'homme de Savoie bénéficiant, de son côté, d'un franc symbolique.

Le 29 janvier 1992, M. X., contaminé par le virus HIV lors d'une transfusion sanguine et régulièrement inscrit sur le registre de la clinique, devait subir une opération sous anesthésie, recommandée par son médecin traitant, consistant en l'extraction de dix-sept dents. Elle fut annulée au tout dernier moment sur ordre de M^{me} Poirier, considérant que l'admission d'un patient séropositif dans sa clinique nécessitait des précautions particulières et l'information préalable du personnel soignant. Aucun rendez-vous ne fut proposé à M. X., qui dut être opéré le lendemain à l'hôpital de Chambéry. Le parquet avait réclamé, lors de l'audience, le 28 septembre, trois ans d'interdiction d'exercice d'activité professionnelle à l'encontre de M^{me} Poirier. Il n'a pas été suivi par le tribunal sur ce point.

PHILIPPE REVEL

(1) Selon l'article 111 du code pénal.

FAITS DIVERS

**Des inscriptions antisémites
dans un immeuble
de la communauté juive
de Strasbourg**

Des pièces attestant à une synagogue strasbourgeoise ont été entièrement saignées d'un temps de pioche par des inconnus, lundi 30 novembre, et plusieurs inscriptions antisémites ont été découvertes. Trois d'entre elles, situées au bureau du rabbin et une autre, polychrome, ont été détruites, mais la villa, à l'arrière, a été épargnée. Dans la salle polyvalente, plusieurs inscriptions antisémites et une croix gammée ont été peintes sur les murs.

« Les antisémites ont fait un synagoge ou des mosquées ne sont pas un problème juif ou musulman, mais un problème national », a commenté M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

DIAGONALES

Le couple, quelle image il m'a ! Quel petit théâtre ! Quel reflet de la société ! Le pouvoir et le langage de l'alcôve renvoient à ceux du monde. De Goldoni à Woody Allen, un long pillagelement d'actualité fait bien les choses en rapprochant à l'affiche ces deux genres de la conjugaison.

Du temps des Rustras (TNP, mise en scène de Jérôme Savary), c'était encore la lutte des classes, la maison. La femme devait batailler ferme, comme la superbe Levanant, pour grappiller du pouvoir. Le mâle avait la loi pour lui, et la nature, qui le disait plus costaud, donc chef-mâ. Lui-même marié de force, il perpétuait le système des épousailles arrangées pour l'argent. Faites la dot, pas l'amour. Vous épousez ce benêt, ma fille, c'est un ordre ! La pauvre enfant n'a que deux issues : le mariage ou la ruine. Dans la vie, c'est le plus souvent le couvert. Sur scène, la femme évite le gâchis et, par le rire, les émancipations.

Aujourd'hui, le matamore goldonien survit dans nos « beaufs ». Chez les Rustras, il est encore bobonne qui fait les blagues. Mais le patriarcat ne trépane plus. Il s'effondre devant le foot à la télé. Un lion domine entre les tyranniques domestiques, à deux siècles de distance : la parole pompeuse, qui sert à masquer les rouledoux, « il faut voir les choses comme elles sont », répète le plus barmé des Rustras, avant de baisser pavillon. La même maxime creuse pourrait encore servir en 1992 au moment de capturer en rase campagne.

Le cadre pour moquer un machisme qui menace ruine. L'eau de la lagune clapote entre les ratures du plancher. La passion de Savary pour les trucs de châtelet n'est pas gratuite, jamais. Rien ne ressemble à un naufrage comme un ordre en train de périr de son arbitraire !

Au dix-neuvième siècle, le mariage bour-

Polémique au tribunal d'Albi

Le procureur-avocat

ALBI

de correspondant

A l'âge de quarante-trois ans, le procureur du tribunal d'Albi, M. Boulet-Gerçourt, aspire à franchir la Rubicon. Il a l'air d'un homme qui, à l'approche de l'été, se dit : « L'été prochain, à-t-il annoncé il y a quelques mois. Mais comme il entend s'inscrire au barreau albigois, les choses ne vont pas se passer comme ça. »

Depuis plusieurs semaines, le milieu judiciaire tarnais bruisse à l'annonce de cette tentative. Un avocat qui, en plus de ses poursuites, avait bientôt le mieux informé des défenseurs potentiels pour l'ensemble des dossiers en cours dans le ressort d'Albi. Une perspective qui ne pouvait que susciter l'indignation de la préfecture tarnaise ne voyant guère d'un bon œil.

Si bien que lors de l'ordonnance de M. Boulet-Gerçourt au barreau albigois. Encore que la hiérarchie préfère rester discrète, puisqu'il ne veut ni confirmer, ni démentir la nouvelle. Mais comme il avait jusqu'ici été très discret, on peut penser que l'inscription au barreau.

La dernière ne peut pas démentir la polémique puisque l'inscription au barreau d'Albi a été faite le 28 novembre, jour où M. Boulet-Gerçourt a répondu à son dossier, sur le fond, il assure avoir simplement le

souci de traiter les affaires économiques pour lesquelles le barreau d'Albi ne compte que l'instinct du spécialiste ; sur la forme, il renvoie à la Fédération française de la magistrature, qui lui a permis de construire le stade Roland-Garros. Les travaux devraient reprendre dans une quinzaine de jours.

Vies

réactions

Bien que les deux villes ne soient distantes que de cinquante kilomètres, M. Boulet-Gerçourt a préféré prendre le risque de la transgression et s'inscrire au barreau d'Albi. Mais les choses ne vont pas se passer comme ça. »

Mais les choses ne vont pas se passer comme ça. » Mais les choses ne vont pas se passer comme ça. » Mais les choses ne vont pas se passer comme ça. »

Considérant qu'il y a un risque de « dégradation de l'image de la justice », le syndicat demandait « une sanction » à la cour d'appel de Toulouse, qui espérait que son collègue reviendrait à une conception plus saine de sa mission professionnelle et se consacrerait à ses talents.

JEAN-PIERRE BARJOU

Un arrêt du Conseil d'Etat

L'extension du stade Roland-Garros
pourra être entreprise

Le Conseil d'Etat a annulé, lundi 30 novembre, le jugement rendu par le tribunal de Paris le 17 février, qui suspendait le permis de construire déposé à la Fédération française de tennis du stade Roland-Garros. Les travaux devraient reprendre dans une quinzaine de jours.

Après dix mois d'incertitudes et de débats juridiques, Patrick Clerc, directeur des International de France de tennis, est soulagé. Le projet d'extension du stade Roland-Garros, pour un montant de 215 millions de francs, entièrement financé par la Fédération française de tennis (FFT), prévoit la construction, sur le terrain de 125 000 m², d'un nouveau central de 10 000 places, d'un parking de 500 places, d'un gymnase et de trois nouveaux courts (le 1^{er} mai de 25 m²). L'extension Rougemont avait attaqué le permis de construire en s'appuyant sur un décret de 1832 protégeant le site de Boulogne en tant que « lieu de promenade publique ».

Pour le tribunal administratif, le maire de Paris avait commis une erreur en attribuant le permis de construire dans une zone ainsi protégée. Le Conseil d'Etat a donné tort au tribunal. Selon son arrêt, la loi admet « l'implantation d'équipements permettant l'exercice d'activités en relation avec le caractère de la zone ». En l'occurrence, celle-ci accueillait déjà le stade Roland-Garros. Le Conseil d'Etat a estimé en outre que « la

modification litigieuse, qui ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan d'occupation des sols, ne concerne pas des terrains classés en « zones boisées », ni qu'elle ait pour effet la suppression d'un espace naturel ». La zone en terre incriminée est en effet séparée du bois de Boulogne par une bretelle d'autoroute.

Les travaux, commencés en décembre 1991, seront suspendus après le jugement du tribunal administratif. Ils devraient reprendre dans une quinzaine de jours dans les plans établis à l'occasion du premier permis de construire. Selon Patrick Clerc, le préjudice financier s'élèverait à plus de 10 millions de

francs. Il faudra attendre le printemps 1994 pour découvrir ces nouvelles installations, dont l'inauguration était initialement prévue pour la fin de l'été 1993.

Le feuillet n'est pas terminé pour autant. Le 10 décembre, le tribunal administratif de Paris examinera une deuxième requête des riverains et de l'association Boulogne-environnement visant à obtenir l'annulation du permis de construire. Selon eux, les travaux envisagés sur ce terrain, bien qu'ils soient déclarés constructibles, dénatureraient définitivement le site et rendraient caduque la décision de classement du bois de Boulogne de 1937.

B. M.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le permis à douze points
est entré en vigueur

Le nouveau permis à points est entré en vigueur le 1^{er} décembre. Le capital de points est de 12 points pour les conducteurs, soit deux points de plus que le capital n'avait pas été octroyé avant cette date. Le permis s'applique à toutes les infractions commises à partir du 1^{er} décembre, ainsi qu'à celles commises depuis le 1^{er} juillet et qui n'avaient pas été jugées à compter du 1^{er} décembre.

1 point : Homicide ou blessures involontaires entraînant une incapacité totale de travail de plus de trois mois. Conduite en état d'ivresse. Débit de fuite ou refus d'obtempérer. Entrave ou gêne à la circulation. Fausses plaques d'immatriculation. Conduite en période de suspension de permis.

4 points : Blessures involontaires entraînant une incapacité totale de travail de plus de trois mois. Dépossession de 40 km/h ou plus de la vitesse maximum autorisée. Non-respect de la priorité, d'un feu ou d'un panneau stop. Circulation sans éclairage la nuit dans un lieu non éclairé ou par temps de brouillard. Manœuvre de demi-tour sur autoroute.

3 points : Dépossession de la vitesse maximale autorisée comprise entre 30 et 40 km/h (pour ceux de moins de 40 km/h pour les conducteurs titulaires d'un permis de conduire depuis moins d'un an).

Circulation sur la voie d'arrêt d'un véhicule ou sur la partie gauche de la chaussée. Dépossession, stationnement, arrêt et changement de direction dangereux. Franchissement de ligne continue.

2 points : Dépossession de la vitesse maximale autorisée comprise entre 20 et 30 km/h. Circulation sur la voie d'arrêt d'un véhicule ou sur la partie gauche de la chaussée. Accélération de l'allure par le conducteur d'un véhicule sur la voie d'arrêt d'un véhicule.

1 point : Dépossession de la vitesse maximale autorisée comprise entre 10 et 20 km/h. Circulation sur la voie d'arrêt d'un véhicule ou sur la partie gauche de la chaussée. Accélération de l'allure par le conducteur d'un véhicule sur la voie d'arrêt d'un véhicule.

Dans le cas où plusieurs infractions sont constatées en même temps, huit points peuvent être retirés au maximum. Un nouveau permis sera délivré par le préfet des conditions sous lesquelles les conducteurs ayant commis des infractions pourront repasser l'épreuve pratique du permis de conduire, ou en cas de perte de la totalité de leur capital de points. Les conducteurs expérimentés devront, pour leur part, se soumettre à une visite médicale et à un examen psychotechnique avant de repasser l'épreuve du permis de conduire et de se présenter à un centre pédagogique.

C. de C.

PROJET

232

Douze regards d'experts sur la corruption : sociologues, chefs d'entreprise, magistrats, moralistes, économistes (dont A. Catta), politologues (dont Y. Mény). Sans indulgence ni catastrophisme, ils nous avertissent :

ATTENTION CORRUPTION !

En vente dans les grandes librairies

Le numéro (128 p.) : 60 F. Étr. : 67 F.
PROJET • 14, rue d'Assas • 75006 PARIS • (1) 44-39 48 48

CONFÉRENCE DES FEMMES

LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

1^{er} et 2 décembre 1992,
Cercle des Beaux-Arts - Madrid, Espagne

Invité : HANAN ASHRAWI, ZAHIRA KAMAL, LILA SHAYKH, YARUT DAN, DORIS KASS, EDNA MARGALIT, LAYLA TAKIA, MERVA EL TALAWI (Israël); NAYLA MOAWAD, BAHIA HAKKI, OMAMAH AL DAHAN, HAIFA AL BASHIR, RANA KARIAN (Syrie); HELGA HENES, Secrétaire d'Etat (Danemark); BETINA MUSHIDI (Commissaire européen); MARGARITA BONIVER, Ministre (Italie); ANTOINETTE FOLQUE, MARI-CLAIRE MENDES-FRANCE, Secrétaire (France); MALIKA ABDEL AZIZ (Algérie); AICHA BELARBI (Maroc); ENNA ADONIS (Tunisie).

Coproduit par NICOLE MICHINE
FUNDACION PABLO IGLESIAS, PASAJES (ESPAGNE)
ET ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE (FRANCE)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

Couples

Il y a une image du couple, celle du mariage. Mais il y en a une autre, celle du divorce. On ne court plus après le plaisir, on éprouve la solitude. Le monde entier rit de cette logorrhée, car le phénomène du couple patraque et qui s'en explique est universel. Même si le freudisme recule, sa rhétorique persiste. Dans les restaurants, aux entrées, à la télévision, prêtez l'oreille : il n'est plus question entre les gens que du transfert de Pauline, du ressentiment de Roger. Parfois, le technicien sexuel s'en mêle : modernité oblige.

Depuis peu, il arrive qu'une autre espèce de tiers survienne entre les couples d'artistes : la gloire, ou plutôt son substitut, la médiatisation plus ou moins réussie. Qui commande, au foyer des histrions ? La glace des tables à maquillage ? Freud et Bernard Shaw se sont penchés sur ces amours au miroir. A la fin du *Agamemnon* (Auteuil), Bernard-Henri Lévy évoque une crise pour cause de mariage en panne. L'échec appelle le mariage du mariage et son retour à l'enfance capricieuse. Tous les moyens sont bons pour regagner de l'autorité.

Cette fois, voyez l'essence même du théâtre dans tout rapport amoureux, naissant ou en faillite. J'ai connu d'adorables amants qui jouaient une incessante charmerie : du pur art dramatique, par la fantaisie dans le rabâchage, et l'immense réconciliation.

De Shakespeare à nos jours, c'est sur l'oreiller et sous la couette que l'on se mesure. Le mieux la crédibilité du langage et du pouvoir mène, la force de leurs mensonges, l'ampleur de leurs désastres.

Des chants d'oiseaux de *Roméo et Juliette* aux ergotages des *Chaises*, la scène décrit exactement la course de notre confiance gagnée et perdue dans les mots, ces serments incantés.

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Université française

هكرام الناصر

SCIENCES • MEDECINE

Les apprentis sorciers de Chicago

Il y a cinquante ans, l'équipe d'Enrico Fermi réalisait la première pile atomique. Préfiguration des réacteurs de nos centrales modernes, elle a d'abord servi à la fabrication de la bombe de Nagasaki

« L'émigré italien vient de débiter dans le nouveau monde. Les indigènes sont amicaux. »

Quand, en cette fin d'après-midi du 2 décembre 1942, James Conant, chef du Comité de la recherche pour la défense nationale américaine, entendit le physicien Arthur Compton prononcer cette phrase sibylline au téléphone, il comprit immédiatement : Enrico Fermi avait réussi à faire fonctionner avec succès sa « pile atomique ». L'humanité venait effectivement d'aborder de nouveaux rivages. Cette première réaction en chaîne contrôlée de fission nucléaire devait changer la physiologie énergétique et géopolitique du monde. Elle fut à l'origine des centrales modernes, mais aussi d'armes de destruction effroyables, frappant l'industrie nucléaire d'un « péché originel » dont elle souffre encore aujourd'hui.

Les membres de l'équipe de Fermi fêtèrent l'événement en se partageant une bouteille de champagne. Ils avaient bien mérité. Ce premier réacteur nucléaire de l'histoire, ils l'avaient construit de leurs mains. Quinze jours de travail continu assurés par deux équipes se relayant toutes les douze heures. Certes, l'installation n'avait rien à voir avec les centrales nucléaires, et si le physicien italien l'avait baptisée « pile », ce n'était pas par analogie avec la pile électrique de Volta, mais, précisément, parce qu'il s'agissait bien d'un « tas » de quelques 7 mètres de hauteur. En fait, une cinquantaine de milliers de briques de graphite (385 tonnes au total), réparties en 37 couches traversées de 40 tonnes de petites sphères d'oxyde d'uranium et de 6 tonnes de ligands d'uranium métallique. « Tout était recouvert d'un usage de poussière de carbone, et nous étions très contents de ça », raconte Leo Szilard, l'un des acteurs de l'équipe.

Sous les gradins d'un stade

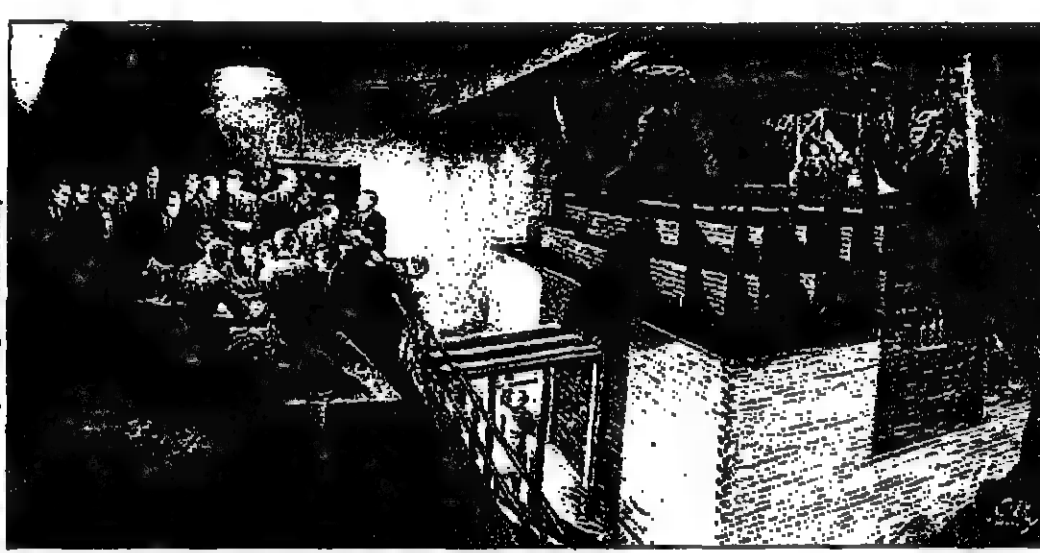
La pile avait été érigée dans une salle de squash située sous les gradins du stade de l'université de Chicago, avec, pour seule protection, une sorte de tente de caoutchouc. Une grève avait retardé la fin de la construction prévue pour l'abriter

dans la forêt d'Argonne, à 100 kilomètres de la ville. Lors de la mise en route, trois membres de l'équipe, juchés sur un balcon dominant la pile, disposaient quand même d'une réserve de sacs de cadmium susceptible de stopper la réaction en cas de problème. Un autre, une hache à la main, se tenait prêt à couper la corde retenant la barre d'arrêt d'urgence du réacteur. La guerre battait son plein, en Europe et en Asie. Il s'agissait de prendre les Allemands de vitesse, et les soucis de sécurité passaient au second plan.

« Un jour sombre »

Le premier essai terminé, Leo Szilard s'approcha de Fermi après l'arrêt du cœur. Il lui confia que cette date du 12 décembre 1942 serait considérée comme « un jour sombre dans l'histoire de l'humanité ». Physicien juif d'origine hongroise, ami d'Albert Einstein, Szilard était pourtant l'un des promoteurs les plus actifs du projet Manhattan visant à doter les États-Unis de l'arme atomique, dont la pile de Fermi était l'un des éléments majeurs.

La découverte précédente avait vu les découvertes se succéder à un rythme impressionnant dans le domaine du nucléaire, en un véritable « printemps scientifique » jouant des frontières, entre Paris, Rome et Berlin, selon les termes de Bertrand Goldschmidt, ancien élève de Marie Curie, et l'un des acteurs français de cette époque. En 1934, Frédéric et Irène Joliot-Curie mettaient en évidence la radioactivité artificielle, en bombardant une feuille d'aluminium avec des neutrons (1). Faisant la même expérience avec de l'uranium, Fermi constata la formation de corps nouveaux, mais il ne put interpréter les résultats. L'énigme sera résolue en 1938 par les Allemands Otto Hahn et Fritz Strassmann qui démontrèrent que, sous l'impact des neutrons, le noyau de l'atome d'uranium se brise en deux noyaux plus petits et libère au cours de cette opération un peu d'énergie. La fission nucléaire vient d'être découverte. La course à la réaction en chaîne peut commencer car la multiplication à l'infini des fissions d'atomes produit



Depuis le balcon de la salle de squash, sous les gradins du stade de l'université de Chicago, l'équipe du « METLAB » entoure Enrico Fermi (en arrière plan, chauve, légèrement penché devant le tableau de contrôle), surveillant la montée en puissance de sa pile. En tableau, pour Gary Sheshon, montre bien (en haut à droite) les trois chercheurs juchés sur un praticable, chargés de stopper la pile en cas de problème.

une énergie considérable. Toutes les découvertes majeures ayant été faites en Europe, le logicien aurait voulu que la première pile atomique soit le jour sur le Vieux Continent, peut-être en France où Frédéric Joliot-Curie, Lew Kowarski et Hans Halban avaient acquis une certaine avance. Mais la guerre éclata, et le théâtre des opérations se déplaça aux États-Unis.

L'appui d'Einstein

Épouvanté par la montée du nazisme, Leo Szilard, qui menait de brillants travaux à Berlin, s'est réfugié dès 1933 en Grande-Bretagne puis aux États-Unis. Persuadé que les Allemands sont bien placés pour réussir rapidement une réaction en chaîne, il s'efforça de sensibiliser ses confrères pour qu'ils cessent de publier les résultats de leurs travaux dans ce domaine. Parallèlement, il rédigea avec deux autres physiciens hongrois immigrés, Eugene Wigner et Edward Teller, le futur père de la

bombe H, une lettre au président Franklin Roosevelt qu'ils font signer par Albert Einstein. Ils expliquent notamment que « l'uranium peut devenir, dans un instant, une source d'énergie », et servir à la construction de « bombes extrêmement puissantes et d'un type nouveau ».

Convaincu, Roosevelt créa, en octobre 1939, un comité consultatif de l'uranium. Deux ans plus

tard, toutes les recherches concernant la fission menées dans le pays sont placées sous la responsabilité d'une structure relevant directement de la présidence dirigée, à partir de septembre 1942, par un comité, le METLAB (Metallurgical Laboratory) de l'université de Chicago, où fut construite la pile de Fermi, n'était qu'un des maillons de cet immense programme connu désormais sous le

nom de « projet Manhattan ». L'équipe de Chicago, menée par Arthur Compton, prix Nobel de physique, était chargée des recherches sur la réaction en chaîne et la production de plutonium. Outre Fermi (qui avait profité de l'attribution de son prix Nobel en 1938 pour fuir le fascisme italien) et Szilard, le comité comprenait également Hans Seaborg, qui venait, en 1941, de découvrir le plutonium (le Monde du 4 novembre).

Quand la pile de Fermi, qui n'était qu'un instrument expérimental, eut une puissance de 0,5 watt, fut définitivement abandonnée après deux mois de fonctionnement, la plupart des membres de l'équipe rejoindront Hanford (État de Washington) où ils construiront les réacteurs qui serviront à la production de plutonium militaire. Cet effort colossal à l'usage nucléaire d'Alamogordo (16 juillet 1945), immédiatement suivi du largage d'une bombe à uranium enrichi sur Hiroshima (6 août 1945), et d'une autre, au plutonium, sur Nagasaki (9 août 1945).

Quelques mois plus tôt, les spécialistes des forces armées qui avaient fouillé les laboratoires allemands avaient pu constater que, contrairement aux craintes de Szilard et d'autres, les physiciens du Reich n'étaient pas prêts de mettre au point leur propre bombe.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Découverte deux ans plus tôt par le Britannique Chadwick.

Le vaccin universel

Pour mieux prévenir les maladies infectieuses, il faudrait disposer d'un vaccin unique administrable peu après la naissance. Utopie ?

GENÈVE

de notre envoyé spécial

SANS méconnaître certains des arguments développés par les militants contre les vaccinations, et sans soutenir que ces dernières peuvent constituer l'arme définitive contre l'ensemble des maladies infectieuses menaçant l'espèce humaine, force est de constater que le geste vaccinal est une méthode qui, un siècle après Pasteur, a fait la preuve d'une très grande efficacité. La poliomyélite (qui, selon l'OMS, a pratiquement disparu du continent américain) ou la rougeole (dont l'incidence a pu être réduite de manière importante dans de nombreux pays du tiers-monde) sont les derniers exemples en date de l'efficacité de cette méthode, qui consiste à immuniser durablement l'organisme en injectant en son sein tout ou partie du virus ou de la bactérie (inactivé ou tué) à l'origine de la pathologie infectieuse que l'on souhaite prévenir.

L'extension, ces dernières années, du programme élargi de vaccination mené dans la plupart des pays du tiers-monde sous l'égide de l'OMS, avec l'aide de plusieurs organisations internationales, a permis de réaliser de notables progrès. On estime généralement, selon les statistiques internationales, qu'à la fin de l'année 1990 plus de 80 % des enfants à travers le monde étaient immunisés contre les six principales maladies infectieuses de l'enfance : diphtérie, tétanos, coqueluche, poliomyélite, tuberculose et rougeole. Pour importants qu'ils soient, ces résultats peuvent-ils être encore améliorés ? Au siège de l'OMS à Genève, on estime que l'on pourrait chaque année « éviter la mort de huit à neuf millions d'enfants » dans les

pays du tiers-monde en mettant au point, en perfectionnant et en utilisant des vaccins appropriés.

Il s'agit notamment, dans l'esprit des experts de l'Organisation internationale, de nouveaux vaccins pour des maladies virales comme la dengue, la diarrhée à rotavirus et les infections respiratoires aiguës d'origine virale. Il s'agit aussi de vaccins contre les maladies bactériennes comme la diarrhée bactérienne, la méningite à pneumocoques et les diverses infections respiratoires aiguës d'origine bactérienne. Il faudrait également, selon eux, pouvoir disposer de vaccins améliorés contre la tuberculose, le choléra, la typhoïde, la rougeole, la méningite à méningocoques, la poliomyélite et certaines formes d'encéphalites. Il serait également nécessaire de parvenir à la mise au point de meilleures combinaisons de vaccins en vue de faciliter leur administration par une réduction du nombre des injections.

Microsphères biodégradables

Dans l'ensemble, les recherches portent aujourd'hui sur une substantielle de vaccins et mettent en œuvre des approches scientifiques très diverses. On estime que, dans le monde, les infections respiratoires aiguës tuent 3,6 millions de personnes chaque année, les maladies diarrhéiques d'origine virale et bactérienne 3 millions, la rougeole 340 000, le tétanos 340 000 et la tuberculose, à elle seule, 3 millions.

C'est dans ce cadre que se développe depuis deux ans l'Initiative pour les vaccins de l'enfance, lancée au terme du Sommet mondial pour les enfants de 1990, sommet au cours duquel les dirigeants d'une centaine de pays s'étaient engagés à faire en

sorte que la mortalité des enfants de moins de cinq ans soit réduite d'un tiers d'ici à la fin du siècle (1). En matière de vaccins, l'idéal est connu : disposer d'une méthode unique de vaccination administrable, si possible par voie orale, peu après la naissance, et qui protégerait contre les principales maladies infantiles d'origine infectieuse. On en est encore loin, rien ne permettant d'imaginer aujourd'hui que l'on pourra sans mal et sans risque introduire dans l'organisme du très jeune enfant une très grande quantité d'antigènes vaccinaux. Pour l'heure, les principaux progrès, plus modestes, portent sur deux types de vaccins :

• Le vaccin antipoliomyélique oral. L'amélioration concerne ici la stabilité à la chaleur de ce vaccin, les experts présents à Genève expliquant être parvenus à stabiliser le vaccin durant sept jours à la température de 37 degrés. L'objectif est de disposer d'un produit capable de résister à la température de 43 degrés durant sept jours. On espère ainsi résoudre le problème de la relative inefficacité du vaccin oral dans les pays du tiers-monde (70 % de séroconversion après trois ans dans ce cadre, près de 100 % dans les pays industrialisés). La mise au point de ce vaccin thermostable apparaît comme l'une des étapes indispensables dans l'optique de l'éradication de la poliomyélite.

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 16

(1) L'Initiative pour les vaccins de l'enfance a organisé une réunion les 16 et 17 novembre dernier à Genève au siège de l'OMS. Cette initiative est patronnée de manière conjointe par l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale, la Fondation Rockefeller et le PNUD (programme des Nations unies pour le développement).

Appel de candidature



Prix Scientifique Philip Morris 1993

L'Association pour le Prix Scientifique Philip Morris décernera pour la cinquième année consécutive, trois prix et une mention spéciale à des chercheurs français ou établis en France qui auront fait aboutir un projet de recherche appliquée.

Les prix, d'une dotation globale de 550.000 francs, seront remis en 1993 dans les disciplines suivantes :

**Physique
Biodiversité
Démographie**

Le jury, composé de scientifiques spécialistes de ces matières, attribuera les prix après examen des dossiers qui lui seront soumis

Dépôt des dossiers avant le 31 janvier 1993
Association pour le Prix Scientifique Philip Morris
5, rue Greffulhe - 75008 Paris - Tél. : (1) 47.42.53.00



20 Le Monde ■ Mercredi 11 décembre 1991

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

VERSAILLES Opéra Nôtre-Dame Mardi 11 décembre 21 h PARIS St-Louis Invalides Jeudi 3 décembre 21 h 38-55-71-12 (p.a. Valmécia)	J.-S. BACH Messe en si mineur Messe en si mineur de chambre de VERSAILLES Dir. : Bernard WAHL Sol. : C. HENRIQUIN C. DENLEY John ELVES J. BAERT	OPÉRA BASTILLE AMPHI- THÉÂTRE Lundi 7 décembre 20 h 30 Tél : 36 36 44-73-13-00 (p.a. Valmécia)	Ensemble ERWARTUNG Dir. : Bernard DESCHAUPE MILHAUD, WEILL SATIE, STRAVINSKY
CHATELET Théâtre Musée de Paris Mardi 2 Vendredi 4 Lundi 7 13 h 45 (p.a. Valmécia Café)	MIDIS MUSICAUX La 2 : Laurent NAOURI piano SCHUMANN Le 4 : Frédérique HAUFE piano SCHUMANN La 7 : M. Schumann PAPADAMANDIS MOZART, SCHUMANN	CHATELET Théâtre Musée de Paris Lundi 7 décembre 20 h 30 (p.a. Valmécia)	PLOWRIGHT Dir. : Vincent ROSSINI, PUCCHINI PONCHÉLLI, LISZT
THÉÂTRE CHAMPS- ÉLYSÉES Mardi 2 Vendredi 4 Mardi 9 19 h 30 17 h	ARMIDE Opéra de LULLY Dir. : Philippe HERREWEGHE Mise en scène Patrice CAURIER Moshe LEISER Chorégraphie Stéphane AUBIN COLLEGIUM VOCALE de GAND et de LA CHAPELLE ROYALE Compagnie LARSEN Coprédiction Théâtre CHAMPS-ÉLYSÉES DE VLAAMSE OPERA (Anvers et Gand) LA CHAPELLE ROYALE avec le soutien de la Caisse des dépôts et consignations, du Conseil supérieur de la Musique et de la Fondation France Tchaïkovski	SALE GAYEAU Mardi 9 décembre 20 h 30 (p.a. Valmécia)	J.M. FOURNIER prod. LES MARDIS de PHILHARMONIA présentent KAYALEH Ingrid Hoogendrop HAENDL, SMETANA SCHUMANN, RAVEL STRAVINSKY
AUDITORIUM CHATELET Lundi 11 18 h (p.a. Valmécia Duclos)	VOGLER SCHUMANN	SALE GAYEAU Mardi 9 décembre 20 h 30 (p.a. Valmécia)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS GRANDS MAÎTRES piano : PHILIPPE BIANCONI BRAHMS - SCHUMANN RAVEL - STRAVINSKY
THÉÂTRE CHAMPS- ÉLYSÉES Jeudi 3 20 h 30 (p.a. Valmécia)	Eugen INDJIC piano SCHUMANN PROKOFIEV	OPÉRA BASTILLE Studio Jeudi 10 décembre 20 heures Tél : 36 36 44-73-13-00 (p.a. Valmécia Pénel)	ALLIOT- LUGAZ opéra SCHUBERT FAURE, DUPARC MOZART, ROSSINI PUCCHINI
SALE ROSSINI 6, rue Dauphine Vendredi 4 20 h 30 (p.a. Valmécia)	RÉCITAL DE PIANO AGEDERIAN BRAHMS, CHOPIN SCHUBERT, LISZT	SALE GAYEAU Mardi 11 décembre 20 h 30 (p.a. Valmécia)	J.M. FOURNIER PRODUCTIONS ACTION MUSICALE PHILIP MORRIS DEBussy - RAVEL - FRANÇOIS DUBOIS LUDOVIC-AMADEUS SELM
CONCERTS ONMARCHÉ MAYN THÉÂTRE CHAMPS- ÉLYSÉES Dimanche 8 décembre 11 heures (p.a. Valmécia 8, rue)	J. WITTE Prod. Christian ZACHARIAS piano SCHUBERT	SALE GAYEAU Mardi 11 décembre 20 h 30 (p.a. Valmécia)	J.M. FOURNIER Prod. GRANDS MAÎTRES-VOUS Mardi NORDMANN harppe BEETHOVEN, GLINKA VILLA-LOBOS ALBENIZ
AUDITORIUM CHATELET Lundi 19 heures (p.a. Valmécia)	Ensemble Inter Contemporain KAGEL Roland HERMANN baryton KAGEL		

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE CHOPIN-REYER : Dimanche 8 décembre (14 h 30), Lundi 9 (15 h), Mardi 10 (15 h), Jeudi 10 (20 h 30), Vendredi 11 (18 h et 19 h 30), Samedi 12 (17 h), Dimanche 13 (14 h 30).
ÉGYPTE-MER ROUGE
LA ROUTE DES PHARAONS - Film de Christian MONTY
Des pyramides à la Vallée des Rois : mystère de l'Égypte antique. Expéditions des pharaons au pays de Poussin : Sout, Akhe, Vign, Dabou. Personnes des dieux et des hommes.
Sujet : BRÉSIL, du 17 au 24 JANVIER - Tél : 45-61-16-99

Pour **MANUSCRITS INÉDITS** Important
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres inédites seront publiées et diffusées
et bénéficieront d'une promotion auprès de tous les médias
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix Littéraire annuel
de 50 000 francs
Les manuscrits
à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
ÉDITEUR
17, rue Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AEL

DANSE

La mort de Jorge Donn

L'incarnation de l'homme moderne selon Béjart

Le danseur Jorge Donn, ancienne vedette des Ballets du vingtième siècle de Maurice Béjart, est mort lundi 30 novembre à Lausanne. Il était âgé de quarante-cinq ans.

En 1971, à Buenos-Aires, un jeune danseur de 25 ans s'embarque sur un bateau, où il devra travailler pour payer son voyage (aller simple, bien sûr). Destination : l'Europe, plus précisément Bruxelles, où il file droit vers le studio de Maurice Béjart. Quelques jours auparavant, au Théâtre Colon (de Buenos-Aires), il a ébloui par sa danse du vingtième siècle en tournée - il n'avait vu jusqu'ici que Gislène et le Lac des cygnes, il a suivi quelques cours en sollicité un professeur, il n'y avait aucune place libre dans la compa-

gnie. A Bruxelles, Maurice Béjart est ému par tant d'acharnement, il n'y a toujours pas de place jusqu'au jour - une mois plus tard - où la providentielle d'un danseur lui permet d'être engagé comme « remplaçant » pour une tournée au Liban. Jorge Donn ne quittera plus Béjart. L'exception de très brèves apparitions comme invité dans d'autres compagnies.

Bien qu'il ait commencé la danse dès l'âge de cinq ans, en Argentine (Donn est né à Buenos-Aires le 28 février 1947), et qu'il ait plus tard travaillé avec Tatiana Grantseva, il n'a jamais un virtuose académique, ce dont Béjart se soucie peu (en ce domaine, il peut disposer de Paolo Bortoluzzi). Jorge Donn a rapidement le style béjartien, mel-

ting-pot de cent styles divers et d'invention personnelle, et se voit confier les plus beaux rôles de la chorégraphie de Béjart. Comédien autant que danseur, il marquera particulièrement *Roméo et Juliette*, *Bhakti*, *Nijinski*, *Le Dieu*, *Stimmung*, *Maria* sans maître, *Que l'amour me dit*, *Mari Faust* ou les *Amants*. La beauté de son corps le plus souvent dénudé, la blonde crinière léonine qui l'entourait, sa forte présence captivent les regards, mais le rayonnement exceptionnel qui émane de lui vient de plus loin : d'un engagement total qui lui fait empiéter de spiritualité le mouvement. Il est entré en scène comme on entre en religion. Ainsi sera-t-il l'incarnation idéale de l'homme moderne selon Béjart, tourmenté, contradictoire, mais en quête de lumière à travers des rituels mystiques.

ARTS

Ouverture du nouveau musée d'Epinal

Après dix années de gestation, le Musée départemental d'art ancien et d'art contemporain d'Epinal ouvre ses portes au public. Le nouveau musée a absorbé le bâtiment ancien et s'inscrit dans une structure moderne. De l'extérieur, il apparaît comme un gigantesque volume de béton traversé par une nef de verre. Il a été inauguré, vendredi 27 novembre, par M. Jacques Sallo, directeur des musées de France, en présence de M. Christian Poncelet, président du conseil général des Vosges, et de M. Philippe Séguin, député des Vosges et maire d'Epinal. L'ensemble a coûté 64 millions de francs : 23 millions ont été versés par l'Etat, 7,5 millions par la région Lorraine, 31,5 millions par le conseil général des Vosges et 1,4 million par la ville d'Epinal.

Le Musée départemental d'art ancien et d'art contemporain abrite des collections très diverses. D'abord, un fonds considérable d'imagerie populaire, ensuite, une invitation au voyage, de l'Antiquité à nos jours, à travers sculptures religieuses, vitraux, tapisseries, stucs et peintures (Clouet, Van Cleve, Rembrandt, La Tour, Claude Gellée, Vignon). L'art contemporain est représenté par une centaine de pièces, dont beaucoup depuis 1982 par le conservateur, M. Bernard Huin, de l'art minimal au nouveau réalisme, en passant par l'art conceptuel, l'art power et le pop art.

MUSIQUES DU MONDE
75°
THEATRE DE LA VILLETTE
PARIS
SAM. 5 DEC. A 18H
MOHAMMAD MUSAVI ney
IRAN
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Fou d'opéra et de cinéma, doué d'un humour redoutable, parvenu aux sommets de la mondialité, masquant une angoisse sous un calme souriant, Jorge Donn a conservé jusqu'au bout une honnêteté et une pureté qui ne sont pas des plus répandues dans le monde du spectacle. Aux yeux des milliers de jeunes qui l'attendaient à la sortie des palais des sports, des théâtres, il restait le danseur de la Belle Époque, le danseur de la Belle Époque, le danseur de la Belle Époque.

SYLVIE DE NUSSAC

PATRIMOINE

Louis Vuitton chez Louis-Philippe

Après les sinistres de Windsor et de la Hofburg, « Versailles peut-il brûler ? », demandait France-Soir, la semaine dernière. Les responsables du palais n'ont pas répondu à la question, lundi 30 novembre, lors de la conférence de presse destinée à annoncer la réouverture des salles « Afrique » et « Crimée », mais la présence des pompiers était ostensible.

Les pompiers étaient aussi sur les murs : *Prise de la smalah d'Abdel-Kader*, *Siège de Constantin*, *Bataille de Solferino*, *Assaut de la tour de Malakoff*, *Chargé de fleischschotten*. Ces immenses panoramas militaires, souvent à plusieurs mètres de haut, sont signés Horace Vernet, Gustave Doré ou Jean Morot. Certains atteignent les 10 mètres de long. La plupart ont été commandés par Louis-Philippe, soucieux de transformer le château de Versailles en Musée d'histoire de France, de Clovis à Napoléon I^{er}, avec une mention spéciale pour exalter les actions d'état de son propre règne, Napoléon III et la jeune troisième République continuèrent son œuvre. Ces grands tableaux historiques, dans une saute héroïque, occupent sept salles, l'alle nord, soit près de 1200 mètres carrés.

Celles-ci, depuis longtemps un public, étaient devenues des réserves de peinture. Grâce au mécénat de la société LVMH, elles vont progressivement réouvrir, après la restauration des toiles et des décors. Mieux, elles vont devenir des lieux où les expositions temporaires pourront se déployer à l'aise. Une opération étalée sur trois ans et dont le montant n'a pas été divulgué. Les mécènes sont toujours bienvenus à Versailles, a rappelé Jean-Pierre Babelon, conservateur du musée. Les groupes sculptés, les grilles sur la place d'armes vont être restaurés avec la contribution des Amateurs Français de la Vieilles Maisons Françaises : le moulin à farine sera restauré par les amis du Peugeot Automobile et sa grille grâce à la Fondation pour les animaux, que le World Monument Fund se chargera de la grille en état de la grille royale du potager du roi. Cependant, l'Etat reste, de très loin, le principal bailleur de fonds pour l'entretien du patrimoine français.

E. de R.

ORCHESTRE DE PARIS
Mercredi 2, jeudi 3, vendredi 4 décembre - 20h30
LORIN MAAZEL direction
STRAVINSKY
DEBUSSY
Location Salle Pleyel : 252, rue du Faubourg Saint-Henri 75008 Paris
45 65 07 96

Nicolas Courtois et Pascal Bernardin présentent
ARTHUR H
à partir du 14 janvier 92
Chapiteau Cabaret Magic Mirrors
au Parc de la Villette
Locations : FNAC, VIRGIN et 3615 MG

ENSEMBLE INTER
Direction
Mauricio Kagel
Mauricio Kagel
Le 24 décembre 1991
Roland Hermann
7 décembre à 19 heures
Auditorium Chatelet
40 28 28 40

KAT ONOMA
NOUVEAU SINGLE
"THE RADIO", DECOUVREZ
LES REMIXES D'ARTHUR
BAKER ET LE NOUVEAU CLIP
EN ROTATION SUR M6, MCM
ET CANAL+
DECEMBRE
ROUEN : MARDI 1ER
Paris : jeudi 3
Casino de Paris
NANTES : LUNDI 7
CAEN : MARDI 8
"Billy The Kid" Tour

TOULOUSE : JEUDI 10
MONTPELLIER : VENDREDI 11
BORDEAUX : SAMEDI 12
RENNES : MARDI 15
BESANCON : JEUDI 17
LYON : VENDREDI 18
ALBUM "BILLY THE KID"
AVEC 16

BILLET

La guerre de l'acier

Les relations commerciales CEE-Etats-Unis prennent, de plus en plus, l'apparence d'un champ de mines. Comme si le volet agricole du GATT n'y suffisait pas, le département du Commerce vient de retrouver un terrain d'affrontement. Sur le dossier de l'acier, cette fois.

Les autorités fédérales ont en effet décidé, le 30 novembre, d'augmenter, à titre conservatoire, les droits de douane sur les aciers américains. Cette mesure, dont les CEE, accusées d'avoir octroyé des aides publiques à leur sidérurgie, la France, l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et l'Espagne sont concernées, tout comme la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, la Suède, le Mexique, le Brésil et la Corée du Sud. Pas moins de trente plaintes avaient été déposées par les sidérurgistes américains, qui s'estiment lésés. Les droits de douane supplémentaires, fixés en fonction des produits et de l'importance présumée des subventions, varient de 1 % à 10 %.

La décision n'est pas définitive. Elle va pourtant s'appliquer immédiatement et réduire, si ce n'est interrompre totalement, le flux d'importations. Quel acheteur s'engage en provenance des pays concernés acceptera de déposer à l'avance une caution égale au droit de douane supplémentaire pour chaque tonne. D'autant que cette caution gèle pour un temps non déterminé sera irrécupérable, en cas de confirmation de la décision du département américain du Commerce. Pour Usinor-Sacilor, par exemple, taxé à 20,4 %, le dépôt de garantie s'élève à 28 400 dollars par expédition de 100 000 tonnes. La CEE vend 2 millions de tonnes de tôles et de plaques aux Etats-Unis, l'équivalent de la production d'acier plate de la France. Déformées du continent américain, ces volumes risquent d'engorger un peu plus le marché sidérurgique européen, déjà victime de surproductions relatives, et d'accroître les restructurations.

D'autant que les mesures annoncées le 30 novembre ne sont qu'une première étape. Les autorités américaines ont annoncé qu'elles poursuivront la même politique de protectionnisme à l'égard de la sidérurgie européenne. Une nouvelle bataille commerciale est engagée.

CAROLINE MONNOT

Les ministres des finances et de l'économie en désaccord sur l'évolution de la conjoncture

L'Allemagne menacée de stagflation

Depuis mai, le recul de l'activité a été en Allemagne beaucoup plus marqué que prévu. L'inflation en revanche montre de nouveaux signes de hausse, tandis que s'ouvrent les négociations salariales pour 1993. L'Allemagne est-elle en stagflation? En tout cas, la motivation allemande a cessé de tirer l'Europe.

FRANCKFORT

de notre correspondant

Pour le ministre de l'économie, l'activité s'est tellement ralentie depuis l'été que le pays connaît une récession : « Il ne faut pas se laisser la face », déclare M. Jürgen Möllemann à la chaîne de télévision ARD lundi 30 novembre, au premier jour de l'année nouvelle.

« Nous n'avons pas de croissance, mais plutôt un léger recul », le ministre des finances l'a immédiatement contredit : « Des indicateurs importants de croissance sont passés au vert », a affirmé le même jour en Bavière M. Theo Waigel, expliquant notamment que les taux d'intérêt devraient baisser l'an prochain.

La Bundesbank, que l'on accuse d'avoir refroidi exagérément la conjoncture en pratiquant un coût trop élevé de l'argent, estime aussi que le ciel n'est pas si noir. « La baisse des taux signifie plutôt un retour à la normale qu'une tendance récessive », a déclaré son président, M. Helmut Schlesinger, au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 1^{er} décembre.

Les demandes des syndicats

Si l'on emprunte aux Américains leur définition d'une récession (un recul de la croissance sur deux trimestres consécutifs), l'Allemagne, avec une chute du PNB de 0,2 % au deuxième trimestre puis de 0,4 % au troisième, selon les prévisions de la Deutsche Bank, se trouve officiellement en récession. Elle le restera au quatrième trimestre (-0,4 %) attendu par la Deutsche Bank et au premier trimestre de 1993 (-0,1 %). L'industrie est le secteur le plus touché. Dans une majorité de secteurs, l'heure est aux restructurations.

Pour les mois à venir, on attend 20 000 suppressions d'emplois dans la chimie, 20 000 dans la sidérurgie, 10 000 dans les fondations et pas moins de 200 000 dans l'automobile. Les autres secteurs (banques, bâtiment, services) tirent en revanche mieux leur épingle du jeu. Les économistes allemands rejettent dans leur majorité le mot de récession « à l'américaine ».

« Nous devons nous attendre à une baisse des salaires », indique par exemple le Dr Jürgen Pfister de la Commerzbank.

En fait les Cassandre ont un motif immédiat : peser sur les négociations salariales pour 1993. Il s'agit de faire comprendre aux syndicats qu'une modulation s'impose de toute urgence. Pour l'instant les demandes restent élevées :

le syndicat des assurances réclame une hausse de 7,5 %, tout comme celui de l'acier. L'OTV (services publics), qui avait décliné une grève de deux semaines au printemps, demande 1 %. Mais le climat semble aux concessions. Selon la Commerzbank, les négociations se solderont par un résultat un peu inférieur à 4 % dans le secteur public et un peu supérieur dans le secteur privé. L'industrie qui peut attendre l'an prochain aura l'impression que la hausse moyenne est proche de 6 %. La différence serait de deux points. Mais une telle inflation, dans un contexte inflationniste qui ne porte guère à l'optimisme?

C'est le réel du *Frankfurt* ne s'accroît pas du retour au climat des prix. Le ciel est pourtant coopératif puisque les prix pétroliers sont à la baisse et que les cotations des produits finis. L'industrie a un rythme modéré au prix (1 % de hausse en un an). Mais les services (assurances ou loyers) glissent à vite que l'inflation stagne 0,5 % en novembre, ce qui porte le glissement à 3,7 % en un an alors que la tendance était revenue vers les 3,4 % cet été. La hausse pourrait atteindre 1 %

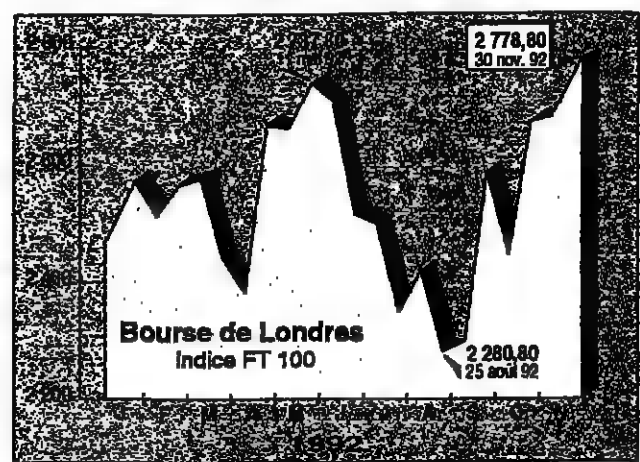
avant même que la hausse de la TVA de 1 point au 1^{er} janvier ne vienne ajouter trois quarts de point à l'indice.

L'an prochain, la hausse des prix devrait être de 3,5 % et le PNB devrait croître de 1 % (prévision par exemple de la Commerzbank). Inflation forte, croissance faible : il faudrait parler de stagflation. Le gouvernement peut-il y remédier? Hélas, il est bien tard. M. Helmut Kohl a lié les mains : les dépenses publiques de l'Etat et l'énorme endettement public (la dette publique s'élève à 50 % du PNB en fin d'année), obligent plutôt à lever des impôts. Mais un tel pénaliser encore plus la conjoncture. Le gouvernement a tenté d'en venir à bout par une solution : augmenter encore le déficit budgétaire.

On se souvient à ce moment du pire. Mais le climat s'en trouve alourdi. Les industriels attendent une reprise mais hésitent à investir sur sa date. Ils ont aussi une mauvaise solution : augmenter encore le déficit budgétaire.

ERIC LE BOUCHER

Nouveau record absolu à la Bourse de Londres



En gagnant en une seule séance 19,7 points, l'indice FT 100 de la Bourse de Londres a atteint, lundi 20 novembre, un nouveau plus haut historique. C'est la première fois en trois jours que le principal indicateur de la place londonienne bat ses records d'antenne.

En cours de séance, il a en instant dépassé les 2 700 points pour s'élever à 2 784,10 points. Des espoirs de baisse des taux d'intérêt allemands ainsi que l'annonce de la progression de 3 % de la masse monétaire sur les douze derniers mois - qui peut être interprétée comme un signe de début de reprise - expliquent en partie cette vive progression.

Les syndicats et les élections du 9 décembre

La sage campagne prud'homale

Les syndicats ont réuni un effort sans précédent pour constituer leurs listes dans la perspective des élections prud'homales du mercredi 9 décembre. Elles présenteront 64 967 candidats pour un total de 7 169 sièges à pourvoir. Conscients que l'enjeu essentiel de ces élections sera le niveau de participation des salariés, les syndicats préfèrent mener une campagne « raisonnable », où la pédagogie l'emporte sur les polémiques.

C'est tout ce qu'il faut pour un exploit. Mais c'est tout de même une performance. Avec près de 61 000 candidats, soit 58 774 défendant les couleurs des organisations représentatives au plan national (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), le syndicalisme français semble disposer de suffisamment de moyens humains pour payer le prix de sa division. La liste présentée à la CFDT, qui avec 1 231 candidats, soit 13 276 candidats, sera en tête des listes syndicales dans les sections (industrie, commerce, services divers, agriculture et encadrement), chez la CGT (13 234 candidats), chez la Force ouvrière a mobilisé 13 225 candidats, soit 13 225 de plus qu'en 1987. Mais que la participation légitime des salariés de ces élections apparaît, paradoxalement, comme un aveu de fai-

blesse. C'est que, confrontés à la crise de militantisme, elles ont éprouvé bien des difficultés à boucler leurs listes.

Cette fois encore, la concurrence des autres organisations ne sera pas négligeable. Elles tenteront de constituer des listes d'union mais grandissante acquiesce au fil des semaines à l'absence des syndicats professionnels. Peu connus des salariés, la Confédération des syndicats libres (CSL), proche de la droite, l'Union française du travail (UFT) ne sont pas syndiqués divers et variés s'en tiennent à la dénonciation rituelle de la « politique du syndicalisme ». Quant au « groupe des dix », qui rassemble des organisations dont la plupart travaillent dans le secteur public - le FGA (fonction publique), la FMC (cadres de la SNCF), le SNU (agents de l'administration des impôts), le SNTA (contrôleurs aériens) ou le JN (journalistes) - il prône l'« unité » et le « syndicalisme ».

Les polémiques entre parenthèses

Jusqu'à présent, un ton de non-agression implicite paraît avoir été le plus d'actualité. Les polémiques politiques intersyndicales sont mises entre parenthèses. Chacun préfère expliquer que le recours aux prud'homales n'arrive pas qu'aux autres et qu'il est en exercice la compétence de ses militants sans trop vanter sa « militance » (ce qui, dans le

syndicat français, passe obligatoirement par la médiation du juge conciliant). L'adversaire principal de l'indifférence, c'est-à-dire l'abstention (41 % en 1982, 54 % en 1987), qui menace d'entraîner un nouveau sommet. Si cette abstention nuit à la militance de nos élections, elle ne favorise pas la participation par les Français de l'institution prud'homale qui statue chaque année sur quelque 200 000 litiges individuels entre salariés et employeurs.

Comme les autres centrales, la CGT a opté pour une « communication de terrain » afin de mieux apparaître comme une organisation « qui veut complètement épouser son époque et surmonter la crise du syndicalisme, qui se concerne elle-même ». Le slogan « pour la défense du poids de nos droits » - est soutenu par un budget limité (1,8 million de francs), le reliquat de la subvention de 2,5 millions de francs est alloué à des « trois grands » (CGT, CFDT et FO) dans une « opération de soutien aux frais de déplacement supplémentaires encourus par le caractère national de la consultation ». Force ouvrière a été une argumentaire sur l'« indépendance » et y consacre un budget confédéral de 7 à 8 millions de francs, notamment en transformant provisoirement son journal en un quotidien de haut niveau.

La campagne de la CFDT (1,5 millions de francs, dont 1,5 million pour les structures profes-

sionnelles régionales) avait mal commencé. Il a en effet fallu mettre au pilon l'ancien directeur de la CGT de la région de la Seine-Saint-Denis, remplacé fin octobre non sans remous par M. Michel Maitre au poste de secrétaire général. Selon les responsables cédés, ce changement de leader ne perturbe pas la campagne syndicale, élaborée autour du thème « l'efficacité à nos côtés ».

La CFE-CGC, qui doit se contenter d'une subvention de 1,5 million de francs, ont choisi deux approches différentes. La première met en avant les valeurs familiales et traditionnelles avec un message slogan (« la vie à défendre »), alors que la CFE-CGC mène une série de campagnes régionales « pour mettre coller au terrain », avec un budget de 3 millions de francs, un peu inférieur à celui de la centrale chrétienne. Enfin, le CNPF, qui n'a pas reçu d'aide publique, a apporté un soutien logistique et non financier aux unions patronales afin de stabiliser les entreprises.

En définitive, le plus gros budget (35 millions de francs) de ces élections prud'homales est celui dépensé par le ministère du Travail pour inciter, sous forme de messages publicitaires, les employeurs à favoriser leurs salariés et convaincre les derniers de se rendre aux urnes le 9 décembre. Mais c'est ce qui est le plus important?

JEAN-MICHEL NORMAND

Retour à la case départ

Pentland revend sa participation dans Adidas à Bernard Tapie Finance

Un mois et demi après avoir renoncé à l'acquisition d'Adidas, le groupe britannique Pentland s'est vu offrir des 20,05 % de capital qu'il revend à Bernard Tapie Finance. Pentland, holding allemand qui détient 23 % de la firme aux trois bandes, annonce lundi 30 novembre, cette cession est en fait un retour à la case départ : l'opération n'est autre que la participation à Pentland de la firme française Bernard Tapie Finance SA (BTF) qui avait pris la participation à Pentland en août 1991. Une opération qui, à l'époque, avait permis à BTF de rembourser une partie des dettes contractées lors du rachat d'Adidas.

L'aller et retour du britannique ne lui a certes pas permis de prendre le contrôle de la marque de sport comme il le souhaitait. Il s'est justifié son renoncement par des « découvertes imprévues » dans les comptes d'Adidas (le Monde du 16 octobre). Mais il lui permet d'empêcher, au passage, de substantielles plus-values. Adidas 134,5 millions de francs, les 20,05 % de BTF GmbH ont été revendus 147,75 millions. Plus de 13 millions de deutschemarks viennent ainsi s'ajouter au 20 millions de livres de gain de change dégagés par Pentland.

Crise dans le luxe

Jean-Louis Scherrer et Givenchy vont supprimer des emplois

Trente-cinq suppressions d'emplois chez Givenchy et près de cinquante chez Jean-Louis Scherrer : la société de luxe n'est pas à l'abri de la crise. Ces deux maisons sont les premières à annoncer des plans de restructuration pour faire face à la mauvaise conjoncture.

Les actionnaires de Jean-Louis Scherrer - la société Hermès et le japonais Seibu, qui avaient pris la majorité du capital de cette maison en mars 1990 - ont décidé mardi 1^{er} décembre une complète restructuration de leurs activités. Depuis deux ans, des difficultés internes et la mauvaise conjoncture les avaient

amenés à remettre 80 millions de francs dans cette entreprise, qui réalise un chiffre d'affaires de 140 millions de francs. « Nous allons procéder à un plan d'urgence », a annoncé M. Patrick Thomas, PDG de la société. Le plan d'urgence va aboutir au licenciement de la moitié des trente-cinq salariés. Quant au développement, il va à l'encontre de la stratégie actuellement menée dans ce secteur : il s'agit de relancer l'activité haute couture en la confiant à un créateur de renom. Le but de cette restructuration est d'établir l'équilibre en 1993.

Chez Givenchy, qui fait partie de la galaxie du numéro un mondial de la mode LVMH (Louis-Vuitton Moët-Hennessy), la direction a annoncé lors d'une réunion du comité d'entreprise qui s'est tenue le 1^{er} novembre la suppression de trente-six emplois en raison d'un « déficit important ».

Les difficultés de ces sociétés pourraient bien être les prémices d'une crise de ce secteur, qui avait connu, au cours des dix dernières années, un âge d'or exceptionnel.

F. Ch.

COMPUTER BENCH
Apple Center - 13, rue de la Croix - 92000 Nanterre
TEL. (1) 49 58 11 00
FAX (1) 46 78 11 11

Le Macintosh LC à petit prix doux

16 A 40 MHz 14" coul. 8423F
ClarisWorks nous consulter.

(Publicité)

STYLES ET FORMES
SARL en liquidation en date du 30 septembre 1992
AU CAPITAL DE 50 000 FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 23 ter, rue de l'Égalité
CERNY - LA FERTÉ ALAIS (Essonne)
R.C.S. CORBEIL B 382 509 933
SIRET : 382 509 933 0001

AVIS DE LIQUIDATION

L'Assemblée générale des associés, réunie le 31 octobre 1992, a décidé de déclarer la SARL en liquidation à compter du 30 septembre 1992.

Elle a nommé M. BENELHADI Pierre, comme liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus, sous la loi sur les usages du commerce, en vue de mener à bonne fin les opérations en cours, réaliser sous les réserves prévues par la loi les éléments d'actif de la société, payer la passif et répartir le solde en espèces entre les associés en proportion de leurs droits.

Le siège de la liquidation a été fixé à CERNY-LA-FERTÉ-ALAIS (Essonne), 23 ter, rue de l'Égalité. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué, en annexe au registre de commerce, au Greffe du Tribunal de Commerce de CORBEIL-ESSONNES.

Les modifications des mentions antérieurement publiées relatives à la dissolution sont les suivantes :

Ancienne mention : Durée de la société : 23 juillet 1990.

Nouvelle mention : Durée de la société : Dissolution anticipée à la date du 30 septembre 1992.

Ladite assemblée a approuvé le compte définitif de la liquidation, donné qu'elle a la gestion et le décharge du mandat de liquidateur et a décidé la clôture de la liquidation.

Les documents de liquidation ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de CORBEIL-ESSONNES.

هكزا سن الاثني

ÉCONOMIE

Une étude de l'INSEE le quotient familial

Les deux faces de l'équité fiscale

Le quotient familial, qui, en France, permet de tenir compte de la situation familiale dans le calcul de l'impôt sur le revenu, est-il menacé ? Un économiste de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - M. Henri Sterdyniak - éprouve, en tout cas, le besoin de voler au secours du système.

En 1982, la gauche a plaidé les effets du quotient familial pour les familles disposant de revenus importants. Mais, depuis cette date, les idéologues ou moralistes (les familles aisées seraient trop privilégiées par rapport aux familles disposant de revenus modestes ou moyens) ont fait du déficit budgétaire (le quotient familial coûte 11 milliards de francs par an à l'État) un argument original.

En 1948, parce que les pays étrangers - à l'exception du Luxembourg - n'ont jamais repris ni imité le système français qu'un économiste de l'OFCE voit à son secours avant qu'il ne soit trop tard ? Il est bien vrai que des réformes importantes ont, ces dernières années, été proposées et votées sans véritable réflexion nationale ni débat démocratique et que des surprises de dernière heure sont toujours possibles. La PAC (politique agricole commune) en est un bon exemple avec les résultats qu'on sait. Mais, dans le climat actuel, qui n'est pas précisément à l'abandon des spécificités nationales, l'hypothèse paraît tout de même peu vraisemblable, le quotient familial faisant partie de notre culture fiscale. Même s'il est vrai que le Conseil des impôts avait émis quelques réserves dans son rapport de 1990 consacré à l'impôt sur le revenu, même s'il est vrai aussi que, récemment, l'OCDE, dans son rapport de 1991 consacré à la France, estimait que la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu était entamée par « le système du quotient familial qui favorise les ménages à hauts revenus avec de nombreux enfants et est coûteux du point de vue du rendement ».

Égalité familiale

Une réforme du quotient familial, si elle n'est pas actuellement à l'ordre du jour, pourrait en revanche redevenir d'actualité si la même revenait au pouvoir l'année prochaine. La réforme prendrait le chemin inverse, puisqu'elle pourrait aller jusqu'à annuler les modifications introduites par la gauche il y a dix ans. C'est, d'une certaine façon, une démonstration de la sagesse fait M. Henri Sterdyniak, qui plaide pour un retour (ou presque) à la parité du système du quotient familial tel qu'il fut conçu il y a quarante-quatre ans, au lendemain de la seconde guerre mondiale.

En 1980, juste avant la victoire de M. Mitterrand et des socialistes, deux économistes, M.M. Etienne Louis et Jean de Martillac, avaient provoqué un certain émoi en affirmant que la réforme du quotient familial était une erreur.

La thèse des deux économistes était que « le quotient familial est toujours supérieur pour la famille à revenu relativement élevé à ce qu'il

est pour la famille plus modeste ». Une idée que la gauche avait reprise pour justifier le plafonnement des effets du quotient familial, décidé en 1981 et qui a partir de 1982.

Le point de vue défendu par M. Sterdyniak est exactement inverse. L'économiste de l'OFCE ne conteste pas que le quotient familial avantage les familles à revenus élevés par rapport aux familles à revenus modestes. Mais la nécessaire redistribution par l'impôt entre riches et pauvres, qui est une redistribution verticale, est opérée en partie par la progressivité du barème de l'impôt. Le quotient familial vise, lui, un tout autre objectif : tel qu'il fut conçu à l'origine, il tend à empêcher qu'une famille riche ayant des enfants ne soit désavantagée - en termes de niveau de vie - par rapport à un célibataire ou une famille aisée mais sans enfants. Il agit donc d'après l'auteur sur une non pas verticale.

Plus les enfants sont nombreux, moins le niveau de vie est élevé pour un même revenu, celui-ci fut-il élevé. L'auteur cite le cas d'un couple de cadres moyens sans enfant qui peut facilement louer un deux pièces à Paris pour y travailler. A position hiérarchique équivalente des parents, une famille de deux ou trois enfants ne peut habiter en banlieue, le loyer de transport quotidien s'ajoute au temps obligatoirement consacré aux enfants. Il importe donc que l'impôt corrige l'injustice qu'il y a à voir un célibataire ou un couple sans enfant vivre beaucoup mieux qu'une famille à revenus primaires équivalents.

Fort de ce raisonnement, l'auteur estime que le coût du quotient familial - 54 milliards de francs - ne peut pas être ajouté aux aides familiales (96 milliards de francs de prestations), dispositif correcteur empêchant de suretaxer un certain nombre de familles. « L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

« L'absence d'un système de quotient progressif dans un système d'impôt progressif doit être corrigée », conclut-il.

possibles : maintenir le quotient familial, supprimer le quotient familial mais donner au contribuable le droit de pratiquer un abattement sur le revenu, de 16 000 francs par enfant à charge de 10 000 francs à partir du troisième enfant (coût de la réforme) ; maintenir le quotient familial mais remplacer le quotient familial par un abattement d'impôt de 3 000 francs par enfant à charge et de 10 000 francs à partir du troisième enfant ; supprimer le quotient familial et offrir deux options : un abattement de 34 000 francs pour l'épouse et de 17 000 francs pour les deux premiers enfants (34 000 francs à partir du troisième) avec imposition commune ou des impositions séparées avec affectation librement choisie des abattements pour les enfants.

Enfants de pauvres

Mais l'auteur repousse ces options qui, créant des abattements fixes indépendants des revenus, favoriseraient les ménages disposant de faibles ressources et défavoriseraient les ménages à revenus élevés. Si M. Michel Claude estime que les systèmes étrangers réduisent l'éventail de dispersion des revenus disponibles tant en termes de revenus par foyer fiscal qu'en termes de revenus par unité de consommation (ou part fiscale), M. Henri Sterdyniak estime qu'on ne doit pas négliger les objectifs différents. En reformant de la sorte, on s'en prendrait « à des familles nombreuses relativement aisées mais qui subissent déjà une baisse importante de leur niveau de vie par rapport à la situation où elles seraient restées sans enfants ».

L'économiste de l'OFCE montre aussi qu'un tel objectif conduit à une telle démarche poussée à l'extrême : une incitation forte à avoir des enfants pour les familles pauvres, une pénalisation pour les familles riches, qui s'en feraient pas. Les enfants ne seraient donc que dans les familles pauvres. Tout au contraire, souligne M. Henri Sterdyniak, « un système fiscal équitable doit permettre aux couples à tous les niveaux de revenus d'avoir des enfants sans subir une baisse trop forte de leur niveau de vie ».

L'auteur ajoute que la Grande-Bretagne, souvent citée en exemple par les détracteurs du système français, ne prend pas en compte fiscalement le nombre d'enfants. A revenu global identique, une famille de trois enfants paie autant d'impôts qu'un couple sans enfants. Infériorité qui n'est pas compensée par des prestations familiales plus généreuses pour les familles d'un seul enfant : 315 francs par mois d'allocation familiale par enfant en Grande-Bretagne, 610 francs pour deux enfants en France (les familles d'un seul enfant ne reçoivent pas d'allocation) et 781 francs par enfant supplémentaire.

« Le système français devrait être totalement au quotient familial », dit l'auteur qui propose que soient intégrées déduites (pour les faibles impositions) et minorées, car elles polluent le mécanisme en le rendant opaque et contradictoire puisqu'elles consistent à accorder des réductions en fonction de l'impôt dû et non du montant de l'impôt par part fiscale comme le veut le quotient familial. L'auteur demande aussi que soit réformé le régime fiscal des concubins avec enfants qui bénéficient d'indemnités d'une demi-part supplémentaire.

Si la fiscalité française est peu redistributive verticalement, faut-il alors attaquer cet autre problème en modifiant le barème de l'impôt sur le revenu ? M. Henri Sterdyniak non seulement n'en pense rien, mais il propose de le laisser tel quel. L'idée, mais surtout de maintenir le poids des cotisations sociales et d'en transférer une partie sur l'impôt sur le revenu, car c'est le poids excessif de ces cotisations qui empêche l'impôt de jouer son rôle redistributif. « Pour que le système fiscal joue un plus grand rôle redistributif, il faudrait au profit des familles, il faudrait un poids plus fort ». L'auteur suggère de ne laisser à la seule charge des cotisations de Sécurité sociale que le financement des prestations ayant un caractère d'assurance (retraites, chômage, indemnités maladie) et de transférer à l'impôt sur le revenu les prestations ayant un caractère de solidarité, c'est-à-dire celles qui ne dépendent pas du niveau des cotisations versées : allocations familiales, prestations maladie en nature, hôpital, etc.

Un transfert de quelque 500 milliards de francs des cotisations sociales à l'impôt sur le revenu qui aurait, entre autres, l'avantage de faire apparaître une chose importante : les salariés situés au bas de l'échelle des revenus paient un impôt au taux de 33 % alors qu'ils sont officiellement exonérés. A contrario, les cotisations sociales qu'ils paient sont officiellement exonérées. Les Français continueraient de payer aux régimes de protection sociale des primes prélevées sur le revenu des salariés.

Vaste programme dont l'un des principaux avantages serait de rendre moins opaque un système de prélèvements fiscaux et sociaux dont personne ne sait plus exactement qui le paie et dans quel but.

ALAIN VERNHOLLES

(1) « Deux points de vue sur le quotient familial », *Economie et statistique*, n° 256, INSEE.



MODÈLE DE CONVENTION FISCALE CONCERNANT LE REVENU ET LA FORTUNE
Le Modèle est utilisé dans le monde entier, non seulement comme base de négociation des conventions fiscales bilatérales, mais aussi comme guide pour leur application et leur interprétation. Les premières éditions ont été envoyées gratuitement aux acquéreurs, cette édition est présentée en un volume et un supplément.

LA GESTION DES RISQUES DANS LES SECTEURS FINANCIERS
Fait un tour d'horizon des problèmes de gestion dans le secteur financier et comporte une partie consacrée aux risques inhérents aux systèmes de compensation et de règlement sur les marchés de contrats à terme et d'options.

FINANCEMENT ET DETTE EXTERIEURES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
Les données les plus récentes sur les flux de ressources financières vers les pays en développement et sur l'endettement extérieur de ces derniers.

PERSPECTIVES À LONG TERME DE L'ÉCONOMIE MONDIALE
Examinent les perspectives des grandes régions du monde, évaluent les principaux facteurs susceptibles d'agir sur l'économie mondiale dans le long terme et explorent les incidences d'un large éventail de questions notamment l'accord de libre-échange nord-américain, l'intégration économique et politique en Europe, le dynamisme de la région Asie-Pacifique et les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale.

VILLES ET TECHNOLOGIES NOUVELLES
Un guide pour les élus et les responsables de l'évolution des villes.

LES MARCHÉS FONCIERS URBAINS
Quelles politiques pour les années 90 ? Analyse les principaux problèmes au fonctionnement des marchés financiers en zone urbaine, évalue dans quelle mesure les politiques urbaines parviennent à résoudre ces problèmes et identifie certaines politiques novatrices dans ce domaine.

POLITIQUES URBAINES POUR LES PERSONNES AGÉES
Analyse les conséquences pour les villes du vieillissement de la population, évalue les programmes originaux mis en œuvre pour y faire face et examine les stratégies d'application et de financement destinées à permettre aux personnes âgées de mieux vivre en ville.

CHANGEMENT STRUCTUREL ET PERFORMANCE DE L'INDUSTRIE
Étude de la décomposition de la croissance pour sept pays : Allemagne, Australie, Canada, États-Unis, France, Japon et Royaume-Uni.

CATALOGUE PUBLICATIONS DE L'OCDE
Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Faure, 75016 Paris, lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures, ou par correspondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement d'inclure le montant de la participation aux frais d'envoi, soit 10 francs pour un livre et 15 francs pour chaque ouvrage supplémentaire.

Service des publications
Organisation de Coopération et de Développement Économiques
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 12

POURQUOI THY?



FIABILITÉ ET PRÉCISION...

Sécurité et précision sont un concept de base essentiel en aviation. Depuis 59 ans, Turkish Airlines a fait de cette philosophie sa devise pour ses activités en Turquie et à l'étranger, la fiabilité au ciel. Elle jouit actuellement d'une excellente réputation, nullement usurpée, parmi tous les usagers des transports aériens de par le monde. Les professionnels et techniciens de Turkish Airlines forment une solide équipe, parfaitement qualifiée, un service 24 heures sur 24 pour assurer votre sécurité à bord. Fiabilité et ponctualité sont d'ailleurs leurs maîtres mots.



TURKISH AIRLINES

"Comptez plus pour nous"

IUA

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - ACBSP
Montgomery Street - San Francisco CA 94111

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

Ph.D. Doctorate of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission en Ph.D. Doctorate of Business Administration :
Diplômés de l'enseignement supérieur en management : Doctorats, MBA, DEA, DESS.

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut
du management international couronné par une thèse-dissertation 2 ans hors résidence.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chailot, 75116 Paris - Tél. : (1) 40 11 51

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA - Programme associé en Asie : APAC HONG KONG

IUA

PRESSE

Les comptes
du Monde en 1991

L'année 1991 a été marquée par deux évolutions contradictoires : d'une part, des efforts ont été faits pour rétablir l'équilibre ; d'autre part, la stagnation de l'économie française s'est traduite par une chute brutale des recettes publicitaires, notamment en ce qui concerne les annonces d'emploi. En dépit de cette chute, l'amélioration de la gestion a permis de réduire sensiblement les pertes d'exploitation et d'espérer atteindre l'équilibre en 1992.

Les plans de réduction des dépenses du groupe ont été mis en œuvre dès le premier trimestre. Celui du SARL Le Monde comportait notamment un volet social mis en place à la fin du deuxième trimestre.

Simultanément, une politique d'investissement a permis de limiter les pertes d'exploitation. L'exercice 1991 a été marqué par un chiffre d'affaires de 1 137,7 MF, soit 1,6 % de moins que celui de 1990.

La guerre du Golfe a permis une croissance de la diffusion pendant les mois de janvier et février, elle a été suivie d'une baisse de même ampleur. La diffusion du quotidien est restée stable en France, mais a baissé à l'étranger. Il en a résulté une baisse globale de la diffusion de 1,6 % par rapport à 1990.

La baisse de la publicité a entraîné un effondrement des ressources publicitaires (- 11,7 % d'un exercice sur l'autre), affectant essentiellement la publicité emploi.

L'impact négatif de cette chute des recettes a été compensé, au niveau des résultats, par des mesures de réduction des dépenses évoquées plus haut, par une augmentation du prix de vente du quotidien - porté de 5 F à 6 F en semaine - et par la disparition des nombreux surcoûts transitoires qu'entraînaient, notamment au premier semestre 1990, les problèmes de production de l'imprimerie, maintenant acquis, nous permettent des innovations que nous espérons vous présenter jusqu'à présent dans l'ouvrage.

GROUPE LE MONDE
COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS
(en milliers de francs)

	1991	1990
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	1 137 700	1 272 793
Autres produits et reprises sur provisions	55 175	82 233
Total des produits d'exploitation	1 192 875	1 355 026
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût d'achat des annonces vendues	(10 119)	(1 432)
Consommations de l'exercice	(562 644)	(654 618)
Impôts et taxes	(11 907)	(13 137)
Salaires et charges sociales	(508 633)	(517 793)
Dotations d'exploitation	(120 845)	(146 058)
Autres charges d'exploitation	(2 698)	(11 950)
Total des charges d'exploitation	(1 216 843)	(1 344 980)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(23 968)	(9 954)
RÉSULTAT FINANCIER	(31 640)	(35 884)
RÉSULTAT COURANT	(4 672)	(45 838)
Résultat exceptionnel	4 730	11 160
Impôt sur les sociétés	10 301	576
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	(16 809)	(24 148)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(52)	4
Part des actionnaires hors groupe	520	(632)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	(16 141)	(24 776)

GROUPE LE MONDE
TABLEAUX DE FINANCEMENT
(en milliers de francs)

	1991	1990
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	38 549	55 090
Produits de cessions d'actifs incorporels	128	13 388
Part des intérêts minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	123	-
Diminution des immobilisations financières	-	1 020
Augmentation des dettes financières à MT et LT	385	25 000
Diminution du fonds de roulement	11 709	-
TOTAL DES RESSOURCES	50 874	94 498
EMPLOIS		
Investissements de l'exercice	13 886	53 727
Remboursements d'emprunts	34 144	22 257
Autres variations des immobilisations financières	1 010	-
Part du groupe dans les augmentations de capital des sociétés mises en équivalence	564	-
Dividendes distribués	-	1 627
Part des intérêts minoritaires dans les dividendes distribués par les filiales	1 500	2 250
Augmentation du fonds de roulement	-	14 837
TOTAL DES EMPLOIS	50 874	94 498

GROUPE LE MONDE
BILANS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de francs)

ACTIF	1991			1990	PASSIF	1991	1990
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES				
ACTIF IMMOBILISÉ					CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	51 277	36 897	14 380	24 224	Capital social	620	620
Immobilisations corporelles	503 132	117 945	385 187	425 672	Réserves consolidées	94 306	119 094
Immobilisations financières	30 156	796	29 360	28 141	Résultat consolidé	(16 141)	(24 776)
Titres mis en équivalence	206	0	206	133	Total	78 787	94 938
Total	584 771	155 438	429 333	478 170	Intérêts hors groupe	19 452	20 936
ACTIF CIRCULANT					Provisions pour risques et charges	45 469	58 105
Stocks et en-cours	18 370	4 329	14 041	20 701	DETTES		
Créances d'exploitation	312 531	70 243	242 288	390 978	Emprunts auprès des établissements de crédit	140 676	181 436
Valeurs mobilières de placement	68 835	0	68 835	47 402	Emprunts et dettes financières divers	90 707	106 185
Disponibilités	2 824	0	2 824	18 879	Dettes d'exploitation	83 175	182 581
Comptes de régularisation	9 410	0	9 410	18 830	Dettes fiscales et sociales	161 588	206 487
Total	411 070	74 572	336 498	484 790	Impôts différés	44 529	47 558
TOTAL DE L'ACTIF	995 841	230 010	765 831	962 960	Abonnements à servir	84 696	79 046
					Comptes de régularisation	8 852	7 720
					Total	622 123	790 991
					TOTAL DU PASSIF	765 831	962 960

SARL LE MONDE
COMPTES DE RÉSULTATS
(en milliers de francs)

	1991	1990
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 099 585	1 199 916
Autres produits et reprises sur provisions	59 899	49 898
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 159 484	1 249 814
Charges externes	(740 101)	(808 313)
Impôts et taxes	(8 906)	(10 481)
Charges de personnel	(349 359)	(359 959)
Autres charges d'exploitation	(2 297)	(26 828)
Dotations d'exploitation	(76 597)	(71 398)
CHARGES D'EXPLOITATION	(1 196 259)	(1 276 989)
Résultat d'exploitation	(36 775)	(27 175)
Quote-part de résultat sur sociétés mises en équivalence	(426)	(157)
Produits financiers nets	5 724	5 214
RÉSULTAT COURANT	(28 828)	(22 117)
Résultat exceptionnel	12 310	16 798
Provision pour participation des salariés	(7 319)	(84)
RÉSULTAT NET	(9 198)	(22 407)

SARL LE MONDE
TABLEAUX DE FINANCEMENT
(en milliers de francs)

	1991	1990
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	(1 512)	(1 089)
Produits de cessions d'actifs	113	13 388
Remboursement des prêts/avances à long terme	4 000	22 000
Abandon de compte courant	1 180	-
Diminution des autres immobilisations financières	-	1 020
Diminution du fonds de roulement	5 098	11 217
TOTAL DES RESSOURCES	8 848	48 536
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 425	36 421
Titres	-	1 140
Augmentation des prêts et avances à long terme	4 145	8 500
Total des emplois	8 570	46 061
Autres variations des immobilisations financières	328	-
Dividendes distribués	948	1 627
Remboursement de dettes financières	948	948
TOTAL DES EMPLOIS	8 848	48 536

ser 13,7 MF d'investissements, en forte réduction par rapport à 1990, de rembourser 34,1 MF d'emprunts, conformément aux calendriers financiers.

Les lignes de crédit à moyen terme - non utilisées - dont bénéficie le groupe s'élèvent, au 31 décembre 1991, à 69 MF.

2. Comptes de la SARL Le Monde

Compte de résultat
Le chiffre d'affaires de la SARL Le Monde s'élève à 1 100 MF, en diminution de 7,6 % sur l'année précédente. L'évolution du chiffre d'affaires se présente ainsi : Ventes au numéro, + 10,4 % ; abonnements, + 10,1 % ; publicité et offres d'emploi, - 26,3 %. Compte tenu des reprises de provisions effectuées au

cours de l'exercice, les produits d'exploitation atteignent 1 159 MF, en retrait de 5,8 % sur ceux de 1990.

Les charges d'exploitation sont de 1 196 MF, en diminution de 9,4 % sur celles de 1990. Les principales réductions enregistrées le sont au niveau des consommations de papier, des achats de sous-traitance et des autres charges d'exploitation.

La S.A. Imprimerie a assuré l'impression du quotidien et d'une partie des publications en exploitation normale, ce qui a permis une réduction très importante du recours à la sous-traitance extérieure.

Le montant net des charges d'amortissements et de provisions d'exploitation (montant des dotations diminué des reprises) s'élève à 17,2 MF contre 35 MF en 1990, l'élément principal de cette variation étant constitué par la reprise en 1991 du plan social provisionné au

31/12/90 et comptabilisé en charges de personnel sur l'exercice 1991.

L'ensemble des éléments d'exploitation fait apparaître un déficit d'exploitation de 35 MF contre un déficit de 44,2 MF pour l'exercice 1990.

Le résultat courant est déficitaire de 28,8 MF contre 39,1 MF en 1990.

Le résultat net consolidé de 12,3 MF est constitué par la quote-part rétrocedée à la SARL LE MONDE d'une indemnité d'éviction perçue par les NMPP lors de la cession du siège de la rue Réaumur et par la reprise d'amortissements dérogatoires constitués dans le cadre de l'utilisation de la provision pour acquisition d'éléments d'actifs (article 39 bis du code général des impôts).

Une créance « carry back » d'un montant de 7,3 MF sur le Trésor

public a été comptabilisée en 1991. Ce montant sera imputé sur les futurs montants d'impôt sur les sociétés à payer, le solde éventuel étant remboursable par l'Etat au début de 1997.

Le résultat net est déficitaire de 9,2 MF contre 22,4 MF pour le déficit 1990.

Bilan

Le bilan établi au 31 décembre 1991 constate :
- la stabilisation des investissements en 1991 ;
- une diminution sensible du poste « créances d'exploitation » ;
- une meilleure position de trésorerie ;
- la diminution des capitaux propres résultant de la prise en compte du résultat net.

SARL LE MONDE
BILANS AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de francs)

ACTIF	1991			1990	PASSIF	1991	1990
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES				
ACTIF IMMOBILISÉ					CAPITAUX PROPRES		
Immobilisations incorporelles	20 252	18 141	2 111	3 317	Capital social	620	620
Immobilisations corporelles	173 309	46 512	126 797	145 233	Primes, réserves et écart de réévaluation	32 221	32 278
Immobilisations financières	131 646	1 720	129 926	132 687	Report à nouveau	10 271	32 878
Total	325 207	66 373	258 834	281 437	Résultat de l'exercice	(9 198)	(22 407)
ACTIF CIRCULANT					Provisions réglementées	106 185	113 947
Stocks et en-cours	11 055	4 155	6 900	15 994	Total	140 106	157 069
Créances d'exploitation	245 598	28 543	217 055	269 413	Provisions pour risques et charges	37 999	46 797
Valeurs mobilières de placement	18 165	0	18 165	0	DETTES		
Disponibilités	2 206	0	2 206	10 251	Dettes financières	66 001	78 882
Comptes de régularisation	2 334	0	2 334	3 119	Dettes d'exploitation	170 225	202 117
Total	279 358	32 698	246 660	288 477	Abonnements à servir	87 840	79 046
TOTAL DE L'ACTIF	604 565	99 071	505 494	569 914	Comptes de régularisation	4 324	8 013
					Total	328 390	366 058
					TOTAL DU PASSIF	506 484	569 914

مكتبة الشمل



ATLASECO

Innovations en 1993

A ESSAYER

Pour connaître
la signification
de votre nom
de famille
et le nombre
de personnes
portant le
même nom
que vous

3617

code FAMILY

Madame, Monsieur,

ATLASECO, le premier atlas économique mondial en langue française, connaît un secteur de l'accueil particulièrement favorable et vient de lancer sa 11^{ème} édition 1993.

Le succès d'**ATLASECO** se matérialise par quatre innovations : la réimpression de 20 000 exemplaires en janvier 1993. Pour se procurer un exemplaire de cette réimpression corrigée d'**ATLASECO**, il suffit de répondre concisément.

Le succès se matérialise également en janvier 1993, sur minitel (36 17 code **ATLASECO**) des chiffres clés cités dans les 11 éditions passées d'**ATLASECO** de 1976 à 1993 agrémentés de 580 his supplémentaires utiles aux étudiants et aux chercheurs.

Le lancement d'un **ATLASECO** en anglais en octobre 1993 avec le quotidien *International Herald Tribune*.

Enfin une nouveauté : la création également sur minitel, d'une banque de données de 100 000 noms de famille (36 17 code **FAMILY**) permettant de dire à tous les Français ce que signifie leur nom de famille et combien de personnes portent le même nom de famille qu'eux.

Le rédacteur en chef

P. Buisson

Je désire obtenir un exemplaire de la réimpression d'**ATLASECO** 1993

NOM

ADRESSE

et je joins à ma commande un chèque de 145 francs à l'ordre
des Editions du Sérail, 9 rue d'Aboukir 75002 PARIS

sur-
rité
ves
ces
ent
ons
es :
de
ga-
liti-
on
ite-
on.
ilus
a
(la)
des
ion
ma-
en
xi-
su
ans
où
là
ont
du
es
en-
ou-
ves
e à
nos
rés.
en-
on,
ux
ire
up-
on
lis-
pas
vo-
tée
es-
ait
ux
été
ité
lot

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contraire

Le N° 1 fête son N° 100
Un SVM exceptionnel !

Demain dans « Le Monde »
■ Arts-Spectacles : les beaux habits de M. Guimet

Sans bruit, sans tapage, le Musée Guimet continue sa mutation : les expositions temporaires se multiplient, les donations **■■■■■**. Les **■■■■■** suivent, **■■■■■** ce même supplément : Musique, le musée de Motown City, le siège de Tarnia Motown, qui fut le plus importante firme de disques indépendants aux Etats-Unis et celle **■■■■■** son fondateur, Berry Gordy, l'archétype de l'entrepreneur noir américain.

Le Monde

INITIATIVES

Les emplois des entreprises solidaires

Des expériences montrent que les services de proximité peuvent être créateurs d'emplois

PÉRIODIQUEMENT, le sujet revient, avec la montée du chômage. Puisque l'économie française ne parvient pas à créer autant d'emplois qu'il le faudrait, puisque les gains de productivité et les investissements matériels conduisent à utiliser toujours moins de main-d'œuvre, dans quelle direction chercher les solutions qui assureraient une activité, à défaut d'un travail? En son temps, Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi, fut le premier à explorer ces frontières en se référant, au moins pour les résultats, à l'exemple américain, qui venait de générer quelque huit millions d'emplois en quatre ans. Mais, aussi mal à l'aise que beaucoup d'autres au moment de manier des concepts nouveaux, il ne trouva que des expressions un peu vagues pour exprimer l'idée, hésitant entre les emplois «quaternaires», les «emplois occupationnels» et les «activités de services à vocation sociale ou à caractère convivial». Aussi la CGT et le PCF s'engouffrèrent-ils dans la brèche en accolant à ces tentatives les termes, connotés péjorativement, qui pouvaient le mieux les résumer. Et c'est ainsi que naquirent les «petits boulots», aussitôt récusés par une large partie de l'opinion.

Confrontée au même dilemme, Martine Aubry, à son tour, essaya bien de se sortir du piège. Elle le fit prudemment, en se limitant à ce qu'elle appela d'abord les «emplois de proximité», puis qu'elle préféra nommer les «emplois familiaux». Accompagnée d'une réduction d'impôt, et non d'une exonération de charges sociales pour des raisons de principe, ceux-ci ne se sont pas développés autant qu'on pouvait l'espérer. A la mi-novembre, les estimations faisaient état de 130 000 inscriptions supplémentaires à l'URSSAF pour des employés de maison au sens large, dont une bonne part correspondant à des occupations qui étaient jusqu'à présent effectuées au noir.

Toujours en quête d'une issue, le ministre du travail poursuit malgré tout sa réflexion. Dans ses discours et propos publics, maintenant, elle évoque fréquemment ces «gisements» que pourraient constituer des activités liées au confort des personnes, du transport collectif dans les zones rurales à l'encadrement des loisirs et aux tâches d'environnement. Parallèlement, elle déclare que, pour les emplois les moins qualifiés, il conviendrait sans doute de réduire le poids des charges sociales, sans pour autant toucher à la rémunération du travail, basée sur le SMIC.

Sur ces sujets, et depuis tout ce temps, les débats sont nombreux ainsi que les polémiques. D'André Gorz, qui y voit le retour de la domesticité, à Guy Rousseau, qui en espère la naissance de la société économique de demain, toutes les thèses existent et s'opposent. Cependant que, sur le terrain, de nombreuses expériences sont menées qui, peu ou prou, démontrent que bien des variantes sont envisageables. Les associations intermédiaires, les entreprises d'insertion, les



régies, quartier et bien d'autres innovations encore prouvent aussi que des associations, des chefs d'entreprise ou des syndicalistes - le tout à titre personnel - sont capables de mobiliser. Un peu partout, dans les banlieues comme en province, il se trouve des équipes pour lancer des initiatives, passionnantes.

MAIS comment aller plus loin? Jean-Louis Laville, sociologue et économiste au CRIDA-LSCE (CNRS, Paris), qui est sans doute l'un des meilleurs observateurs de ce qui est ainsi en train d'émerger, propose pour sa part la substitution d'un nouveau type d'entreprise qu'il voit peu à peu poindre. Faute de mieux, il appelle cela l'«entreprise solidaire» et lui reconnaît deux originalités: elle associe l'usager, le bénévole représentant de la collectivité et le salarié, dans la conception d'un service qui servira au renforcement du lien social, localement; son fonctionnement et sa pérennité sont assurés par la combinaison des initiatives, à la fois

monétaires et non monétaires. Une telle entreprise vend ses prestations mais elle n'est pas financée par des fonds sociaux et s'appuie sur une structure associative.

Evidemment, on pourrait conclure à l'utopie, ou au projet d'utopie. Mais, à la suite d'une enquête sur des cas concrets, Jean-Louis Laville a pu présenter un premier bilan de cette expérimentation, dans un ouvrage intitulé *Des services de proximité à l'entreprise solidaire* (1), qui insiste sur l'imagination pour transformer les choses. Mieux, il insiste sur le fait que Bernard Eme, il y a en évidence qu'une telle démarche était bien plus avancée que d'autres par exemple en Italie, en 1991 fonctionnaient 1 100 «coopératives sociales» qui viennent d'obtenir leur reconnaissance juridique nationale. En 1986, quand elles n'étaient que 500, elles employaient 2 000 personnes, regroupaient 4 200 membres volontaires et 2 200 volontaires non membres, qui travaillaient 82,5 heures par mois, en moyenne, pour la coopérative. En Allemagne, en 1984, on estimait à 22 000 le nombre de groupes d'autosolidarité dans les seuls domaines de la santé et de l'aide à domicile, créés dans la mouvance alternative. Au Royaume-Uni, le transport communautaire emploie 2 000 salariés et concerne plus de 100 000 bénévoles. Il y a aussi plus de 200 entreprises «communautaires», qui comptent 3 300 salariés et stagiaires, en Ecosse.

Une dynamique s'est enclenchée, qui commence à devenir visible. Les conditions? Elles sont «constructives» l'offre progressivement, et pas seulement la demande, en liaison avec les utilisateurs. Il faut la structurer localement en réseaux pour réussir le maillage indispensable. Mais, en tout état de cause, il faut du temps.

Alain Lebaube

(1) Agence pour le développement des services de proximité (ADESP), 76, rue Pouchet, 75017 Paris. Tél.: 01 47 33 11 11.
(2) Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire. Editions Syros, collection «Alternatives».

Aidez à vieillir

Pour rester chez elles les personnes âgées ont besoin d'un soutien
par Liliane Delwasse

La renaissance du plateau picard

Une série d'initiatives originales redonne de la vie à cette région
par Marie-Claude Bethbeder

La santé pour tous

Une mutuelle permet aux plus démunis d'avoir accès aux soins
par Françoise Alzieuviel

Les acteurs de l'écologie

Le traitement des déchets autour d'Aurillac
par Marie-Béatrice Sander

L'insertion dans le bocage

La difficile coopération des communes
par Jean Monnet

La BNP à la loupe

TENTATIVES
Employeurs multiples
Les distances de Béatrice
page 34

TRIBUNE

L'insertion par l'économie
par Gérard Andreck
page 35

Valeo
THERMIQUE
HABITACLE

**INGÉNIEURS
DÉBUTANTS**

venez découvrir notre
environnement
multitechnologique...

...en dernière page

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

OUVREZ VOTRE HORIZON SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

LE GROUPE GMF
EST UN DES TOUT
PREMIERS GROUPE
FRANÇAIS DE
SERVICES, PRESENT
DANS DE NOMBREUX
SECTEURS
D'ACTIVITES
ASSURANCE
GMF IARD, GMF VIE,
GMF PJ,
SAUVAGARDIE,
LA BANQUE
(GMF BANQUE...)
LA DISTRIBUTION
(LA DISTRIB...)
LA FAMILLE L'AGRO
LE TOURISME,
LA COMMUNICATION.

**Chargé d'Études
Statistiques
Assurance**

N/F
ENSAE-DESS STATISTIQUES-
ACTUARIAT

Merci d'adresser
lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions, sous réf. 29/SM,
à Sylvie MARANT,
GMF Service Recrutement,
2, rue Henri-Rochefort,
75017 PARIS.

GMF
FR

■ formation supérieure
statistiques, une première
expérience ou un stage
prolongé dans le secteur
banque-assurance, vous
permettez conforter vos
donnés goût études
techniques sur produits.
■ valoriser ces
compétences en rejoignant le
Direction Technique
Secteur Assurances IARD.
Vous intégrerez notre
Département Calcul et
Recherche pour assurer
l'analyse technique, le suivi
statistique de nos produits
le développement de
nouveaux systèmes
tarification adaptés à
l'évolution des risques du
marché. Vous maîtriserez
obligatoirement micro-
informatique et préférence
langages INFOCENTRE.
Pragmatisme, goût de
l'analyse, curiosité, méthode et contact sont
les qualités qui vous
permettront de réussir dans
cette fonction évolutive.

LEVALLOIS-PERRET

renforcent
histoire de l'instruction

Apple
contre IBM

CONCOURS

1400 lots dont une
opération informatique
de rêve à gagner!

MICRORAMA
Le comparatif
de 57M

1 fête son N° 100
57M exceptionnel!

Aider à vieillir

Des expériences sont menées près de Caen

ATTACHÉ à son piquet, le chien aboie, les poules sautent en piaillant. Au bruit de la voiture, Germaine sort du lavoir. Elle porte avec peine ses soixante-quatre ans, explique aux visiteurs : « Je lave le linge de Marcel, ils ne veulent plus rembourser les changes complets, ni la cellulose ni le matériel. » L'entretien de la porte du lavoir brille un lave-linge tout neuf, un rutilant, mais Germaine préfère son vieux battoir : « Toutes les machines ça fait rien pour abîmer les affaires. »

Tout droit sorti d'une nouvelle de Maupassant, Marcel et Germaine ont rencontré au long de leur vie pas mal de difficultés. Marcel est malade, apathique, et Germaine consacre ce qui lui reste de forces à soigner son vieux compagnon. « Il faut le nourrir, le changer, le laver, s'occuper de la ferme. » Le maintien à domicile de ce vieux couple d'agriculteurs qui ont passé leur vie dans la maison de leurs aïeux n'est possible que grâce aux aides infirmières à domicile. Les aides, pour les séparer, en mettant Marcel à l'hôpital ? C'est signer leur arrêt de mort. Solidarité rurale oblige, des voisins passent tous les jours pour le ravitailler en médicaments. Pour le reste, il y a le potager.

Autre cas : dans la cuisine-salle à manger d'une ferme, trônent des photos d'enfants sur le buffet. Mireille est assise sur sa chaise roulante. Quatre-vingt-onze ans ! Elle vivait dans un foyer-logement jusqu'à l'hémiparésie qui l'a envoyée à l'hôpital, voici quatre ans. Elle a survécu, mais pas question de vivre seule.

La fille Nicole, soixante-douze ans, s'était juré : « Ma mère, elle n'ira pas à l'hospice. » Elle l'a eue, Nicole, encore lucide, s'accroche : « Qu'est-ce que je t'embête ! Elle aussi, elle a fait la guerre. » Mais son regard laisse deviner la réalité d'une fin de vie digne, entourée de sa fille, de ses cinq petits-enfants et de ses arrière-petits-enfants : vingt-cinq, trente-cinq ? Elle ne sait plus bien. « Ils passent nous voir presque tous les jours, explique Nicole, et quand je m'absente, ils la gardent. » Là aussi, un maintien à domicile n'est possible que grâce à l'infirmière et au kinésithérapeute qui viennent quotidiennement aider Mireille à faire quelques pas hors du son fauteuil, à l'aide d'un appareillage qui permet à Nicole de maintenir un peu.

Des lieux de vie

« Le problème des personnes très âgées, explique Elisabeth Larnicol, coordinatrice du service de soins infirmiers à domicile, dans la périphérie de Caen, est qu'elles ne peuvent rester seules en famille qu'à condition qu'on les y aide. Il existe un grand nombre d'associations qui se consacrent au quatrième âge, mais elles sont parcellaires. » D'où l'idée, par des professionnels de la gérontologie comme Elisabeth Larnicol, de coordonner ces actions pour permettre aux vieillards de vivre chez eux jusqu'à la fin. L'association ETRÉ a pour but d'accompagner les vieillards jusqu'à leur dernier voyage. « Les maisons de retraite ne prennent pas en compte les besoins de la personne âgée en fin de vie, est souvent dégradante. Les

OISE
L'ANGLAIS A OXFORD
pour étudiants, universitaires
prépa grandes écoles
Oxford Intensive School of English
21, rue Théophraste Renaudot
75015 Paris (1) 45 33 13 02

familles ne peuvent plus prendre chez eux leurs vieux parents, surtout en milieu urbain, explique Suzanne Raymond, vice-présidente de l'association ETRÉ. D'où un projet qui vise à concevoir des lieux de vie de proximité.

Les gens resteraient dans leur quartier et conserveraient ainsi une certaine autonomie et un lien social. Ces petites unités de vie, de huit personnes, dix au maximum, seraient organisées autour d'une maison de maison salariée et responsable. Les habitants seraient sollicités pour participer aux tâches et aux tâches ménagères, à leur disponibilité. Aider les gens à faire face à la vieillesse de leurs parents, c'est aussi leur permettre de s'échapper momentanément de ce qui est pour eux une lourde contrainte. L'accueil temporaire pour les personnes âgées pour le temps d'une maladie, peut être une solution qui soulage les enfants : les lieux de vie pourraient offrir un hébergement momentané. Deux unités de vie se sont constituées, l'une au cœur d'un quartier populaire de Caen, l'autre en milieu rural, à Viessois, dans une bourgade de la commune de la ville. Ouverts sur le quartier, ils sont faits pour accueillir aussi dans la journée jeunes et enfants, ou bien des personnes âgées qui viendraient passer quelques heures. Financièrement, les frais sont sans commune mesure avec les sommes énormes que coûtent les maisons de retraite puisqu'ils fonctionnent avec très peu de personnel et sans équipement médical particulier. Sans aller jusqu'à créer de nouveaux métiers, le soutien et l'accompagnement des personnes âgées nécessitent une qualification spéciale. Il faut reconnaître et respecter leurs besoins spécifiques, le ralentissement de leurs mouvements, leur univers rétréci. Il faut deviner leur nostalgie, leurs peurs secrètes, leurs angoisses. Il faut porter sur le vieillissement un autre regard que celui qui porte sur le déclin.

Liliane Delwasse

La renaissance du plateau picard

La collaboration de cinquante communes permet de ranimer une région

IL se passe quelque chose sur le plateau picard. A mi-chemin entre Amiens et Paris, entre Beauvais et Compiègne, l'endroit semble pourtant avoir bien peu changé. Une population dispersée dans de très petits villages, une campagne plus apaisée que riant, et les grandes exploitations agricoles qui se font de plus en plus rares. Mais d'industrie, une agriculture qui se fournit plus d'emplois, une de tourisme. « Nous n'avons aucune richesse. » Pourtant, depuis la fin des années 70, un projet a commencé à souffler avec un plan d'aménagement rural initié par l'Etat.

Les élus et les habitants du plateau de Saint-Just-en-Chaussée et de Maignelay ont commencé à travailler ensemble. En 1982, les plus motivés créent un syndicat de développement local, le SEP Plateau picard. Trente communes ont rejoint ce projet. Sur une zone plus vaste que celle qui était initialement prévue, Pierre Guyard, l'un des piliers du mouvement. Une volonté d'agir ensemble, par un acte de foi. « Vingt d'entre elles s'engagent dans la première réalisation concrète : une action de réhabilitation de l'habitat. Pour le reste, les autres communes vont se rallier au mouvement. En 1988, dix-neuf communes ont adopté une charte intercommunale. Deux ans plus tard, elles ont cinquante et une (la commune de deux cantons, plus des communes voisines) à transformer le SEP en district, c'est-à-dire en une structure administrative d'action beaucoup plus importante.

Toutes les catégories de population, tous les secteurs de la vie en société sont concernés par ce qui s'est fait depuis dix ans. Des équipements ont été construits ; mais un effort constant d'imaginer et de faire pour utiliser au mieux ce qui est en lui apportant des compléments modestes. Ainsi, les équipements nécessaires, rend possible l'accueil des petits dans les simples locaux ; on utilise une

ferme ou un car pour faire du théâtre ; on crée les jeunes de leur isolement et on leur offre s'insérer en mettant à leur disposition un parc de mobylettes qu'ils peuvent louer à très petit prix.

L'essentiel n'est pas dans le catalogue des réalisations. Il est dans la volonté de se collecter avec un problème global : celui de ces lieux d'où disparaissent des fonctions essentielles de travail : l'usine et les champs. Comme il n'y a plus de travail et qu'il n'y en aura plus, quel type de société concevoir pour remplacer celle qui se désagrège sous nos yeux ? Si l'on écoute bien Pierre Guyard, le président du district, et Béatrice Bazin, sa principale animatrice, leur regard vers une autre force : recomposer le tissu social, réactiver l'activité et les échanges, et plus autour du fait de produire mais autour du développement d'une multitude de services et d'activités économiques de proximité. Les hommes et les femmes du XX^e siècle ont pris goût aux services qu'apporte la ville : le district, avec ses 25 000 habitants, peut et doit devenir une sorte de « éclatée », organisée de telle façon que l'on y trouve à moins de dix minutes de son soi (sa voiture) toutes les commodités.

Une ville « éclatée »

Ayant renoncé à la vaine ambition de devenir un « bassin d'emplois », il met toute son énergie à devenir un « bassin de vie ». Les principes qui guident l'action sont aussi importants que le projet. Intégrer les communes ne signifie pas centraliser. Le district fonctionne avec une minuscule équipe ; il ne gère rien en direct, confiant chaque nouvelle initiative à une association créée pour la circonstance. « Nous croyons à la cellule communale, dit Pierre Guyard. La structure intercommunale ne peut pas se substituer à elle, mais fortifier en développant des possi-

bilités d'actions. » Plus étonnant : l'association n'a pas recherché, ou s'en méfierait plutôt par crainte de l'uniformité, si toutes les communes ne participent pas à une initiative, car à cet instant, au contraire, cela permet des comparaisons qui aident les gens à réfléchir, à évoluer.

Dans tous les domaines on cherche à rassembler, mais on s'intègre avec ceux qui le veulent. Et les regroupements ne sont jamais très larges. Ils se font autour d'un centre d'intérêt particulier : « Je ne crois pas aux grandes messes », dit Pierre Guyard. L'histoire du monde autour d'une table pour discuter d'un problème ou d'un projet est une formule qui ne plait guère. Le souci dominant de l'équipe du district est de susciter toujours plus de petites initiatives autonomes autour de thèmes de vie sociale. Les rencontres ont une importance : les liens s'affirment à chaque coin de phrase. Comment ne pas penser que resurgit un certain passé ?

Dans un village du plateau de Saint-Just-en-Chaussée, il s'est passé - approximativement entre les années 20 et 60 - « des événements extraordinaires » : une famille, propriétaire de la plupart des terres, a décidé, parce qu'elle n'avait d'enfant, de faire profiter les habitants de ses biens. Il en résulte tout un réseau d'initiatives : coopératives agricoles, usines où les ouvriers étaient associés aux décisions, mutuelles créées avant 1936 et une multitude d'associations de sport, théâtre, de musique.

Pierre Guyard est un village, d'autres animateurs du district en ont été plus ou moins marqués. Tel évoque l'influence d'un prêtre, d'autres parlent d'une inspiration fourrière. L'épisode reste à expliquer ; mais il paraît peu douteux que ce qui se passe sur le plateau picard combine un surprenant et merveilleux mélange la solidarité terricienne et une capacité d'invention sociale qui continuent à se nourrir, sans le savoir, des profondeurs de l'histoire.

Un surprenant mélange

Dans cette campagne si gérée des jeux de paroles et des débats intellectuels, on se sent soudain pris sur l'avant. L'histoire nous témoigne d'une décadence langoureuse à chaque coin de phrase. Comment ne pas penser que resurgit un certain passé ?

Dans un village du plateau de Saint-Just-en-Chaussée, il s'est passé - approximativement entre les années 20 et 60 - « des événements extraordinaires » : une famille, propriétaire de la plupart des terres, a décidé, parce qu'elle n'avait d'enfant, de faire profiter les habitants de ses biens. Il en résulte tout un réseau d'initiatives : coopératives agricoles, usines où les ouvriers étaient associés aux décisions, mutuelles créées avant 1936 et une multitude d'associations de sport, théâtre, de musique.

Pierre Guyard est un village, d'autres animateurs du district en ont été plus ou moins marqués. Tel évoque l'influence d'un prêtre, d'autres parlent d'une inspiration fourrière. L'épisode reste à expliquer ; mais il paraît peu douteux que ce qui se passe sur le plateau picard combine un surprenant et merveilleux mélange la solidarité terricienne et une capacité d'invention sociale qui continuent à se nourrir, sans le savoir, des profondeurs de l'histoire.

Maria-Claude Betheder

La santé pour tous

La création d'une mutuelle est aussi un moyen d'insertion



Aujourd'hui, l'association compte près de 400 familles adhérentes dans un quartier perçu comme défavorisé. Les adhérents tiennent les permanences à tour de rôle. Trois salariés travaillent à temps : une secrétaire-comptable, un employé-solidaire et l'animatrice Annie à disposition de la mairie qui prête aussi le local. Pour réduire les frais de gestion et éviter un lieu de proximité, paiement des cotisations et remboursement des frais se font en argent liquide. Il faut donc se déplacer à la mutuelle, mais on y vient aussi pour discuter, avec les

industrielle, l'implantation d'une ZUP. Le travail et le logement sont ainsi attirés les uns vers les autres. Le district rural. Peu qualifié, ce personnel est recruté par les grandes firmes, mais par RVI, Citroën ou même la SMN. Hérouville devient une banlieue d'usine, mais, cependant, on garde un visage humain : bâtiments peu élevés, espaces verts, vie culturelle et sociale riche. Mais, au début des années 80, les anciens ruraux sont frappés par les effets de la crise industrielle et de la modernisation.

Une législation complexe

Aujourd'hui, Hérouville compte 25 000 habitants, et le taux de chômage grimpe à 15,5 % (en 1990, jusqu'à 30 % dans certains quartiers). Le taux d'inactifs atteint plus de 47 %. Dans ce contexte, la création de cette mutuelle devait aussi répondre à un besoin d'insertion sociale. Femmes isolées, mères de foyer, handicapés ou simplement retrouvés dans le bénévolat, une place dans la vie, le sentiment d'être utiles, comme le dit Marcel, 51 ans, vice-président de l'association, un challenge depuis sa nomination en 1987 de la SMN. Annie, elle, poursuit ses démarches pour créer un logement à d'autres. Je me sens plein d'énergie. Autre bénévolat : Roger, 63 ans, cadre

retraité de la Sécurité sociale. « Les gens sont complètement perdus face à une législation complexe, le dit-elle, j'interviens parfois lors d'un recours amiable auprès de la Sécurité sociale. »

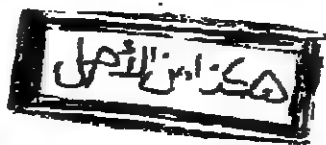
Reste que le bénévolat ne résout pas le problème du chômage. Ce qui n'empêche pas Annie Berger, cofondatrice, de voir dans ce système un moyen d'insertion professionnelle par la mise d'une qualification sociale et humaine. « Ici, les gens apprennent à travailler en équipe, à être sûrs de leurs actes, à s'entraider », dit Annie. Au chômage, Annie a une autre qualification : titulaire d'un certificat d'études, elle a travaillé en usine avant d'être mère de ménage, enquêtrice, même d'accueil de suivre « plein de stages ». Au travail des personnes, elle n'est « découverte ». « Je ne compte pas que j'étais capable d'écouter les gens, dit-elle. Certains en confie à moi. J'ai gagné en confiance, ça compte dans le métier d'hôte. »

En cinq ans, une vingtaine de bénévoles se sont ainsi relayés. Mais actuellement le taux de rotation se ralentit. Annie ayant du mal à laisser leur place, ceux qui préservent leur social retrouvé, au moment de l'esprit d'équipe. Conflits et suppositions personnelles apparaissent. Ces projets permettent peut-être de sortir de la crise. Coup de pouce, qui va s'affilier aux Mutuelles de France, envisage d'essaimer son concept dans d'autres quartiers d'Hérouville.

Francine Atzcovic

solidaires

plateau picard



Le Monde • Mercredi 2 décembre 1992 33

INITIATIVES

DOSSIER • Les emplois des entreprises solidaires

Les acteurs de l'écologie

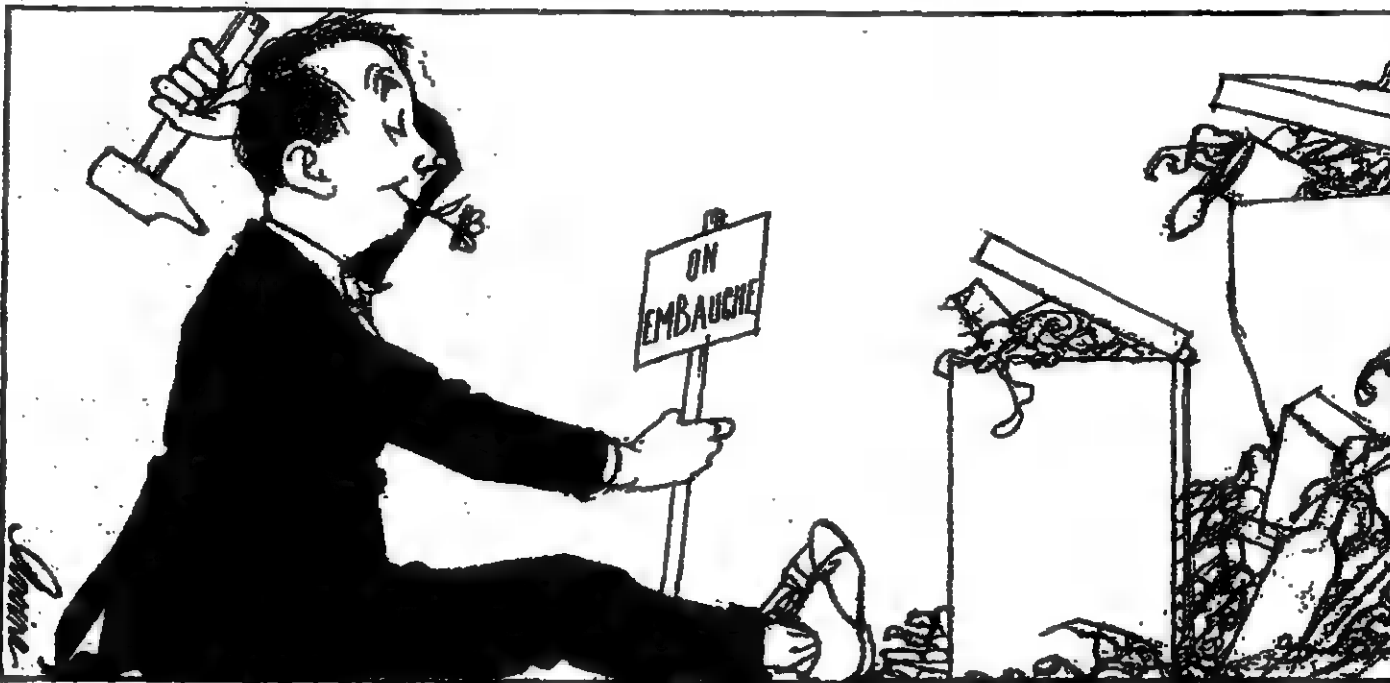
Autour d'Aurillac, onze communes s'occupent de leurs déchets et créent de nouveaux métiers

MARCHER sur les plateaux qui entourent Aurillac, c'est prendre, à coup sûr, un bol d'air vivifiant. Peu de cheminées d'usines alentour, mais, beaucoup de touches de vert menacées dès novembre par la neige qui recouvre les sommets, arrondis du Massif Central.

Le cœur du Cantal n'est pas la région la plus polluée de France, s'en s'en. Pourtant, c'est que, en 1989, aujourd'hui une expérience d'écologie et d'emplois se met en place. Elle n'a pour l'instant que d'équivalents dans le reste de l'Hexagone. Onze communes, réunies sous le bannier du « district d'Aurillac », ont décidé de montrer l'exemple en matière de traitement de leurs déchets ménagers et industriels.

Le premier objectif est d'organiser le mieux possible la collecte en amont, d'affiner le traitement de manière à diminuer la quantité de déchets à traiter, tout en évitant des erreurs toujours possibles comme les pias-aller. Le défi a été posé en juin 1989. Le syndicat intercommunal (le futur district) met alors en route une usine d'incinération de déchets ménagers, construite sur le site de l'hôpital d'Aurillac, seul client intéressé à récupérer l'énergie. Les communes décident, parallèlement, d'interdire les déchets privés tolérés jusqu'alors.

Suit une période trouble : certains habitants continuent à déposer leurs déchets sur des terrains communaux, tandis que sont mis en évidence les dysfonctionnements de la chaîne. L'usine



d'incinération apparaît comme un élément trop isolé. Il faut aller plus loin. Les différents acteurs-consommateurs, associations, pouvoirs publics, chambres de commerce et d'industrie, responsables politiques se réunissent. La communauté Emmaüs d'Aurillac est représentée par son président Marc Fournier qui dit qu'il « se le pail à gratter de l'assemblée ». « La devise était donc, explique-t-il, donner à la population les moyens de reconnaître le pôle de travail

constitue le traitement des déchets ». Petit à petit, la chaîne s'étend : usines de broyage pour les déchets ménagers, centre de récupération dont la responsabilité est confiée à un ancien compagnon d'Emmaüs, qui accueille et guide les camionnettes qui déposent verres, appareils électroménagers, métaux, plastiques, végétaux, huiles usées, etc.

Jusqu'à 1 mètre cube, le service est gratuit. Au-delà, il en coûte 58 francs le mètre cube.

« Là aussi, s'agit d'une révolution culturelle », note Yves Debord, conseiller général, conseiller régional et maire de la petite commune de Sansac-de-Marmiesse, qui, au sein du district, doit assurer la vice-présidence, a pris le dossier « environnement ». L'implication de la population passe aussi par une prise de conscience financière. Notre tâche consiste donc à faire évoluer la mentalité.

Aujourd'hui, deux pistes restent à exploiter. La première, c'est la création prévue, en 1993, d'une plateforme de tri destinée à optimiser les filières de recyclage. Le district a déjà posé les bases du financement (5 millions de francs). En revanche, la question du montage juridique de la société exploitante est en discussion : SARL, ou le

souhaitent les industriels locaux qui aimeraient avoir un pied dans la place ou une économie mixte (SEM), donc obligatoirement détenue majoritairement par les pouvoirs publics, ou y aspirent les associations des communes représentées, mais par Jean-Paul Vuillemoz, responsable de la CFDT locale, mais également vice-président du comité de bassin d'emplois d'Aurillac.

Des déchetteries de proximité

La SEM devrait l'emporter, mais le principe suivant lequel la maîtrise de l'environnement est une tâche publique. Quoi qu'il en soit, il devrait y avoir la volonté

de dix à quinze emplois. « Peut-être des emplois-solidarité (CES) », dit Yves Debord, mais, à terme, les emplois d'insertion devraient déboucher sur des qualifications professionnelles plus valorisantes : permis de caristes, formation de mécaniciens, permis automobile également, bref, plus qui conduisent à davantage d'intégration sociale.

La deuxième voie lie également l'environnement à l'insertion. Le principe d'une collecte plus efficace, plus décentralisée, a conduit Emmaüs Fournier (Emmaüs) et Bernard Magnaudet, l'un des responsables de l'association Aménagement, animation communale, à imaginer la mise en place de déchetteries de proximité. Première expérience au sein du district d'Aurillac dans la cité HLM Les Marmiers, où deux équipes de six jeunes, à la fin de l'année prochaine, au départ du CES, seront chargées de l'animation et du fonctionnement de trois déchetteries de proximité. Un projet identique prendra place, dans la foulée, dans la commune d'Yves pour servir l'exemple à la région.

Globalement, quelques dizaines d'emplois devraient être créés. Une question de parier sur la rentabilité financière de l'opération, même si la collectivité permet aux collectivités locales de réduire le coût de collecte et d'augmenter le taux de récupération.

Pourtant, les habitants du district d'Aurillac ne s'arrêtent pas là. Le projet pourrait bien devenir départemental. La région du Cantal maîtrise les questions d'environnement devrait alors tinter favorablement les oreilles d'industriels en quête d'implantations locales. L'altère l'air des plateaux.

Marie-Béatrice Baudet

L'insertion dans le bocage

La collaboration avec les maires est difficile

LES signes annonciateurs sont apparus dans les années 1983-1984. Dans les solitaires communes du pays d'Aurillac (103 communes) qui s'inscrivent dans le triangle Angers-Nantes-Chollet, au sein de la Vendée, les maires ont vu augmenter le nombre de leurs concitoyens demandeurs d'emploi. Couplées à l'agriculture - culture fourragère et bovins pour l'essentiel - les activités traditionnelles du textile donnaient des signes de faiblesse. Plus tard les difficultés de la PME du bocage ont atteint une population plus jeune que la moyenne nationale.

Aujourd'hui, le seul canton de Beaupréau compte 900 demandeurs d'emploi pour une population de 25 000 habitants. « Il y a seulement une vingtaine d'années, les entreprises de chaussures cherchaient directement les jeunes à leur domicile pour les embaucher à l'âge de quatorze ans. Ce temps-là est révolu », souvient Liliane Camberbero, du centre social et culturel de Beaupréau, elle-même ancienne ouvrière.

« Il faut donner une réponse au problème de l'emploi à partir d'un outil de proximité. C'est dans la démarche de développement local », ajoute Denis Biffreau, responsable de la fédération départementale des centres sociaux, qui regroupe le Maine-et-Loire dix-sept cantons, dont neuf en zone rurale. C'est ainsi qu'est né le Beaupréau. L'initiative du centre social intercommunal du canton, l'Atelier d'aménagement de l'espace rural, une recherche de solutions d'insertion pour des jeunes en difficulté et exclus de l'emploi. Objectif : mettre à la disposition des communes qui expriment le besoin des jeunes sous contrat emploi-solidarité qu'ils participent à l'entretien de l'espace rural pendant un an. Ce peut être la gestion des sentiers, l'entretien des ruisseaux, des rivières et des collecteurs agricoles. Mais

aussi l'ensemble des tâches polyvalentes qui doivent être assurées dans un village ou un bourg. Pour l'heure, dix jeunes ont été recrutés à ce qui n'est qu'une expérience limitée non sans mal au fil du temps.

C'est en 1985-1986 que les centres sociaux de la région, en partenariat avec les maisons familiales et les instituts régionaux, ont commencé à réfléchir aux questions d'insertion des jeunes en difficulté en termes de projet d'entreprise. Une innovation pour l'époque, tant il est vrai que la vocation traditionnelle des jeunes se limitait au bon travail du foyer des jeunes, de la halte-garderie, du cinéma, de l'école de musique ou de la bibliothèque.

Accompagnement social

La première expérimentation calquée sur le modèle des entreprises intermédiaires qui émergent alors en France vit le jour dans le canton de Beaupréau, qui comptait 250 demandeurs d'emploi. Aujourd'hui opérationnelle, elle procède à la récupération des plastiques agricoles, lesquels sont revalorisés par une entreprise de l'Aveyron. « Il s'agit de proposer aux collectivités locales des services. A charge pour nous de procéder à l'ensemble du montage financier en faisant intervenir l'ensemble des dispositifs des aides publiques », rappelle Denis Biffreau.

En 1989, le centre de Beaupréau sort à son tour de son rôle traditionnel. « L'accompagnement social, lorsqu'il se fait, l'Atelier de manière individuelle, à ce propos Dominique Sourice, responsable du centre. En créant un atelier d'aménagement de l'espace rural nous voulions que l'initiative soit locale, un directeur élu du canton. Eviter enfin des personnes de prendre le rôle de l'ANPE de Chollet. » Le centre et la maison familiale entreprennent alors

série de démarches auprès des élus locaux. Le syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVM), proposant à celui-ci l'embauche d'un jeune à la suite d'une convention de « mise à disposition ». Ils prêtent à leur place le dispositif des aides, choisissent pour ce jeune une formation technique de trois heures en alternance. A charge pour le maître de prévoir un tuteur, en l'occurrence un employé communal, d'encadrer ce jeune.

Las ! trois communes du canton sur dix-sept seulement ont répondu positivement à l'appel. « Nous avons été déçus, reconnaît sans fard les animateurs du centre social. Il nous a fallu nous ouvrir vers l'extérieur. Les raisons à cette attitude fâcheuse ? Elles tiennent au poids de l'histoire qu'au contexte socio-culturel des communes rurales, enclavées, qu'à une certaine peur du génie des maires.

« Il est toujours difficile de regarder la réalité sociale en face », explique-t-on au centre. « Dans le Mauges il y a toujours eu un humanisme individuel, mais non collectif. Caritatif mais non militant », résume Denis Biffreau. Le surcroît, à en juger par la teneur de la réponse, la question du rapport entre les communes est loin d'être résolue. « Je ne vois pas pourquoi un jeune en difficulté, maître de préférence originaire de ma commune », dit l'un des trois maires ayant donné une réponse favorable.

La Poitevine n'est un bourg de mille habitants. Gustave Le Brun, le maire, a accepté de prendre Pascal, un garçon de vingt et un ans, étranger au canton, pendant vingt heures par semaine en contrat emploi-solidarité. Cela a été possible parce que Gildas, l'employé communal, a donné son accord pour jouer le rôle de tuteur. L'expérience que les animateurs du centre social et de la maison familiale de Beaupréau suivent à la loupe : elle est la justification de leurs efforts.

Jean Menanteau

De format réduit, le dernier-né de la gamme fiscale et comptable des Editions Lamy est tout un ouvrage de 900 pages. Il présente toute la comptabilité de façon claire et concise. Grâce à ses nombreux exemples et tableaux de synthèse, il vous permettra d'appréhender la comptabilité de manière immédiatement opérationnelle.

Conçu pour tous les professionnels, experts comptables, chefs d'entreprises, professions libérales, fiscalistes... Il constitue un outil de travail complet et toujours fiable : en un mot, votre référence.

Informations et commandes :
(01) 44 72 12 12
ou 3617 LAMY SA
Egalement en vente chez votre libraire.

COUPON - REMPLIR ET RENDRE AUX EDITIONS LAMY 187/189 QUAI DE VALMY 75010 PARIS CEDEX 10

☐ OUI, je désire recevoir exemplaire(s) de Pratique Lamy Comptable 93 au prix unitaire de 43 F TTC.
C'est mon règlement de 443 F TTC X _____ F TTC. à l'ordre de Lamy SA.

Lamy

FONCTION

SOCIÉTÉ

TÉL.

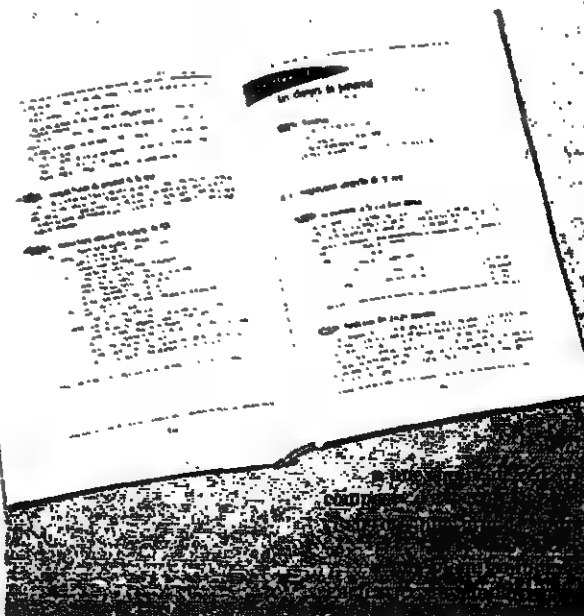
ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

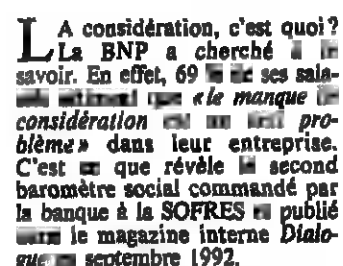
Pratique Lamy
Comptable 93

A découvrir d'urgence !



TENTATIVES

Avec son baromètre,
cette banque mesure le climat social



Le premier baromètre du septembre 1991 indiquait déjà le même score (*Le Monde* du 8 janvier 1992). Cette année, les pistes semblent toutefois un peu brouillées par des résultats contradictoires. Ainsi, 77 % des salariés se sentent « reconnus et respectés professionnellement », mais 64 % déclarent que « les efforts et les efforts sont reconnus mais pas souvent récompensés ».

Ce nouveau sondage ■■■■ savoir sur la « question de la consécration ». Pour les salariés interrogés, la considération, c'est « être respecté qu'individus » : pour 43 %, c'est reconnaître le travail ». Récompenser, faire évoluer » n'arrive qu'en troisième position, ■■■■ 14 %. Pour certains ■■■■ mieux l'esprit des salariés, la SOFRES leur a demandé quels ■■■■ ils considéraient comme les plus importants dans leurs efforts. « Montrer qu'on ■■■■ considère ■■■■ un interlocuteur à part entière, qu'on respecte ■■■■ arrive en deuxième position (en ■■■■ position) en 1991). Moyens : ■■■■ avancement et une augmentation importante de salaire » reculent cette année respectivement ■■■■ troisième et quatrième place. ■■■■ première et quatrième places en 1991.

Lorsqu'on analyse les attitudes de considération ou le refus de récompense qu'ils espèrent, les salariés en reviennent toujours, semble-t-il, à une « frustration » proprement la « frustration » dont l'entreprise souffre par l'entrep- prise, « l'entreprise », souligne l'enquêteur du sondage, qui a été créée en ces lieux et dans ces circonstances. Cette frustration que la considération est un vrai problème n'est pas notamment « la lourdeur des structures », « l'arbitraire, le favoritisme, l'injustice », « l'absence de dialogue, d'écoute », et, en premier lieu, « le fait que certaines qualités, certaines compétences ne sont pas prises comme importantes ». Enfin, pour 60 % de nos salariés, la motivation matérielle provient de l'encadrement et pour 45 % de la direction générale.

Un an après la mise en éviation du manque de considération, les actions lancées par la direction des relations des ressources humaines (DRRH) pour y remédier ne semblent donc pas avoir porté leurs fruits. Il est vrai que, lorsqu'il s'agit de changer des comportements, les évolutions sont lentes. Les conclusions du sondage montrent « un appel extraordinaire des salariés à é

respectés en tant qu'hommes et femmes et pas comme des salariés », déclare Bernard Lemée, le directeur général du BNP, reconnaissant le rôle des dimensions humaines des entreprises. « Le BNP. Nous allons y répondre en donnant plus d'ampleur extraordinaire aux séminaires de management, pour former les cadres dirigeants, leurs adjoints, etc. à l'aspect comportemental et relationnel ». Une opération qui touche aussi, depuis septembre 1992, les directeurs d'agences.

Pour le CFTD en revanche, ce manque réaffirmé de considération pour les salariés est une « pierre dans le chemin ». « Les salariés ne sont pas en compte à ce message », déclare le directeur du CFTD. « Les salariés en 1991. Elle y a répondu par la détermination du salaire au mérite pour les vendeurs, liée à la réussite d'objectifs, explique Bernard Mainbourn, représentant syndical national CFTD auprès du CSE de la BNP. Ils en ont assez d'être harcelés au téléphone quand il y a des campagnes de placements de produits. Ils connaissent les résultats. Cette part croissante du salaire au mérite crée des dissensions entre les salariés ». Pour le CFTD, le manque de considération pour les salariés est la « structure qui frappe aveuglément ». La direction générale fuit des objectifs de productivité continue à avancer au même rythme de réductions des effectifs. Les sens sont malmenés ».

Autre évolution importante, concernant cette fois les atouts et les faiblesses de la BNP aux yeux de ses salariés : au-delà des variations, c'est surtout l'accroissement de la part de la BNP dans l'emploi de la banque qui a été remarqué. « On a le sentiment d'incertitude global. En 1991, la DRRH annonçait le Dialogue le lancement de plusieurs grands chantiers, notamment sur la gestion prévisionnelle des emplois et le système de rémunération. Ces chantiers se poursuivent, écrit-elle, cette année. Les effets, visiblement, ne sont pas encore perceptibles. Cela fait sentir puisque le personnel estime que son évolution est bloquée. Notre objectif est de faire passer, à la fin de 1991, chaque jour, un nouveau métier se crée, explique Bernard Lémé. Nous avons un effort de clarification à faire pour restituer les perspectives de carrière en fonction de ces nouveaux métiers. » Un autre système de notation, actuellement expérimenté, devrait tenir compte de

Les salariés ont plus de pouvoir d'achat quand l'intégration de leur entreprise. Ce que l'enquête de 1991 montrait déjà. Pour 88 % des salariés, la BNP est une entreprise où le client compte. Elle se prépare aux défis des métiers de la banque pour 82 % et fait les bons choix face à la concurrence nationale internationale pour 80 %.

Le civisme, déjà souligné l'an passé, est l'image « entrepreneuriale » de la BNP aux yeux de ses salariés et la manière dont ceux-ci estiment que l'entreprise doit donc.

F. A.

Certains cadres se partagent entre plusieurs entreprises et distribuent leurs compétences

IDÉE ■ séduisante. Pour elle a du mal à faire son chemin : éliminer les entreprises en partageant l'encadrement de la culture des entreprises françaises. Et ce n'est pas faute de cadres.

A priori, les PME/PMI qui manquent de « compétences » pour leur développement, ne s'en sont pas payés le plein temps (DRH, financier ou commercial) ; qu'ils n'aient réellement besoin de quelqu'un à temps complet, devraient lui attirer par une formule. Mais convaincre les entreprises qu'entre le oui et le rien il y a un million nécessite une force de persuasion exemplaire.

Soucieuse d'approfondir le concept du temps partagé, l'Association pour l'emploi dans les cadres (APEC) a financé une étude Alpes-Côte d'Azur a mené, en 1990, avec le soutien de l'Etat, de la région et des autorités économiques et sociales, une étude sur les potentialités régionales. Ses conclusions : « L'acceptation de la notion de temps partagé ne relève pas de la situation de l'entreprise. Elle dépend exclusivement de la personnalité du chef d'entreprise, de sa capacité à innover », indique Gérard Didierlaurent, délégué régional de l'APEC-PACA. Pour essayer de soulever cette médiane, un « conseil municipal des entreprises » des cadres à temps partagé a été rédigé et distribué à 5 000 exemplaires aux entreprises de la région.

Cela dit, aussi marginal soit-il, le phénomène existe. Ainsi, la société Spira-Provence, une PME de ~~la région~~ industrielle qui opère dans la zone industrielle de l'étang de Berre, emploie depuis près de deux ~~ans~~ un DRH qui partage son temps entre l'entreprise où il travaille deux jours par semaine, l'université d'Aix-Marseille ~~et~~ en gestion ~~de la~~ ~~la~~. « Au départ, j'avais quelques réticences », avoue Marc Loisel, directeur général de la ~~la~~. Mais quelques discussions, une bonne définition des objectifs et une organisation du travail ont permis à la raison de l'emporter. Aujourd'hui, il considère les autres activités d'Yves Nalbadian comme un « plus » pour sa société. « Le lien entreprise-université m'intéresse pour notre développement », ventriloquie Marc Loisel. Quant à

l'activité ■■■■ d'Yves ■■■■
badian, elle ■■■■ une enquête pas
dans la mesure où ■■■■ avons mis
en place un code de déontologie
qui l'empêche ■■■■ travailler pour
une entreprise concurrente, sou-
ligne-t-il. Par ailleurs, ■■■■ expé-
riences qu'il a dans ■■■■ autres
entreprises lui donnent une ouver-
ture d'esprit ■■■■ profite forcé-

« Le **portage** représente le meilleur compromis possible entre aspirations individuelles et contraintes de la société et de l'environnement », affirme Yves Vidal dans son livre « Cadres à **portage** » (Éditeur). Ce manager, son expérience le montre, le moyen de prendre en compte son évolution de carrière. Yves Vidal était un **international** ressources humaines du **Comex** depuis six ans lorsqu'il entreprit une réflexion sur son avenir. Il lui semblait indispensable de partir à l'étranger pour aller à Paris. En accord avec le président de la Comex, il fut **à mi-temps** et trouva cinq PME de secteurs **à fort** qui acceptèrent de l'em- ployer une demi-journée par

semaine. Après trois ans de temps partiel, profitant d'une opportunité, il a obtenu un **DRR** à plein temps à Rhône-Poulenc Agrochimie à Lyon. Un reconversion réussie. Les temps partiaux ont-ils des avantages ?

« Pas du tout, affirme-t-il. Je pense que j'y retournerai, mais une fois en tant que cadre ATI, j'ai des **grandes entreprises**, car je n'aurais pas la formule sociale strictement dite. Un projet est d'ailleurs en cours d'étude à Lyon pour essayer de développer un partenariat sur ce thème à Rhône-Poulenc Agrochimie et le PME/FMI locale.

Pour exercer ses activités de cadre commercial à temps partiel, François Nanquette, quant à lui, préfère se constituer un **mini-DRR**. Plus simple pour l'entreprise, pas de complexités administratives, pas de contrat de travail, pas de charges salariales, mais satisfaction en bonne et due forme et une économie de 50 % pour l'entreprise sur le coût d'un cadre salarié. Bref, des arguments frappants. Et qui fonctionnent bien puisque, devant les succès de l'opération, François Nanquette qui avait créé il y a sept ans sa société, Generation, a monté un réseau. Résultats, composés aujourd'hui de quatre partenaires (région parisienne, Rouen, Dijon, Rennes) qui partagent un secrétariat et un budget communication. Il bédit son succès sur une flexibilité maximale de l'individu au service de l'entreprise. « Nous sommes capables de répondre à un besoin précis de l'entreprise à un moment de son histoire. Pour aller se croquer ailleurs. Si l'entreprise se développe et a besoin d'être recrutée, elle n'emploie plus rien de nous. Mais elle accorde du temps partiel. Oui, affirme François Nanquette, mais les missions durent en moyenne de un à deux ans. Non, c'est du conseil, soutiennent les puristes, pour lesquels le concept du temps partiel renferme forcément une notion de salariat. Belles querelles de chenille !

Catherine Leroy

INSTALLÉE près de la cheminée, une tasse de thé à portée de la main, Monique Peyrier-Vignale raït un texte. Depuis quatre ans, elle mène à bien deux ou trois périodiques encombrés, et elle aime à domicile son métier (ils corrigent tous l'édition). Son nouveau lieu de travail n'a une grande maison blanche récemment de lierre, dans le village du Pêcheureau, au sud du Berry. Les cheveux courts et bruns, le rire communicatif, Béatrice est lectrice-correctrice chez Gallimard : elle lit les épreuves du livre de la collection « Découvertes » de Gallimard-Jeunesse. Elle corrige, coupe ou rallonge le texte, qu'il lui arrive d'écouter, et elle en poste une partie dans sa quatrième informatique.

quelles atrocités que l'on a faites de philosophie et une première expérience de redactrice-révisseuse dans la presse périodique, Béatrice est entrée comme correctrice chez Gallimard, en 1987. Mais, un jour, elle a écrit : « Nous nous sommes dit, moi marit et moi, que nous vivions une vie de fous, avec nos deux enfants à nos trois châteaux dans un appartement de 60 mètres carrés qu'on loue une fois par semaine à d'autres gens et surtout un autre mode de vie... » Peyret-Vignals profite de l'été pour s'installer avec Berry. Elle commence à écrire à nouveau pour Gallimard. « Au départ, cela ne devait être que pour l'été. Mais les responsables de Gallimard-Jeunesse ont vu que cela fonctionnait plutôt bien. A la rentrée, j'ai annoncé qu'on avait inscrit les enfants à l'école, et qu'on avait resit. » Un sacré pari que les éditions Gallimard ont gagné.

Il faut dire que Fred, le mari de Béatrice, est lui-même maquetiste-PAO (publication assistée par ordinateur), employé en indépendant par plusieurs maisons d'édition. Depuis quelques mois, Fred travaille aussi pour Gallimard, et ils collaborent tous deux au nouveau département Art de Gallimard. A peine le texte est-il corrigé par Béatrice, Fred le met sur page. De quoi pour l'auteur regagner le temps perdu dans les envois postaux. Depuis qu'elle travaille à domicile, Béatrice, qui a maintenant trois

enfants, apprécie particulièrement le pouvoir organiser son temps de travail à sa guise. « Je peux prendre deux jours de repos, ou aller courir les brocantes un après-midi sans avoir que je ramasse mon travail à un autre moment. » A peine levée le matin, encore en pyjama, elle est déjà à son bureau.

perdu dans les transports. « Dans les bureaux de Gallimard, avec le téléphone sonne sans arrêt, les réunions fréquentes, les gens qui passent, il est difficile de travailler. Mes collègues savent que c'est chez moi, le soir et le week-end, qu'ils sont le plus efficaces... » Une fois par semaine, Béatrice se rend à Paris, pour des réunions de travail avec auteurs et éditeurs. « Je prends le train de 7 heures et j'arrive à Gallimard en moins d'une heure. C'est beaucoup moins fatigant qu'une journée de chaque jour. »

Pour l'instant, Béatrice ne regrette vraiment pas son choix. « Quand nous avons quitté Paris il y a quatre ans, tous nos amis nous ont dit que nous reviendrions trois ou quatre ans plus tard, car ils pensaient que nous faisons un retour à la campagne, comme celle de *« Le Châlois »* et de *« Le Chronopost »*. » Chez Gallinard, l'expérience de Béatrice lui Fred a fait deux émules. D'autres correcteurs se sont lancés dans le travail à distance. « Notre vie était rêver, car nous prenons le meilleur de la campagne et de la ville. Mais attention, il faut vraiment être deux à faire le même métier dans le couple. Si mon mari était employé huit heures par jour à l'extérieur, il aurait du mal à comprendre la vie à l'intérieur d'un particulier. »

Le tiraille à distance lorsqu'on est dans une certaine zone. « Il faut compenser l'éloignement par une certaine force ».

disponibilité » une grande souplesse d'organisation. » Le téléphone sonne. Immédiatement, « Il n'importe quelle heure. Je passe prise, je suis calculé par jour ou par semaine. Je suis calculé. J'ai des tâches que je poursuis : « Nous avons comploté à Paris des moments de grand stress. » Il faut travailler tard le soir et souvent le week-end, passer deux ou trois nuits par mois devant l'ordinateur, courir après le poste pour renvoyer les textes à temps. « Je n'ai jamais travaillé avant que depuis que je suis à la page. » S'écrit-il. Il horaire (elle) déclare à son employeur, qui lui fait savoir le nombre d'heures travaillées, qu'il gagne entre 10 000 et 12 000 francs par mois, n'a pas pris de vacances depuis deux ans. Elle vit avec l'impatience d'être abonnée à Numéris, le réseau de La Poste qui permet aux ordinateurs de communiquer sans qu'il y ait une simple main téléphonique. Elle a plus envie d'envoyer les disquettes par courrier : les disques seront directement transmis chez Gallimard.

La vie à la campagne est aussi faite de nombreuses tentations auxquelles Béatrice a dû apprendre à résister. Il faut en permanence se donner des coups de pied aux fesses pour travailler, ne pas partir se balader, ne pas aller à la messe, ne pas avoir un peu frustrant, admet-elle. Difficile aussi de mêler à ce point vie privée et vie professionnelle. Pour être au calme, Béatrice travaille de 6 heures à 8 heures du matin, et très tard le soir. « Jamais, à la maison, on ne parvient à faire totalement abstraction de la ville », dit-elle. Ses amis, ses collègues, ses dadas à Paris sont les bienvenus. « Pour voir un peu de monde, un peu de la vie de la région », dit-elle. Béatrice, qui sans doute est promise éditrice si elle était à Paris, ne regrette pas le moins du monde sa vie parisienne. « Nous avons adopté une philosophie de la vie, un mode de vie que nous souhaitons. Ici, nous vivons des moments de rêve que nous ne connaissions plus à Paris. »

Pascale Krémer

par Gérard Andreck

[illegible]

nomique, la société en France se condamnerait à entrer dans l'Ann 2000 avec une ardoise de taille où les sociaux humains de la marginalité de l'exclusion se révéleraient un véritable handicap économique.

Il est évident que la sortie de la crise, qui ressemble plus en plus à l'«Ardiscent» d'ailleurs, ne règlera rien si elle s'opère perpetuant même modèle que celui qui l'engendré et qui a conduit au découpage du social et de l'économique. Il faut retrouver la oubliée l'humanité de Jean-Jacques Rousseau qui est la capacité de chacun à être sensible à la douleur d'autrui pour porter secours. Reprenant idée, Bernard Kouchner a déclaré : Donner à l'humanité c'est le principe de l'insertion.

Concrètement, il convient de multiples et heureuses initiatives d'insertion entreprises qu'il en posant une fois pour toutes qu'il s'agit de l'action palliative ou missionnaire, de intégrer dans une politique cohérente remarquable un plan national. Les résultats obtenus, saluons, mais ne nous en satisfaisons pas. Ces actions, véritables vers un retour intégral dans la société, justifient à elles seules notre mobilisation. Gageons que les échanges européens de l'insertion, qui se tiendront à Beaune les 11 et 12 novembre, nous permettront d'impulser une dynamique de lutte l'exclusion de partenaires publics et privés.

■ Gérard Andreck est président du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (C-JDES).

Des salariés capitalistes ?

■ L'Association pour la promotion de l'épargne et de l'actionariat des salariés organise le jeudi 3 décembre un débat sur le thème « Quand les salariés deviennent capitalistes ». Des représentants des entreprises (Pirène-Poulain, Auchan, Alcatel-Alsthom, Schneider, Crédit national, notamment) et des syndicalistes débattront autour de trois questions : le salarié peut-il, doit-il se constituer un capital ? l'entreprise doit-elle encourager cette démarche ? quels en sont les voies et les moyens ?

► Renseignements : tél. : 42-60-03-45 ou 47-05-70-41.

c'était créer une situation différente de celle des indemnités de licenciement ou des reclassements sous convention avec le Fonds national pour l'emploi (FNE).

■ L'Institut pour le développement de l'entreprise dans son environnement (IDEE) vient de signer une convention avec la préfecture de Paris et l'ANPE afin de développer une activité visant à favoriser l'embauche de chômeurs de longue durée par les entreprises parisiennes. Une cellule de marketing téléphonique, composée d'experts, repère des entreprises qui sont ensuite visitées par des cadres retraités et d'anciens responsables d'entreprise. Des responsables de moyennes et grandes entreprises se mobilisent pour accueillir et conseiller les demandeurs d'emploi afin d'optimiser leur recherche. Le service proposé aux entreprises l'est à titre gracieux et comporte la visite d'un chargé de mission, qui recueille l'offre d'emploi, la présentation de candidats présélectionnés, l'accomplissement des formalités administratives en liaison avec l'ANPE.

L'objectif est de permettre aux entreprises de bénéficier des avantages du contrat de retour à l'emploi (CRE) qui, lors du recrutement d'un chômeur de longue durée sous contrat à durée déterminée ou indéterminée, fait bénéficier de réductions de charges sociales.

Les vingt ans du PROMOFAF

► Le 7 décembre, à la Cité des sciences et de l'industrie, le PROMOFAR fêtera ses vingt ans au cours d'une manifestation nationale. Le PROMOFAR est l'un des premiers fonds d'assurance-formation et il collecte les contributions des 6 000 entreprises du secteur sanitaire et social qui emploient 340 000 salariés.

Pour célébrer cet événement, trois tables rondes seront organisées avec, notamment, Mlle André Comte-Sponville, philosophe, Renaud Seinsuau, sociologue, Yves Chozard, Jean-François Colin et Michel Praderis.

► PROMOFAR, 11, rue Carrier-Belleuse, 75015 Paris. Tél. : 41-55-35-93.

36-15 CHOMDU

■ L'APEIS (Association pour l'emploi, l'information et la sécurité) vient de tenir son deuxième congrès du Val-de-Marne et sa première convention nationale, les 11 et 12 novembre. En plein développement, ce mouvement est présidé par M. Richard Dethyrie, qui vient d'écrire, avec Mafica Zadiri-Corniou, un livre intitulé *In Révolte des chômeurs* (Éditions Réalités, 1980). Des associations locales et départementales sont créées ou en voie de constitution ailleurs qu'en région parisienne. Mais, surtout, l'APEIS vient de lancer un serveur télématique, 36-15 CHOMOU, pour répondre aux demandes des chômeurs, qui veulent connaître leurs droits. Grâce à ce système de consultation, on commande 1 100 pages de service, toutes les informations pratiques sont également accessibles.

■ **APEIS. 27, avenue Maximilien-de-Robespierre, 94440 Vitry.**

■ Contrairement ■■■ qui avait pu
■■■ ■■■■■ ■■■ d'une
réponse du ministre des finances à la question d'un député, le coût d'une mission d'outplacement ne sera finalement pas fiscalisé, ni pour l'entreprise, ni pour le ■■■■■
Le Journal officiel devrait publier une réponse en ce sens qui précisera, en droit social, l'exonération de charges sociales concernant toute prestation d'outplacement payée par l'employeur.

l'employeur et, en outre, les salariés, la non-pertinence de cette prestation du côté du coté prestataire.

Ainsi se termine une affaire qui avait provoqué beaucoup d'émotion dans une profession qui agit pour reclasser des salariés – cadres le plus souvent – en quelques jours.

■ En moyenne, leur évitant le chômage. Les cabinets spécialisés dans ce type d'intervention, au nombre de 80 en France qui ont réalisé 3 000 actions en 1991, craignent que les entreprises et les bénéficiaires ne renoncent à l'utilisation de l'outplacement.

En effet, si la prestation d'outplacement avait été considérée comme un avantage en nature imposable au nom du salarié et comme un salaire, le coût pour l'entreprise s'en serait trouvé augmenté de 50 %. Pour le salarié,

Emploi des cadres : la baisse ■ reprise en septembre

■ Après un léger ralentissement de la dégradation pendant l'été, le marché de l'emploi pour les cadres se porte à nouveau mal, à la

■ L'indicateur mensuel

■ par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) enregistre, en septembre, le fin d'un palier, en données corrigées. Mais, en données brutes, la rupture est encore plus sévère : le belles des offres d'emplois publiées par la presse correspond à une chute de 25 % par rapport à septembre 1991. C'est-à-dire que le rythme s'aligne là nouveau sur la tendance longue observée il y a quelques mois.

■ Au total, 5 500 postes de cadres, seulement, ont été offerts par voie de presse au mois de septembre, et 43 000 au cours des douze derniers mois. Après des crétes : jusqu'à 120 000 offres, on considérait jusqu'à présent que la régulation moyenne du marché devait s'établir au alentours de 75 000 propositions par an... Ce qui était le cas dans les années 1983 et 1984, au plus fort de la crise.

■ Toutes les grandes fonctions sont touchées par ce reflux, les moins mal lotis étant les cadres de la fonction personnelle (19,4 %)

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-18-20. Les personnes intéressées doivent contacter STAG'ETUD, 12, rue Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-88.

GESTION

o Lieu : Paris. Date : immédiat.
Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 700
net/mois. Prof. : bac + 3/4.
Exp. : 2 ans. Mat. : maîtrise.
économiques. Mission : réalisation
d'un tableau de bord d'agence et
comptabilité analytique. 02886.
o Lieu : L'Havre-Roses. Date
immédiate. Ind. : 1 700.
Durée : 3/6 mois. Prof. : bac.
Exp. : 2 ans. Mat. : maîtrise.
Informatique. Mission : contrôle de gestion, col-
laborateur des directions adminis-
tratives et financières. 02776.
o Lieu : Vauxcelle (42). Date
immédiate. Durée : 6/8 semaines.
Ind. : 3 000 F/mois. Prof. : bac.
3, Exp. : 1 an. Mat. : maîtrise.
Mission : contrôle de gestion, travail in-
terdisciplinaire avec le directeur financier.
02777.

COMPTABILITÉ

□ Lieu : Paris. Date : Immédiat.
Durée : 1/2 mois. Ind. :
1/2 F/mois. Ind. : + 2/3
connaissance Macintosh, dactylo
indispensable. Mission :
de pièces comptables, de
nouveaux documents,
rentabilité des opérations, suivi
relationnel. 02721.
□ Lieu : La Défense. Date : Immé-
diat. Durée : 1/2 mois. Ind. : non
prévue. Profil : professionnels
option comptabilité : se-
crétaires, comptables, fournisseurs
codification des factures et saisie
préparation des paiements, clas-
sification. téléphone. 02921.
□ Lieu : Défense. Date : 15
décembre. Durée : 1 mois. Ind. :
non prévue. Profil : bac profes-
sionnel option comptabilité. Mis-
sion : travaux sur déclaration
annuelle, aide au service Paye
13 mois. 02922.
□ Lieu : Evry. Date : Immédiat.
Durée : 3/4 mois. Ind. : défini-
tion. Profil : bac + 3, comptabilité, ges-
tion. Mission : analyse bilan et
comptabilité. 02928.

PERSONNEL

□ **Unité** : La Défense. **Date**
Immédiat **Durée** : 4/6 mois. **Ind.**

INFORMATIQUE

à Lieu : Les Ulis. Date :
 janvier 83. Durée : 4 mini.
 Ind. : 2200 F. Profil : bac :
 - 3/6, connaissances Macintosh
 indispensables. Mission : Ingé-
 nier informatique. 02971.
 à Lieu : Pantin. Date : Immédiate.
 Durée : 2 semaines. Ind. : 25 K
 Profil : prestations sur factures
 - 2/2, 2 mini. Mission : partici-
 per à des tâches de mainte-
 nance, réparations, montages ou
 modifications de configurations
 (surtout PC, parfois Atari et
 Macintosh et connaissances)
 02971.

COMMUNICATION

[illegible]

BIOTECHNOLOGIES

□ Lieu : Paris. Date : immédiat
Durée : 2 minimum. Ind. :
définir. Profil : bac + 4, économie
internationale, micro-infor-
matique : Word 5 D. Mission
mise au point d'une base de don-
nées bibliographiques dans le
cadre d'un projet de recherche éco-
nomique soit pour le Maroc
Maghreb, soit pour l'Afrique sub-
saharienne (possibilité de
travailler sur terrain). 03034.

PUBLICITÉ

□ Lieu : Paris. Date : décembre.
Durée : 1 mois. Ind. : à définir.
Profil : bac, arts graphiques. Mis-
sion : ~~assister~~ d'un directeur arts
graphiques senior, rough, créa-
tion, ~~mise en~~ couleur, packaging.
02915.

□ Lieu : Paris. Date : début
décembre. Durée : 1 mois. Ind. :
à définir. Profil : arts graphiques.
Mission : ~~assister~~ d'un maquet-
tiste, établissement ~~des~~ docu-
ments d' ~~affichage~~ ~~de~~ ~~communication~~
à la table ou d'infographie
Pressa. Illustrat. 02918.

SECRETARIAT

o Lieu : Paris. Date : immédiat.
 Durée : 3 mois. Ind. : 2500 F.
 Profil : bac min., 3 ans milit.
 App. : secrétaire, secrétaire,
 secrétaire, secrétaire, gestion quod-
 tidienne, technique. 022525.
 o Lieu : Paris. Date : immédiat.
 Durée : 10 semaines. Ind. :
 1500 F. Profil : toutes formations.
 Mission : accueil clientèle, accueil
 et suivi des clients, diverses
 tâches. 022525.
 o Lieu : Paris. Date : immédiat.
 Durée : 2 mois minimum. Ind. :
 2500 F. Profil : bac, 3 ans milit.
 + 3, anglais, Mission : secrétaire,
 classement, affranchissement,
 accueil, téléphone, suivi des
 022525.
 o Lieu : Paris. Date : immédiat.
 Durée : 2 mois. Ind. : 2500 F.
 Profil : bac, expérience du télé-
 phone. Mission : accueil de clien-
 tèle (10 lignes), accueil courrier, petits
 travaux, gestion courrier, petites
 tâches. 022525.

TECHNOLOGIE

□ **Lieu :** Versailles. **Date :** immédiat. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 4/5, ingénieur. **Mission :** étude sur les moyens techniques de gardiennage et surveillance. 02804.

DROIT

□ **Lieu** : Paris. **Durée** : immédiat.
Durée : 2 mois minimum. Ind. : à
définir. Profil : I + 5, droit civil.
Motif : assurer des missions
ponctuelles de formation en droit
dans la transmission du patri-
moine. 02989.



LES DIRIGEANTS

SONACOTRA

DIRECTEUR DE CENTRE

MARSEILLE

Avec aujourd'hui 1.100 personnes, 360 établissements et 1.100 CA, SONACOTRA développe un concept moderne d'Habitat social.

Nous recherchons pour ce poste : un homme de communication : vous êtes responsable de l'image de votre interlocuteur privilégié : décideurs locaux (politiques ou Administration), vous améliorez le fonctionnement de l'ensemble par votre talent relationnel et votre sens de la négociation. En interne, vous créez un style de relation avec la clientèle. Vous êtes du dialogue mais aussi votre fermeté, votre ouverture aux cultures étrangères suscitent la confiance : un développeur : créatif, vous apportez vos idées et votre savoir-faire dans le domaine de la gestion : celui de l'organisation. Grâce à votre sens de l'initiative, vous développez la qualité de nos services : un gestionnaire : vous améliorez la rentabilité de votre centre par une gestion rigoureuse et vous appuyant sur une équipe de 10 professionnels que vous animez et développez. L'expérience du para-hôtellerie est un plus.

Vous vous reconnaissez ? Un avenir, des évolutions enrichissantes et des conditions de travail excellentes vous sont offertes.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 75014 Paris Ruell-Malmaison sous la référence 73.7024/LM.

Mercuri Urval

Le CAVILAM
(Centre Audio-visuel de Langues Modernes) de VICHY

Établissement d'enseignement des langues vivantes, sous le contrôle pédagogique et scientifique des Universités de Clermont-Ferrand

recherche pour un emploi de

DIRECTEUR DE LA PÉDAGOGIE
(à pourvoir dans les meilleurs délais)

Intégrer une équipe dynamique travaillant sous l'autorité des Universités et assurant l'interface entre l'Université et le CAVILAM.

FORMATION ET DIPLOMES :
formation de 3^e cycle universitaire (ou équivalent) ; diplômes universitaires de 3^e cycle ; bonnes connaissances en langues étrangères.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE :
expérience confirmée dans le domaine du français langue étrangère, des langues vivantes et dans la direction d'équipes d'enseignants.

MISSIONS :
élaboration et suivi des programmes de formation ; organisation et animation des équipes d'enseignants ; mise en place de pratiques pédagogiques innovantes donnant lieu à publications.

Adresser dans les meilleurs délais CV complet, lettre de motivation avec photo, publications éventuelles, prétentions et dates de disponibilité, au

CAVILAM
à l'attention de Madame HANLON
Chargée de Mission des Universités
14, rue du Maréchal-Foch - 03200 VICHY
TEL. : (33) 70-32-25-22

AIR GUADELOUPE

Compagnie Régionale (175 MF de CA, 260 personnes environ), confrontée à un contexte très concurrentiel et évolutif, nous recherchons

DIRECTEUR GÉNÉRAL

FUTUR PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

En collaboration avec le Président du Conseil d'Administration (et avec le Directeur de Surveillance), vous serez chargé de réorganiser et développer l'entreprise : mise en application d'un plan de réorganisation ; définition et conduite de la stratégie de développement ; mise en œuvre d'une politique de relations internes et externes ; optimisation de la coopération avec les transporteurs aériens et les professionnels du voyage et du tourisme.

A 35/55 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience significative et récente du management d'entreprise et en management, acquise dans un secteur de prestations de services fortement concurrentiel, en France (métropole ou DOM-TOM) ou à l'étranger.

Vous avez également une expérience dans le secteur du transport aérien, en tant que responsable de la PME. Vous pratiquez l'anglais. Vous avez prouvé vos qualités d'animateur et d'organisateur, votre sens de la communication et de la négociation, votre aptitude à définir une stratégie dans un contexte incertain.

Merci de faire parvenir vos candidatures de préférence sous réf. : PC 1324 à notre Conseil - PLEIN CADRE (Groupe TRANSEARCH-FRANCE) - 160 avenue des Victoires - 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SOGEQUIP

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

LYON

Votre mission : assurer l'évolution de l'entreprise avec un souci permanent de rentabilité.

En collaboration avec notre Président, engagé sur un budget, vous vous impliquerez fortement dans le management de nos activités (installations de froid industriel et conditionnement d'air, ingénierie en génie chimique). En interne, vous apporterez un appui à nos équipes (ingénieurs de projets et chargés d'exécution). En externe, vous contribuerez à la promotion du savoir-faire de Sogequip.

A 40 ans environ, de formation ingénieur généraliste ou chimiste, vous avez une solide expérience de la gestion de projets d'installations en ingénierie ou en entreprise générale qui, de plus, a votre sensibilité aspects commerciaux.

Votre anglais est courant.

Nous vous proposons aujourd'hui de mettre en avant votre goût d'entreprendre et de partager l'enthousiasme qui anime Sogequip.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 1 cours Albert Thomas, 69600 LYON cedex 03, sous la réf. 53.6099/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Important groupe immobilier recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Expérience de la gestion immobilière indispensable.

Merci d'envoyer (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. : 1047/91 à PREMIER CONTACT, 38 rue de la Vierge, 92000 Nanterre, qui transmettra (discretion assurée).

36 15 LM

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

Consultant Senior, Futur Partenaire

Leader du conseil personnel : évolution professionnelle, conseil, depuis plus de 8 ans dirigeants et supérieurs. Aujourd'hui, nous renforçons notre équipe : recherchons Consultant Senior, prêt à devenir l'un de nos futurs associés.

En toute autonomie, vous apporterez à nos clients un conseil de haut niveau sur leurs développements personnels et professionnels.

Agé 45 ans ou moins, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de Direction Générale, acquise dans un secteur d'activité de préférence.

Votre goût des relations humaines et votre sens du contact commercial à haut niveau seront des atouts essentiels. Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Pour nous rencontrer, adressez votre dossier de candidature à

Forgeot, Weeks

PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE
Paris : 3, rue du Fbg St-Honoré - 75008. Tél. : (1) 42.65.42.00

هكزا بن النحل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 2 décembre 1992 37

LE MONDE DES CADRES

Radio France Internationale se développe

Première radio francophone au monde, Radio France Internationale entame une nouvelle phase de son développement avec une diversification de ses émissions en langues étrangères et pour cela,

Radio France Internationale RECRUTE DE JEUNES JOURNALISTES DIPLOMES PARFAITEMENT BILINGUES

- pour ses émissions en langue lao à destination du Laos et de l'Asie du Sud-Est ;
- pour ses émissions en langue khmère à destination du Cambodge et de l'Asie du Sud-Est.

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la pratique de la dactylographie et éventuellement des horaires décalés. Une expérience radio est souhaitée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :

Radio France Internationale
Service du Personnel
Pièce 6627
116, avenue du Président-Kennedy
75016 PARIS

RADIO FRANCE INTERNATIONALE



LE MONDE DES CADRES

Nous sommes l'un des trois premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un chiffre de plus de 300 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos produits et services.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

Rattaché au responsable de la commercialisation interne, vous collaborez au développement et à la promotion interne de la société. Dans cette perspective, vous proposez la mise en place d'outils et supports adaptés et vous participez à leur mise en œuvre.

De formation supérieure dans le domaine de la commercialisation (CELSA, Sciences Po, C.P.J.), vous avez impérativement acquis une première expérience dans la commercialisation interne en entreprise, en agence ou en cabinet conseil. Vous possédez, notamment, une bonne connaissance de la conception et de la réalisation des supports de communication (écrits, télématiques...). Vous avez le goût des contacts, le sens de l'écoute et montrez de réelles qualités rédactionnelles associées à un bon niveau de créativité.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. COM/INT/M, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75003 Paris Cedex 01.

CRÉDIT FONCIER

Crédit Foncier. Votre allié dans le temps.



En toute indépendance

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT

QUE CHOISIR

Développée à partir de 1988 en complément de notre mensuel "QUE CHOISIR", la "HORS SERIE" et les "PRATIQUE" renforcent notre action pour l'amélioration de la vie quotidienne et la gestion des relations entre particuliers et professionnels. Avec au total huit numéros par an, nous assurons une diffusion globale de 999 000 exemplaires.

Rattaché au Rédacteur en Chef, vous animez et organisez le travail d'une quarantaine de pigistes spécialisés dans les domaines du droit, de l'économie, du cadre de vie, etc. Vous planifiez et assurez le suivi des productions. Avec l'aide de nos juristes et de notre service documentation, vous entrez vous-même suffisamment dans les sujets pour réviser ou faire retravailler les textes.

À 25/35 ans, journaliste ou chef de rubrique, vous avez un goût prononcé pour l'organisation, la gestion et vous disposez d'une forte compétence de généraliste ouvert aux problèmes juridiques. Homme ou femme de conviction, votre implication nous permettra de mettre toute votre compétence intellectuelle au service de l'amélioration du cadre de vie.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 76/4438 A à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DRESDEN ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Important Organisme Professionnel Paris 9^e

recherche pour la direction des affaires internationales un

CHARGÉ DE MISSION

De formation Economie, Droit ou Sciences Po, vous devez avoir une première expérience des négociations internationales et des services financiers. Vous êtes parfaitement trilingue anglais + allemand. Rigoureux, vous savez à l'avance et à l'écrit les affaires internationales. Bon rédacteur, vous possédez le goût du travail en équipe. Libre rapidement.

help



international

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence SC 17 à HELP INTERNATIONAL, 8, rue Louvois - 75001 PARIS.

PRECEPTA

Recherche et Information

Société d'études en STRATÉGIE et MARKETING recherche, pour compléter ses équipes

Consultant stratégie et/ou marketing stratégique (Mr. CSM)

Profil souhaité : diplômé d'une grande école ou d'un 3^e cycle universitaire, 3 ans d'expérience minimum dans un cabinet de conseil ou un bureau d'études.

Consultants Free-Lance (Mr. CFL)

Nous vous proposerons régulièrement des missions d'études à caractère stratégique et marketing.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à PRECEPTA - 85, rue La Fayette - 75009 Paris en précisant impérativement sur l'enveloppe la référence du poste choisi.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
MARSEILLE-PROVENCE

Conduire
vers la
réussite nos
futurs
cadres
européens
des affaires.

Carrefour historique du commerce et des affaires, Marseille se positionne parmi les premiers pôles européens de l'enseignement supérieur. Le groupe "Enseignement International des Affaires", installé sur le très apprécié des colonies Luminy, La Chambre consacre l'équipe de direction du Groupe EIA et recrute le :

DIRECTEUR DE SON ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE

Investi de la culture Consulaire, rattaché au Directeur du Groupe EIA (Enseignement International des Affaires), vous dirigerez dans une perspective européenne le développement, un établissement positionné au meilleur niveau national, dans le groupe ECRICOME Responsable de la formation, fortement soutenu par la CCIMP, vous aurez aussi en charge le suivi du niveau des postulants, l'animation du corps professoral, l'optimisation de l'insertion des diplômés en entreprise, la qualité de l'enseignement dispensé. Vous entretenez des relations constructives, par vos avis et suggestions, avec la hiérarchie des homologues des établissements rattachés à l'EIA. Vous interloquez les étudiants pour maintenir leur motivation ou améliorer leur implication dans la marche de l'école et dans leurs performances. Diplômé de 3^e cycle (DEA ou Doctorat), vous êtes un professionnel reconnu du management dans le domaine de la formation. Ayant pratiqué l'enseignement, vous avez le goût de la pédagogie, une aptitude naturelle à motiver et encourager. Vous parlez l'anglais. Homme de dialogue, vous savez la communication et votre charisme naturel vous rendent apte à consolider et innover dans le cadre d'une politique inscrite dans le schéma Consulaire.

Votre candidature sera examinée en toute confidentialité par notre conseil : François DURAND, consultant dirigeant du Cabinet SCOREMAN S.A. - CNIT 2, pl. de la Défense - BP 240 - 92053 Paris la Défense

SCOREMAN

Cabinet Conseil - Expert en Ressources Humaines et Management

OPCOM

RETROUVEZ LES ANNONCES SUR 015 L M

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Grand groupe international fortement implanté en Afrique
ses activités financières et comptables créant de nombreux postes :

Directeur Comptable au Nigeria

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez la responsabilité comptable (bilan inclus).

Responsable Comptable et Financier en Angola

Rattaché au Directeur Afrique, vous aurez la responsabilité de gérer la comptabilité des deux entreprises.

Deux cas, âgé de 30 minimum, une excellente formation comptable (type ICAEW ou IASB), Commerce option Compta-finance, une première expérience dans un poste d'audit par exemple, maîtrisez l'informatique. Aimant les défis, solide, autonome, travailleur, l'Afrique vous plaît, y avoir vécu serait un plus...

FAVEREAU CONSULTANTS

d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV, sans référence choisie, à M. Conseil, Madame GALIEVSKY, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan bureautique et de la refonte de ses applications, la BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche pour son siège à Luxembourg de :

Jeunes Ingénieurs Informaticiens (h/f)

□ diplômés de l'enseignement supérieur scientifique (Bac + 3 ans) ; □ ayant une expérience d'au moins 3 ans sur les produits utilisés par la Banque, pour les postes :

Ingénieur Réseaux Locaux
Chef de Projets
Analyste-Programmeur
Assistant Bureautique

assurer le support technique des utilisateurs. (Talents pédagogiques et facilité dans les relations humaines sont appréciés pour ces postes.)

L'environnement informatique comprend un mainframe IBM (sous VM et VSE) et des produits de Network Computing : 750 PCs, LAN-MANAGER/X, SYBASE, TCP/IP, HP/UX, AIX, WINDOWS, OS/2, C++, EXCEL, WORD, MS-MAIL, POWERPOINT, SUPERBASE,...

Langues : très bonne connaissance de l'anglais et du français. La connaissance, même passive, d'autres langues communautaires serait appréciée.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, et ayant entre 26 et 32 ans, priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une lettre de motivation et d'une photographie, indiquant la référence, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
Département du Personnel (Recrutement) (Ref. : AG/SM 9210)
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG. FAX: 4378-3358.
Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

Silicon Graphics is the world's leading supplier of visual computing systems for the technical, scientific and creative computing marketplace.

Our European Manufacturing group in Cortaillod/NE, Switzerland is looking for qualified

SENIOR BUYERS

The ideal candidates will :

- Have a commercial or computer science university degree or equivalent.
- Have a minimum of five years purchasing experience in an MRP driven, electronics or related environment.
- Be able to demonstrate a thorough understanding of supplier and inventory management as well as a working knowledge of MRP and inventory control techniques.
- Have excellent communication skills in English and, preferably, in another European language. This is especially important working within a fast paced and developing organization in a position combining both operational and supplier development responsibilities.
- Be willing to accept a challenging workload.

Silicon Graphics offers excellent working conditions as well as employee benefits and salaries in line with our expectations.

If you are qualified for one of these positions and interested in joining a winning team, please send your resume to :

Gino Francotti
Human Resources Manager
Silicon Graphics Manufacturing
Chemin des Rochettes 11
2016 Cortaillod/NE, Switzerland

Le FIDA
Fonds International du développement agricole
(Nations Unies) (Rome, Italie)
cherche

CONSEILLER TECHNIQUE
("GENRES ET DEVELOPPEMENT") P5

Principal chargé de développer des méthodes innovantes de conception des projets agricoles à favoriser la promotion économique des femmes rurales, le futur devra en particulier :

- mener des analyses socio-économiques et institutionnelles de la conception de projets d'investissement pour développer des activités économiques viables à la ferme, hors exploitation ou dans le cadre de micro-entreprises au profit des femmes rurales pauvres ;
- mener des analyses d'approches participatives et développer des méthodes pour favoriser l'implication des femmes dans la prise de décisions ;
- mener, dans une optique de genres, des analyses de systèmes ruraux de production, d'organisations, d'institutions rurales et de procédures de prêt et de corrélation de ces systèmes avec les besoins des femmes rurales ;
- développer des méthodes pratiques de planification de la participation des femmes aux opérations de prêt du Fonds tout au long du cycle des projets.

QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE : Diplôme d'études de troisième cycle ou titre équivalent en développement agricole, économie, sociologie, développement rural ou discipline analogue. Dix à quinze ans d'expérience de l'élaboration et du financement de projets agricoles, y compris une expérience de terrain dans des pays en développement. Une expérience des institutions financières internationales, ainsi que du développement des savoir-faire participatifs des femmes dans les organisations rurales serait un atout.

LANGUES : Excellente maîtrise de l'anglais et du français, pratique du français, de l'espagnol ou de l'arabe.

TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL : de 46 433 à 61 453 USD, plus indemnité de poste de 22 381 à 29 620 USD.

DUREE DE L'ENGAGEMENT : deux ans.

DATE D'ENTREE EN FONCTION : aussitôt que possible.

Prière d'envoyer deux copies d'un résumé détaillé en anglais à :

Division du Personnel - FIDA
Via del Saraceno 107, 00142 Rome (Italie) - Télécopie: (06) 5045463
Date limite de présentation des candidatures : 15 janvier 1993
Il ne sera accusé réception qu'aux candidats qui auront été préselectionnés.

EUROPAY International

Europay International S.A., based in Waterloo (Belgium), was incorporated in September 1, as a result of the merger between Eurocard International and eurocheque international. Europay provides a full range of payment products and services including cheque guarantee, ATM, electronic point of sale, credit and charge card services. These provide European banks with opportunities to meet the payment need of their customers profitably. Information Technology services, including transaction authorisation, clearing and settlement are provided by European Payment Systems Services S.A. (EPSS) which is jointly owned by Europay International (85%) and MasterCard International (15%).

Europay's primary mission is to be the best international retail payment services provider in Europe, delivering high standards of value and service to its member banks.

Europay International is currently recruiting for Commercial Affairs Division (m/f).

REGIONAL TECHNOLOGY MANAGER

Eastern Europe

The successful applicant will work with new clients (Eastern European Banks) in an effort to connect their payment systems to our international network. After the Manager has determined the business development plan, the Regional Technology Manager briefs the prospective banks functional and technological aspects, related to payment systems activities. The job holder, in an advisory role, will help banks find the best software and hardware solutions, in order to meet the needs. To ensure a smooth implementation, the Regional Technology Manager will function as a liaison between Commercial Affairs and IT within Europay for all technical and operational matters. The job is based in Waterloo, but frequent travelling is required (minimum of 70 days per year).

Requirements :

- Age range : between 27 and 40.
- Minimum of three years experience in a payment systems company or in a bank, preferably in payment systems operations.
- Project Management experience is a must.
- Good understanding of Telecommunications and IT is a definite.
- University Degree, preferably in Computer Sciences.
- Excellent knowledge of English and a Slavic language (Russian appreciated).
- Any other language is an asset.
- In possession of an international passport.
- Good communication skills, ability to clearly understand and explain technical matters.
- Ability to be organised and work within clearly defined tight deadlines.

Interested in Ms. Gerd Roover on + 322/352.56.65 from Monday to Friday 9.00 am to 5.30 pm or send your application for her attention to the following address : EUROPAY INTERNATIONAL, Human Resources Department, Chaussée de Tervuren 198A, 1410 Waterloo, Belgium.

First interviews will take place in Waterloo, Paris and Frankfurt. Your application will be treated in the strictest confidence.

Nous sommes une Société d'Ingénierie de Formation rattachée au secteur des Industries Mécaniques. Nous recherchons un INGENIEUR

CHEF DE PROJETS FORMATION à L'ETRANGER

Votre mission : auprès de la Direction Générale de façon concertée, vous serez chargé de l'ingénierie globale des projets : fixer les objectifs, chiffrer les propositions, organiser la réalisation (génie civil, équipements, moyens) ainsi gérer l'ensemble A-Z.

Votre profil : Ingénieur mécanicien et aux technologies connexes des industries de la mécanique. Votre expérience : 10 à 15 ans à un poste de Production ou Production au mieux une délocalisation industrielle, vous a permis de découvrir la formation et le transfert de compétences. Cet acquis va de pair avec le sens des contacts, l'imagination, l'esprit d'équipe, la rigueur et une forte motivation pour entreprendre et réussir. Anglais indispensable. Déplacements fréquents durée à l'étranger. Poste basé à la Défense.

hld Merci de nous adresser votre candidature (CV, let. man., photo, salaire act.) sous référence MM 1 à HERVE LE BAUT CONSULTANTS 11 rue la Botte - 75008 PARIS. Tél 42 65 38 39

Equipementier international de l'industrie automobile

PLANT MANAGER - PORTUGAL

Porte-parole des principaux équipementiers automobiles dans le monde. Notre stratégie, en tant que leader européen dans notre domaine d'activité, est basée sur des centres de production pour la fabrication en série près des usines de nos clients.

Nous recherchons le plant manager de l'unité de production implantée au Portugal. Il aura la responsabilité globale du site et devra diriger dans un esprit entrepreneurial ses 200 employés grâce à de réelles qualités de communication et en développant un management « team oriented ».

Vous avez une formation d'ingénieur et avez acquis une solide expérience de production en grande série de pièces plastiques, composées, pour l'automobile. Vous avez déjà pu démontrer avec succès vos capacités de management, dynamisme et détermination en dirigeant plus de 100 employés dans un environnement « team production ». Vous êtes âgé de 35/45 ans environ, vous maîtrisez le portugais et l'anglais et envisagez de poursuivre votre carrière professionnelle au Portugal, contactez M. Alan Gutmann à Paris ou M. Henri Eriksson à Zurich pour plus amples informations. Confidentialité garantie.

I.C.M.E.
MANAGEMENT CONSULTANTS

Human Resources Management
Lausanne, München, New York, Paris, Zürich
ICME AG, Restelbergstr. 49, 8004 Zürich
Tél. 011/55 11
Paris. Tél. 01/42 89 05 11

EUROPAY International

REGIONAL TECHNOLOGY MANAGER

Eastern Europe

The successful applicant will work with new clients (Eastern European Banks) in an effort to connect their payment systems to our international network. After the Manager has determined the business development plan, the Regional Technology Manager briefs the prospective banks functional and technological aspects, related to payment systems activities. The job holder, in an advisory role, will help banks find the best software and hardware solutions, in order to meet the needs. To ensure a smooth implementation, the Regional Technology Manager will function as a liaison between Commercial Affairs and IT within Europay for all technical and operational matters. The job is based in Waterloo, but frequent travelling is required (minimum of 70 days per year).

Requirements :

- Age range : between 27 and 40.
- Minimum of three years experience in a payment systems company or in a bank, preferably in payment systems operations.
- Project Management experience is a must.
- Good understanding of Telecommunications and IT is a definite.
- University Degree, preferably in Computer Sciences.
- Excellent knowledge of English and a Slavic language (Russian appreciated).
- Any other language is an asset.
- In possession of an international passport.
- Good communication skills, ability to clearly understand and explain technical matters.
- Ability to be organised and work within clearly defined tight deadlines.

Interested in Ms. Gerd Roover on + 322/352.56.65 from Monday to Friday 9.00 am to 5.30 pm or send your application for her attention to the following address : EUROPAY INTERNATIONAL, Human Resources Department, Chaussée de Tervuren 198A, 1410 Waterloo, Belgium.

First interviews will take place in Waterloo, Paris and Frankfurt. Your application will be treated in the strictest confidence.

مركز البحث

SECTEURS DE POINTE

Les achats : un enjeu stratégique

LU
2,3 Mds de F de CA,
3 usines, 1 300 personnes,
premier en France
sur le marché des
avec des produits leaders :
Pâtisseries Petit Beurre,
Pâtis d'Or, Hello, Pâte,
Prince, Barquette...

Gérer le budget "Matériaux de conditionnement" de notre Direction Achats, c'est bien sûr négocier avec les fournisseurs européens dans un souci constant de qualité et de rigueur. C'est aussi être un interlocuteur fiable et avisé auprès du Marketing, du Développement et des Industriels. Mais c'est également participer à l'élaboration d'une politique Achats toujours plus performante en termes d'adaptation aux marchés et de productivité. Recenser et formaliser les besoins immédiats et futurs de l'entreprise, anticiper les évolutions grâce à une connaissance approfondie des marchés, gérer les projets de productivité, développer une politique de partenariat avec certains de nos fournisseurs, telles sont les actions qui vous permettront d'être une force de motivation et de proposition et de donner toute sa dimension stratégique à votre fonction. Ingénieur généraliste, agro-alimentaire ou diplômé d'une Ecole de Commerce, vous parlez couramment l'anglais et possédez une expérience de 4 à 5 ans dans le domaine des Achats ou dans une fonction à dominante gestion et négociation. Nous vous proposons d'entrer dans un groupe qui se donne les moyens d'une politique Achats dynamique et ambitieuse. Ce poste, basé au siège, en proche banlieue sud de Paris, vous ouvrira le terrain de larges opportunités au sein de notre ou du groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la réf. 150 M2, à Hervé et Millet Conseil, 56 rue de Passy, 75016 Paris.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
TROISIÈME EUROPEEN



LA MATIERE GRISE

POUR L'EXPLOITATION DE L'OR NOIR

INGÉNIEURS SENIOR

- Procédés
- Instrumentation
- Structure
- Architecture navale
- Electricité
- Mécanique
- Contrôle des coûts

TECHNICIENS

- Tuyauterie
- Structure

Pour tous ces postes, une expérience de 10 à 15 ans est nécessaire. Le contexte dans lequel nous évoluons rend indispensable la pratique de l'anglais et la disponibilité pour des déplacements.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, à Isabelle BEGAUD - Technip Géoproduction - Tour Technip - Cedex 23 - 92090 Paris La Défense.



TECHNIP
GÉOPRODUCTION

L'exploitation des richesses naturelles est devenue un formidable enjeu économique scientifique. La créativité et l'adaptabilité sont les clés de l'évolution.

Filiale de Technip et de l'Institut Français du Pétrole (IFP), nous sommes devenus en 17 ans l'une des sociétés les plus performantes en ingénierie d'exploitation des champs d'hydrocarbures, spécialement en offshore.

Nos équipes, tournées vers l'international, conçoivent plates-formes, développent technologies novatrices et réalisent des prouesses techniques dans le relèvement plates-formes du champ d'Egrefsk en Norvège.

Nous sommes techniques, imaginatifs, nous serons les acteurs de votre évolution au sein de notre Groupe.

Plusieurs postes sont à pourvoir les spécialités suivantes :

Voyez l'informatique sous un nouveau jour

Services et d'Ingénierie-Informatique spécialisée dans le domaine des réseaux et des systèmes d'architectures distribuées, le Département Système d'Information et Génie Logiciel recherche :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous avez nécessairement une expérience dans la vente de logiciels en environnement IBM/MS. En collaboration avec une équipe de Technico-Commerciaux, vous serez chargés d'assurer la commercialisation d'une ligne de produits constituant un atelier spécialisé pour les activités de Maintenance et de Re-Engineering d'applications de gestion.

Vous êtes âgés de 30 à 40 ans, une formation d'ingénieur et au moins quatre années d'expérience de vente, dans les Grands Comptes, de solutions logicielles appliquées à la gestion. Votre sens relationnel vous permet de vous adapter à des interlocuteurs de divers niveaux : des décideurs aux prescripteurs informatiques. Vous disposez d'une assise technique permettant d'assimiler les technologies impliquées dans ces produits.

Vos missions : prospection, développement de clients.

Votre rémunération se compose d'un fixe et d'un élément variable.

ALCATEL
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature avec photo et présentations sous réf. SGL/MF01, à E. Alcatel TITN Answer - 1, rue Gohani - BP 110 91301 MASSY CEDEX.



Ingénieur technico-commercial

VOTRE MISSION :

- aide à la mise en forme des projets de Recherche & Développement des entreprises membres du Pôle Européen de Plasturgie (actuellement au nombre de 100)
- promotion auprès des membres adhérents, des savoir-faire du Pôle Européen de Plasturgie, en matière de R & D, ESSAIS et FORMATION CONTINUE
- organisation de la communication du Pôle avec ses adhérents actuels et potentiels.

VOTRE PROFIL :

à 10 ans minimum, de forte culture technique, acquise dans la transformation des matières plastiques, vous possédez le goût des échanges et du commercial. Ce poste à Oyonnax/Bellignat implique de la disponibilité pour de nombreux déplacements, et la pratique de l'anglais.

Veuillez adresser votre candidature au Directeur Général du Pôle Européen de Plasturgie, 1204, 01112 Oyonnax Cedex.

CHEF DE PRODUITS TÉLÉCOMMUNICATIONS/ INFORMATIQUE

Vous entreprenez une politique marketing complète pour une ligne de produits : réflexion stratégique, recherche d'opportunités, validation avec notre équipe de D, conception, conduite des actions tactiques pour transformer en succès, avec l'assistance des ingénieurs produits.

Vous avez 28/35 ans env., diplôme ESC ou ingénieur Grandes Ecoles, vous exercez depuis 2/3 ans une fonction marketing ou commerciale sur les marchés micro-informatique, télécommunications ou réseaux. Curieux, novateur, vous savez saisir les opportunités et les défendre par pédagogie et conviction. Vous concrétisez avec méthode et dynamisme. La pratique de l'anglais est impérative.

Vous intégrez alors une entreprise industrielle qui a le vent en poupe dans un environnement de pointe : un style de travail stimulant, jeune, optimiste, une fonction véritable "patron" de produits qui contribue fortement, en France et à l'international, à la croissance continue de la ville universitaire de l'Ouest qui apportera son complément de qualité de vie.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURY URVAL, Les Dorides, BP 3939, 1/3 rue Eugène-Vaillin, 44100 Nantes, sous la réf. 50.7086/AM.

Mercuri Urval



Groupe Bull

PME 400 p. en province spécialisée dans le développement d'imprimantes haute vitesse.

recrute

pour sa Direction Recherche et Développement

INGÉNIEUR-CHEF DE PROJET

MISSION : DANS LE DOMAINE DE L'IMPRIMERIE

- Intégrer les imprimantes dans des lignes de production existantes.
- Construire des solutions « clé en main », prenant en compte les organes de pré et post-traitement.

PROFIL :

- Formation A.M. ou équivalent.
- Expérience de 5 ans sur matériels d'imprimerie.
- Anglais courant indispensable.
- Allemand apprécié.

Envoyer : C.V. + photo + lettre manuscrite
prétentions à :

NIPSON

Françoise CAUSSÉ - Dpt Ressources Humaines
28, rue Thierry-Mieg - BP 257
91120 BELFORT Cedex.

SECTEURS DE POINTE

INGÉNIEUR
RECHERCHE ET
ESSAIS

Installés à CAEN, universitaires, spécialisés dans les implants orthopédiques, nous sommes la filiale en expansion d'un Groupe de renommée mondiale : PFIZER. L'innovation est la clé de notre succès. Notre Direction Générale souhaite intégrer aujourd'hui un Ingénieur recherche et essais.

Associé aux équipes de développement, vous êtes responsable des études et des essais qui garantissent la conception des nouveaux produits. Dans ce cadre, vous établissez le cahier des charges de ces études en liaison avec les chirurgiens en tenant compte des contraintes physiologiques et d'environnement particulières, et vous assurez leur réalisation. Vous animez également les actions de Recherche Appliquée réalisées en collaboration avec les Laboratoires internes ou externes : définition de la recherche, suivi et contrôle.

De formation ingénieur généraliste (A.M., UTC Compiègne, INSA, ECL...) vous avez ainsi acquis des connaissances de base en matériaux, mécanique et tribologie. Vous possédez, en outre, une première expérience industrielle, qui vous a permis de vous familiariser avec la biomécanique. De plus, vous saurez apporter vos qualités personnelles qui représentent de réels atouts pour ce poste : sens du dialogue, esprit d'ouverture, goût du travail en groupe, autonomie et ténacité. Votre réussite dans ce poste pourra vous permettre d'évoluer vers des responsabilités d'équipes projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) : **Sid BENOIST GIRARD, DRH - 203, Bd de la Grande Dole 14200 Mantes-la-Jolie Cedex**

benoist girard
Howmedica International

Pfizer

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Les activités de notre société recouvrent un ensemble intégré de services informatiques à forte valeur ajoutée dans le domaine du Facilities Management et des architectures IBM/370-390.

Par ailleurs, forts de l'expérience significative en matière d'organisation informatique acquise par les différents membres de notre équipe au cours des quinze dernières années, nous avons développé un pôle de compétences en une méthodologie originale dans le domaine d'actualité qui représente, pour l'entreprise, la réduction des coûts informatiques.

Notre clientèle est principalement composée de grandes administrations ou de grandes entreprises industrielles européennes avec lesquelles nous sommes engagés sur des projets importants à court et long terme.

Le développement de nos activités nous conduit à recruter un ingénieur d'affaires qui, en liaison directe avec la Direction Générale de notre société, aura pour mission de :

- assurer la prospection de nouveaux clients,
- organiser et animer des séminaires et conférences d'information,
- répondre aux appels d'offres,
- initialiser et mener les négociations contractuelles.

De formation grande école d'ingénieur ou de universitaire, vous avez une première expérience réussie dans la négociation et la vente, à haut niveau, de prestations de services informatiques aux grandes entreprises.

Merci de bien vouloir adresser un dossier de candidature comprenant une lettre de motivation et un C.V. accompagné d'une photo à :

AMADIS - DRH - 3, rue du Boccador, 75008 PARIS

AMADIS
La volonté d'entreprendre

Ingénieurs expérimentés, ciblez vos ambitions.

Une force.
Giat Industries, premier européen d'armement terrestre : 11,5 milliards de CA, dont 15 % consacrés à la R et D ; 17 000 collaborateurs en France et dans le monde, et un réseau commercial sur les cinq continents. Des marques commerciales prestigieuses telles que : Giat, Luchaire, Manachin, FN Herstal, Winchester, Browning, etc...

Une maîtrise.
Nos compétences s'appuient sur l'aptitude unique à associer : la mécanique, les technologies de pointe (informatique temps réel, électronique, optique, radio, communications), les systèmes destinés aux ambiances extrêmes : véhicules lourds de hautes performances, téléopération, télécommande.

Votre avenir.
Dans le cadre de son développement, la Division recherche pour sa direction technique (siège à Versailles) des ingénieurs expérimentés possédant impérativement une expérience de 5 à 10 ans (Centrale, Sup Télécom, Sup Aéro, ESE, ENSTA, AM, ENSI...) et le(s) domaine(s) :

Ingénierie mécanique
Vous prendrez la responsabilité d'avant-projets et de développements de systèmes ou d'équipements à la pointe de l'innovation dans les domaines des suspensions, motorisations, matériaux, ainsi que dans celui de l'architecture de véhicules en utilisant les outils de CAO et de calculs les plus évolués.
Réf. : LM 01

Ingénierie système
Vous prendrez la responsabilité d'analyses fonctionnelles et organiques, de spécifications de fonctions et interfaces, en études amont et en développements de systèmes. Vous contribuerez aux analyses de fiabilité. Vous conduirez des travaux d'intégration de systèmes.
Réf. : LS 01

La connaissance de l'anglais serait un atout pour évoluer au sein de notre structure internationale.

Si vous rejoignez Giat Industries pour l'un de ces métiers, vous choisirez une entreprise où compétences et moyens se conjuguent pour étudier et développer des projets technologiques uniques.

Adressez votre dossier en indiquant la référence du poste souhaité à :
Giat Mobilité - Département Ressources Humaines - à l'attention de Jean-Pascal GNEMMI
13, route de la Minière 78022 Versailles cedex.

La maîtrise des systèmes de haute mécanique.

FRANCE TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

Le Service OFFRE SUR MESURE a pour mission de proposer des solutions répondant aux besoins des grands clients de FRANCE TELECOM.

INGENIEURS METHODES RESEAUX D'ENTREPRISES

Vous assurez le support de nos équipes et chefs de projet et le développement d'outils et procédures dans l'un des domaines suivants :

- CAO (outils de modélisation et de conception de réseaux)
- Gestion de projet (méthodes et outils)

De formation Bac + 5, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le domaine des systèmes (télécom ou informatique). Vous êtes prêt à vous investir au sein d'un Groupe plein d'avenir, où de larges perspectives d'évolution et de carrière vous sont ouvertes.

Réf. MOAM
Réf. GELM

Les postes à pourvoir sont basés à PARIS.

Merci d'adresser, sous la référence concernée, votre candidature en CV en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil
3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

CAISSE D'EPARGNE DE BASSE-NORMANDIE

DE NOUVEAUX HORIZONS POUR VOS PROJETS PROFESSIONNELS

1ère Banque Régionale, à Caen : Collaborateurs, 140 points de vente, 1 million de comptes. Pour confirmer notre volonté de développement, renforçons notre équipe informatique. effet, recherches

ARCHITECTE RESEAU

Ingénieur ayant 2 à 5 années d'expérience la conception la mise en place des réseaux locaux leur interconnexion, vous aurez à assumer l'entière responsabilité du développement la gestion de l'environnement Client

Vous avez l'esprit créatif êtes méthodique rigoureux.

Vous possédez bon sens critique en cause.

d'adresser : dossier de candidature complet + CV à notre Conseil

PETERSON
BENARD & MALEVILLE ASSOCIES
4211 - 76723 ROUEN Cedex.
PARIS - ROUEN - LE HAVRE - CAEN - ANGERS - LE MANS

BECKMAN

INGENIEUR D'AFFAIRES

INFORMATISATION DE LABORATOIRES

Responsable du centre d'affaires et du profit réalisés sur la ligne de produits d'INFORMATISATION DE LABORATOIRES, vos principales missions seront :

- étudier les besoins informatiques des laboratoires de notre clientèle,
- rédiger les réponses techniques et commerciales aux appels d'offres de nos clients potentiels,
- effectuer les démonstrations de nos logiciels.

Vous travaillerez en liaison étroite avec les responsables commerciaux de votre secteur France, Italie, Espagne, Belgique et communiquerez presque quotidiennement avec le centre européen basé près de Londres.

Vous devrez cerner rapidement les besoins d'une clientèle très diversifiée (laboratoires de chimie, pharmacie, agro-alimentaire / R & D, Contrôle Qualité...).

De formation technique, vous avez une bonne connaissance des ordinateurs IBM/AS et HP 3000/LASR et une expérience réussie de la formation technique commerciale. Vous vous exprimez avec aisance en français comme en anglais, devant un auditoire nombreux et de haut niveau.

Basé à GAGNY (93), ce poste nécessite des déplacements courts et fréquents en province et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et références sous référence 2115 à B.L.F., Direction des Ressources Humaines, 92-94 Chemin des Bourdon, 93220 Gagny.

de la recherche à l'industrie

INGENIEUR ACOUSTICIEN

Possédant une formation acoustique, vous avez des connaissances en mécanique des fluides et en thermique.

Fort d'une première expérience, vous serez amené à mener des missions autonomes, des études à fort contenu technique, au sein de notre département Chauffage et Combustion.

Votre aisance relationnelle alliée à votre aptitude à la communication contribueront à faciliter vos échanges avec des responsables de P.M.I.

De plus, l'anglais est indispensable pour les contacts que vous établirez avec nos partenaires étrangers.

Merci d'adresser c.v., photo et références au service du Personnel, CETIAT, B.P. 69604 Villeurbanne Cedex.

AERODYNAMIQUE THERMIQUE

CETIAT

هكزاس النحل

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Le Conseil Général
SEINE & MARNE

Chargé de la Direction des Services
Comptables (40 personnes)

Outre l'encadrement des effectifs, vous serez amené à conduire l'élaboration du budget (972 MF par an), ainsi que le contrôle de gestion.

A ce titre, vos aptitudes au management, votre sens de l'organisation et votre sens de la responsabilité seront déterminants. Connaissance de la comptabilité publique appréciée.

Renseignements : Mme GUENIN : 60 69 36 71 - Mme PICOT

Conditions de recrutement : mutation, détachement ou contrat

Adresser candidature et CV avant le 1/01/93 à M. le Préfet de la Seine-et-Marne

Bureau du Recrutement, rue des Salins, 77010 MELUN cedex

2 SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS H/F

POUR COORDONNER ET ANIMER LES SECTEURS SUIVANTS :

- 1^{ER} POSTE :**
- Administration générale
 - Habitat - Logement
 - Actuels
 - Conseil Municipal
 - Activités économiques

- 2^E POSTE :**
- Action sociale et sociale
 - Juvenescence et sport
 - Affaires scolaires
 - Emploi/Formation

Sous l'autorité du Secrétaire Général, vous serez chargé(e) d'assurer la coordination et l'animation des services, de leur développement et de leur évaluation.

La responsabilité des secteurs qui vous seront confiés.

A 40 ans environ, vous avez une expérience significative de la fonction dans une commune de 20 000 habitants par exemple (une bonne connaissance des secteurs concernés serait un plus).

Au-delà, ce sont vos qualités relationnelles, d'adaptabilité, de diplomatie et de dynamisme qui feront la différence.

Merci de bien vouloir adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence R 200 pour le premier poste et R 300 pour le deuxième poste, à MT CONSEIL - BP 154 - 92504 RUEIL MALMAISON CEDEX.



DIRECTEUR GENERAL

FESTIVAL D'ILE-DE-FRANCE

CAMPUS A L'OREILLE

RENCONTRES MUSICALES DE VILLARCEAUX

Le Conseil régional d'Ile-de-France cherche à pourvoir le poste de directeur général du Festival d'Ile-de-France

Celui-ci a sous sa responsabilité, en relation avec les différents partenaires du Festival, au premier rang desquels le Conseil régional, le développement de trois actions musicales :

- le Festival d'Ile-de-France ;
- Campus à l'Oreille ;
- les Rencontres musicales de Villarceaux.

Les candidats devront :

- posséder une solide compétence musicale et de nombreux contacts avec des interprètes et des compositeurs ;
- savoir animer une équipe de dix personnes et gérer un budget de 11 millions de francs ;
- avoir l'expérience de collaborations avec des collectivités locales ;
- avoir une connaissance du milieu universitaire ;
- être très disponibles.

Veillez adresser les candidatures au :

Conseil régional d'Ile-de-France
Direction de l'environnement et de la culture, 251, rue de Vaugirard - 75015 Paris

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Responsable du Service Intérieur



En liaison directe avec le Directeur de la Logistique de la Comédie Française, vous aurez la responsabilité du bon fonctionnement des services concourant à la vie quotidienne matérielle de notre Etablissement (3 sites). Vous gèrerez, organiserez et animerez un service de 24 pers. (huissiers, agents de sécurité, personnel de maintenance, standardistes, etc.) ; vous assurerez le contrôle des prestations fournies par des entreprises de travaux extérieurs ainsi que le suivi du budget correspondant. Vous participerez périodiquement à diverses instances (CHSCT) et réunions avec les organismes de tutelle.

Vous êtes un professionnel de terrain, organisé et gestionnaire. Sachant faire preuve tout à la fois d'autorité et de disponibilité, vous avez acquis un très bon savoir-faire relationnel qui vous permettra de réussir dans notre entreprise où la communication interpersonnelle est très importante. Une expérience professionnelle similaire de plusieurs années est indispensable. Poste basé à Paris 1^{er}. Merci d'adresser votre candidature, sous référence C.1680/VI, à notre conseil Catherine Charvet.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.



RESPONSABLE DEPARTEMENT CONTENTIEUX

VOTRE MISSION : Manager une équipe de rédacteurs. Organiser et gérer l'ensemble du service contentieux. Veiller à la bonne fin des opérations contentieuses en relation avec les intervenants extérieurs.

VOTRE PROFIL : Diplômé(e) d'études supérieures juridiques, vous justifiez d'une expérience probante dans un service de contentieux bancaire, les capacités managériales et les qualités de négociateur sont des atouts indispensables.

Envoyer sous la référence YD lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction des Ressources Humaines de la Caisse d'Epargne Centre Val de Loire -36, Bd Béranger - 37041 TOURS CEDEX

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE DE LA DIRECTION REGIONALE D'ETAMPES (91)

LE CREDIT AGRICOLE D'ILE

DE FRANCE CONFIRME SON

IMPLANTATION EN REGION

PARISIENNE : 273 AGENCES.

3 100 COLLABORATEURS.

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Vous savez animer un petit groupe (6 personnes). Mettez votre savoir-faire au service de nos agences pour l'assistance juridique et le suivi des dossiers contentieux.

Votre formation juridique (maîtrise de droit, droit bancaire, droit des sociétés) et vos qualités relationnelles vous prédisposent à l'analyse et au traitement des dossiers juridiques et contentieux.

Vous travaillerez en liaison avec les services juridiques du Siège et serez l'interlocuteur quotidien des agences de votre direction. Une formation à nos procédures sera assurée. Ce poste est basé à Etampes (91).

Merci d'adresser votre candidature sous la référence DJ/MO au service du recrutement - Crédit Agricole d'Ile de France 26, quai de la Rapée 75012 Paris



Avocat Fiscaliste expérimenté : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DESS, DEA...), vous parlez l'anglais ou l'allemand. Vous avez acquis une première expérience de la fiscalité dans un cabinet, dans le service fiscal d'une grande entreprise ou dans l'Administration. Décidé à exercer le métier d'avocat-conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir immédiatement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes le représentant français du premier réseau mondial de fiscalistes internationaux. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous recherchons plusieurs :

Directeurs de mission (5 ans d'expérience au moins),

Chargés de mission (3 ans d'expérience au moins).

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) à Fidal Peat International 47, rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine ou de téléphoner à Mademoiselle A. PELLIZZARI au 46 39 40 60.



Fidal Peat International

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Grand groupe industriel équipementier, leader dans son secteur d'activité, implanté dans une dizaine de pays, souhaite renforcer l'équipe de la Direction Financière en créant un poste au Service Consolidation.

DEVEZ-VOUS L'ADJOINT DU RESPONSABLE DU SERVICE CONSOLIDATION

Une formation en gestion (DESS Gestion/Ecole de Commerce/Ecole de Gestion) complétée par un DECF et une première expérience acquise dans un groupe multinational de préférence ou en cabinet d'audit international, vous permettent d'être opérationnel dans la réalisation de tous les travaux de consolidation sous l'autorité du Responsable du Service.

Votre compétence en informatique, plus particulièrement en micro-informatique (Excel, Multiplan, Lotus) et votre maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand sont d'importants facteurs d'intégration au sein du Groupe.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer CV, lettre et prétentions, sous la référence 4576, à SERIFO Groupe Eurosearch - 47 bis avenue Bosquet - 75007 PARIS.

Membre de Syntec

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

CHEF DE MISSION AUDIT

SEINE ET MARNE

Diplômé BAC + 4 (ESC, DESCF, ITB...), nous vous offrons l'opportunité de valoriser une expérience de 3/4 ans en Audit Interne, Audit bancaire ou Financier.

Garant de l'application des procédures de contrôle interne, vous participerez à l'élaboration de la politique sectorielle et à la définition des objectifs annuels.

Très sensible à la confidentialité absolue qu'implique votre poste, vous préparerez et réaliserez certaines missions d'Audit, tant en Agence qu'au Siège de la Caisse Régionale.

Doté d'une grande capacité relationnelle et d'un réel talent d'animateur, vous dynamiserez une équipe de 5 à 10 personnes.

Envoyez votre dossier de candidature à CRAM BRIE - Gestion des Carrières BP 205 - 77101 MEAUX.



FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL A FORTE CROISSANCE. NOUS RECHERCHONS UN

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au PDG, membre du Comité de Direction, animateur d'une petite équipe, sa mission sera la suivante :

- superviser la comptabilité générale, analytique et budgétaire française et anglaise, le reporting,
- prendre en charge l'aspect personnel de la fonction,
- participer aux décisions stratégiques de l'entreprise,
- assurer les relations internationales ainsi que la communication avec les autres directions,
- optimiser l'outil d'information interne nécessaire à la gestion de l'entreprise.

Pour cette mission opérationnelle et autonome, nous attendons de vous une expérience réussie dans la comptabilité et le contrôle financier en milieu anglo-saxon, également des talents d'organisateur et une grande aisance relationnelle. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 38497, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 77849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Chargé(e) d'études Ressources Humaines

ADP : tout un monde de compétences qui réunit 6.000 hommes et femmes pour aménager, exploiter et développer les aéroports civils de la région parisienne. Nous recherchons pour notre Direction des Ressources Humaines :

Rattaché(e) au département Développement Social, vous concevez et proposez des outils d'aide au changement (gestion prévisionnelle du personnel, gestion des compétences, organisation du travail...).

Sur le terrain, vous vous insérez dans les équipes projets et animez des groupes de travail.

Diplômé d'un 3^e cycle Gestion des Ressources Humaines, vous avez 27/30 ans. Une expérience d'au moins 3 ans en entreprise vous a permis de maîtriser les questions relatives à l'emploi.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 21201 M à notre conseil JC2 103, rue La Fayette - 75010 PARIS.



PRENEZ L'AÉROPORT

Hewitt Associates

Nous sommes une des premières sociétés internationales de Conseil en Rémunération Globale (3500 collaborateurs dans 20 pays) et un des leaders en France. Notre développement nous conduit à étoffer notre Unité Communication en créant un poste de

Consultant en Communication

Conseiller les entreprises et promouvoir leur nouvelle politique de rémunération globale sera votre principale mission. Vous serez chargé d'élaborer des plans de communication, de développer les outils adéquats (supports écrits, sessions de formation, présentations audio-visuelles...), et d'en assurer la réalisation complète (conception, rédaction, suivi de production).

Vous participerez également aux campagnes de prospection et au développement du chiffre d'affaires.

Agé de 30/35 ans, de formation supérieure, anglais courant, vous possédez 5 ans minimum d'expérience, impérativement acquise dans le Conseil en Communication Interne et/ou en Ressources Humaines. Vous êtes très rapidement opérationnel. Autonome, doté d'un excellent relationnel, très rigoureux, vous aimez rédiger, possédez un sens aigu du service et de la qualité, et du sens pédagogique.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser CV, lettre manuscrite et salaire actuel sous réf. 19CM, à notre Conseil qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Crismar Collins



94 rue Lauriston 75116 Paris

Le Groupe CENTOR - Centre d'Etudes et d'Assistance pour l'Organisation Humaine des Entreprises - 38 consultants - CA : 34 millions de F, recherche

Consultant Sénior Recrutement

Outre les missions de conseil en recrutement de cadres que vous serez chargé de développer, vous interviendrez de façon plus large pour accompagner l'entreprise dans l'analyse des compétences et du potentiel de ses collaborateurs.

Vous bénéficierez dans le cadre d'une structure décentralisée, de l'appui d'une équipe de psychologues/graphologues.

Agé d'au moins 35/40 ans, vous possédez une expérience confirmée du recrutement, acquise en cabinet conseil ou en entreprise. En outre, votre sens relationnel et votre dynamisme vous permettent de développer votre clientèle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 62011 LM à Françoise BARS!

centor

26, rue Henri Moissan 75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

DEMACHY WORMS & CIE
Banque d'Affaires, filiale du groupe financier et industriel.

JEUNE EXPLOITANT

GRANDES ENTREPRISES

- Bac + 5
- Avec une première expérience bancaire, appréhendant les aspects concrets des opérations.
- Le candidat a une bonne aisance relationnelle, le sens du travail en équipe et une motivation suffisante pour évoluer dans un secteur dynamique et entreprenant.
- Anglais courant apprécié.

Poste basé à Paris 1^{er}

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) seront adressées à la Direction des Relations Humaines DEMACHY WORMS & CIE, 223 Rue St Honoré - 75001 PARIS

Responsable Ressources Humaines

Leader en Europe dans le domaine du chauffage et de la climatisation automobile, nous recherchons pour notre Etablissement de LA VERRIERE (78) le Responsable des Ressources Humaines.

Venez valoriser une première expérience d'environ 3 ans acquise dans une société industrielle connue pour ses méthodes modernes de gestion de personnel.

Vous assurerez dans cet établissement :

- la mise en oeuvre de la politique du Groupe en matière de Ressources Humaines,
- l'animation d'une équipe chargée du recrutement, de la formation et de l'administration...
- les relations avec les partenaires sociaux.

La réussite à ce poste implique une formation supérieure Sciences Po, Ecole Supérieure de Commerce (Ingénieur possible, si expérience en Ressources Humaines).

De réelles perspectives de carrière vous sont offertes au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. 2468/2/M à notre Conseil ETAP 71, rue d'Autenil - 78016 PARIS. Discretion absolue.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations son savoir-faire technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de l'industrie automobile dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

JURISTE

TRANSPAC, Opérateur de Réseaux et de Systèmes de Communication, leader mondial dans son domaine, recherche un JURISTE pour son Secrétariat Général, Département Affaires Juridiques, à PARIS.

Votre rôle : Conseil et aide à la négociation et à la rédaction des contrats, surtout dans les domaines informatique et télécommunications, en particulier en matière de recherche et développement, création de logiciels...

Etudes et avis sur contrats nationaux et internationaux. Suivi juridique d'affaires internationales (négociation, rédaction et suivi des prises de participation et acquisitions à l'étranger).

De formation Maîtrise de droit des affaires, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en matière de contrats, si possible dans les domaines informatique et/ou télécommunications, et de propriété intellectuelle. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 56/04,24 à : TRANSPAC - DPRH - Tour Maine Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC
un élan pour vos compétences

مركز اس النجف

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 2 décembre 1992 43

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Etablissement Bancaire à très forte implantation dans la région lorraine recherche son **Fiscaliste Ingénierie Financière et Patrimoniale**

Province

Au sein d'une équipe spécialisée en gestion patrimoniale et rattaché au Directeur de celle-ci, vous assurerez des fonctions de conseil à destination d'une clientèle de particuliers haut de gamme et de chefs d'entreprises dans leurs opérations de transmission et de haut de bilan.

En contact direct avec les conseillers patrimoniaux de la banque ou leurs clients, vous avez une expertise certaine dans les domaines de la fiscalité suivants : épargne, produits financiers, opérations de financements à long terme, transmission, fusions-acquisitions et immobilier.

Agé de 30 ans environ, titulaire d'un diplôme de 3ème cycle (DESS droit des affaires et fiscalité, ENL...) vous justifiez impérativement d'une expérience de 3/5 ans de fiscaliste généraliste au sein d'un cabinet, d'une banque ou de l'administration fiscale.

Votre sens des contacts et votre esprit d'équipe vous permettront de réussir au sein de cet établissement de grande notoriété.

Contactez Dominique Montabrie, au 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + N° de téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous référence DM8630MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Responsable des relations humaines et sociales d'une grande usine



Danone, Panzani, Belfin,
BSN Flaconnage...
BSN est le 3e groupe
alimentaire européen :
66 Mds de F de CA,
59 000 personnes,
plus de 100 filiales,
implantées dans 37 pays.

L'importance accordée à la politique humaine et sociale a toujours été une dominante de la culture du Groupe BSN et un des facteurs de sa réussite économique. Développer le dialogue social, anticiper les besoins en ressources humaines, les adapter aux stratégies de développement tout en permettant à chacun d'être l'acteur de son évolution professionnelle, accroître les solidarités entre l'entreprise et son environnement sont les points clés de cette politique.

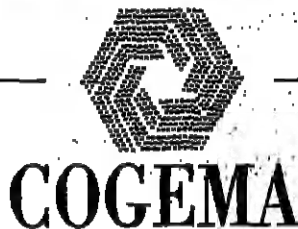
Pour la mettre en œuvre et participer à son enrichissement, nous recherchons le responsable des relations humaines et sociales d'une grande usine dotée d'équipements industriels très performants. Membre du Comité de Direction de l'établissement, le titulaire sera une force de proposition, et jouera un rôle important dans l'évolution des organisations et le développement de la communication. Il animera une équipe étoffée.

De formation supérieure (Ecole de gestion, Sciences Po, droit, ingénieur...), il aura au moins 5 ans d'expérience dans la fonction personnel en milieu industriel. Il aura déjà assumé un niveau de responsabilités lui permettant d'assurer efficacement la globalité de la fonction. Sa mise en place sera assurée par le titulaire actuel du poste qui va lui-même évoluer dans le Groupe. Poste à vie, si vous avez des impératifs géographiques, merci de les mentionner.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 2481/2M, à Emap, 71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIEME EUROPEEN



LE GROUPE COGEMA

16 000
PERSONNES

21,7 MILLIARDS
DE CA
DONT 31%
À L'ÉTRANGER

150 RÉACTEURS
NUCLÉAIRES
ALIMENTÉS DANS
LE MONDE.

La Direction des Etudes Economiques et de la Stratégie renforce son potentiel et recherche un Chargé d'Etudes pour le Service "Etudes Economiques et du Plan".

En étroite collaboration avec le Responsable, vous prendrez progressivement en charge le plan d'une branche opérationnelle. Après avoir validé les informations, vous en élaborerez la synthèse dont vous présenterez les conclusions à la Direction.

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou Ingénieur (avec une formation complémentaire en gestion), vous avez une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise dans un service budgétaire, planification ou stratégie. Une maîtrise de l'outil informatique sera indispensable pour appréhender les informations économiques des branches, les traiter et les extrapoler.

D'un bon niveau relationnel, vous dialoguez directement avec les interlocuteurs de haut niveau. Bien entendu, vos capacités rédactionnelles sont au service de votre esprit d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre candidature à SEFOP, notre Conseil, sous réf. FCO 1261 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.



MEMBRE DE SYNTHEC

36 15
LM

3615 LM vous permet de consulter
un mois d'offres d'emploi
parues dans *Le Monde*.
Les annonces
présentes sur 3615 LM
sont mises à jour quotidiennement.

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

NEC Electronics, n°1 mondial des
circuits intégrés recherche dans le cadre
du développement de son activité design :

Ingénieur d'application microcontrôleur

Vous assurez et développez la promotion
de nos produits en assistant notre force de
vente et nos clients dans l'élaboration
de solutions techniques.

Ingénieur Electronicien vous avez déjà
occupé un poste similaire ou vous avez
une première expérience de dévelop-
pement d'au moins 2 ans dans l'industrie.

Dans cette fonction vous renforcerez
nos relations avec nos clients.

Anglais indispensable.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser
votre dossier de candidature, à
NEC Electronics (France) S.A.
9, rue Paul Dautier - BP 52
78142 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.



NEC

JURISTE D'ENTREPRISE

Solide et autonome

Un groupe industriel français (CA 1,5 milliard) performant et en croissance recherche un juriste confirmé.

Seul juriste de l'entreprise, il sera l'interlocuteur de la Direction Générale et des différentes Directions du groupe et il coordonnera l'intervention des conseils extérieurs.

Il devra être à même de traiter l'ensemble des problèmes juridiques : droit des sociétés, droit des contrats, droit social, assurances, contentieux.

Ce poste conviendrait à un candidat, minimum maîtrise de droit, ayant 5 à 10 ans d'expérience (de préférence en entreprise industrielle), connaissant l'anglais (connaissance complémentaire de l'allemand appréciée).

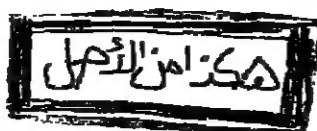
Poste Barilieu Est Paris.

Ecrire sous réf.
49A 2479 2M
Discrétion absolue



71, rue d'Auteuil,
75016 Paris

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 1 5 L M



SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs Débutants

THERMIQUE
HABITACLE

Leader européen dans notre domaine d'activité, nous développons des systèmes de chauffage et de conditionnement d'air pour les principaux constructeurs automobiles. Nous intégrons, pour le développement de nos produits, la maîtrise de technologies diversifiées (plasturgie, mécanique, acoustique, électronique, électrotechnique, thermique, aéranlique, matériaux). Pour accélérer la mise en oeuvre des 5 axes stratégiques du Groupe Valeo (implication du personnel, Système de Production Valeo, innovation constante, intégration des fournisseurs et Qualité Totale) nous recherchons des Ingénieurs Généralistes (EGP, EMP, ENSTA, ENSAM) désireux d'évoluer en environnement multitechnologique, autonomes et rigoureux pour la réussite de leur mission, qui s'associeront au dynamisme de nos 3 sites : NOGENT LE ROTROU (28), LA SUZE SUR SARTHE (72) et LA VERRIERE (78).

Vous êtes débutants, attirés par les métiers de la production, vous commencerez votre carrière comme :

INGENIEUR D'ETUDES

Réf. IE

Vous êtes chargé de la définition technique et de la mise au point de nos nouveaux appareils, au sein d'équipes projet en synergie avec les fonctions méthodes et qualité.

INGENIEUR LOGISTICIEN

Réf. IL

Interface entre les différents services opérationnels, vous assurez la logistique de nos produits nouveaux ou modifiés, ou conduisez l'analyse de nos flux de production pour la mise en place de plans d'amélioration.

INGENIEUR METHODES

Réf. IM

En concertation avec les opérateurs et leurs responsables, ou intégré à une équipe projet, vous participez au développement de nos process pour le lancement de nouveaux appareils ou l'optimisation de produits en série.

INGENIEUR MAINTENANCE

Réf. IMA

Vous optimisez la fiabilisation de nos moyens en participant activement à la mise en place et/ou au développement du système de délégation de maintenance assuré par les opérateurs.

INGENIEUR ETUDES DEVELOPPEMENT

Réf. IED

Vous êtes responsable, dans la phase projet, du développement d'appareils de chauffage et de conditionnement d'air (sur système CAO CATIA).

INGENIEUR D'ESSAIS

Réf. IES

Chargé du suivi et de la validation de nos appareils (sur bancs d'essais et véhicules), vous garantissez leur conformité au cahier des charges du client.

INGENIEUR DE PRODUCTION

Réf. IP

Tout en étant chargé du management d'une équipe autonome d'opérateurs, vous pilotez le développement de chantiers liés au Système de Production Valeo.

La parfaite maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable pour l'ensemble de ces fonctions.

Vos compétences comme vos qualités d'animation et de management vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe.

Que vous soyez intéressé par le site de NOGENT LE ROTROU, de LA SUZE SUR SARTHE ou celui de LA VERRIERE, envoyez votre dossier de candidature au Service Ressources Humaines VALEO THERMIQUE HABITACLE Avenue des Prés - 28401 NOGENT LE ROTROU Cedex.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

CEAC

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ACCUMULATEURS

1er Fabricant Européen de batteries, nous sommes le partenaire privilégié des grands constructeurs automobiles. Nous réalisons 5 milliards de francs sur l'Europe, avec 6000 salariés et 18 usines. Les véhicules électriques représentent pour nous un enjeu prépondérant, au cœur des plus grands projets des constructeurs automobiles européens.

INGENIEUR RESPONSABLE DES NOUVEAUX MARCHÉS VEHICULES ELECTRIQUES

Vous aurez pour mission le suivi et le développement des ventes d'accumulateurs destinés à la construction des véhicules électriques. Vous initierez et développerez les contacts avec les différents interlocuteurs concernés par nos produits chez les constructeurs de ces véhicules. Vous serez à même, sur la base des informations recueillies, d'analyser les programmes de vos clients et prospects, et de déterminer la nature, l'ampleur et le potentiel des marchés en cause. Vous pourrez alors construire, avec votre Direction et nos services techniques, une

réponse précise et adaptée dont vous assurerez la négociation et le suivi. A 35/40 ans, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs et vous avez une expérience confirmée de la vente de produits techniques complexes à l'industrie. Vous maîtrisez totalement l'anglais professionnel, avec idéalement de bonnes notions d'allemand ou d'italien. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre + CV + photo) sous référence 49LM au Conseil de notre Direction - COPERS 92, rue Jouffroy - 75017 PARIS.

copers
CONSEIL DE DIRECTIONResponsable de Zone
Moyen-Orient

Au sein de notre Direction Grand Export, vous veillerez à la bonne application de notre politique commerciale auprès des marchés locaux et des DPS.

Observateur attentif pour analyser et apprécier les évolutions de ces marchés, vous établirez les stratégies de votre zone et participerez à l'élaboration des plans à 3 ans, budgets et prévisions de vente.

Vous avez un goût prononcé pour les voyages que vous pourrez satisfaire par vos nombreux déplacements (50% de votre temps).

De formation supérieure, vous avez déjà fait vos preuves dans des fonctions similaires et utilisez l'anglais professionnellement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence MOLM à CHANEL - DGRM - 135, avenue Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

CHANEL